

Octobre – Novembre – Décembre 2012

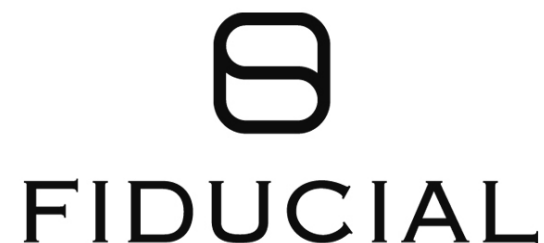
Réalisée du 22 novembre au 6 décembre 2012

Vague 48

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 6 400 personnes au service de ses **200 000 clients**, pour un chiffre d'affaires de 713 millions d'euros.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	18
▪ L'emploi dans les TPE	24
▪ La situation financière des TPE	33
▪ Les réactions des TPE face à la situation économique	44
▪ La politique fiscale et sociale du gouvernement	51
▪ Le pacte de compétitivité	64
▪ Les heures supplémentaires	71
▪ Les patrons de TPE et l'Europe	76
▪ Méthodologie	82
▪ Échantillon	83

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

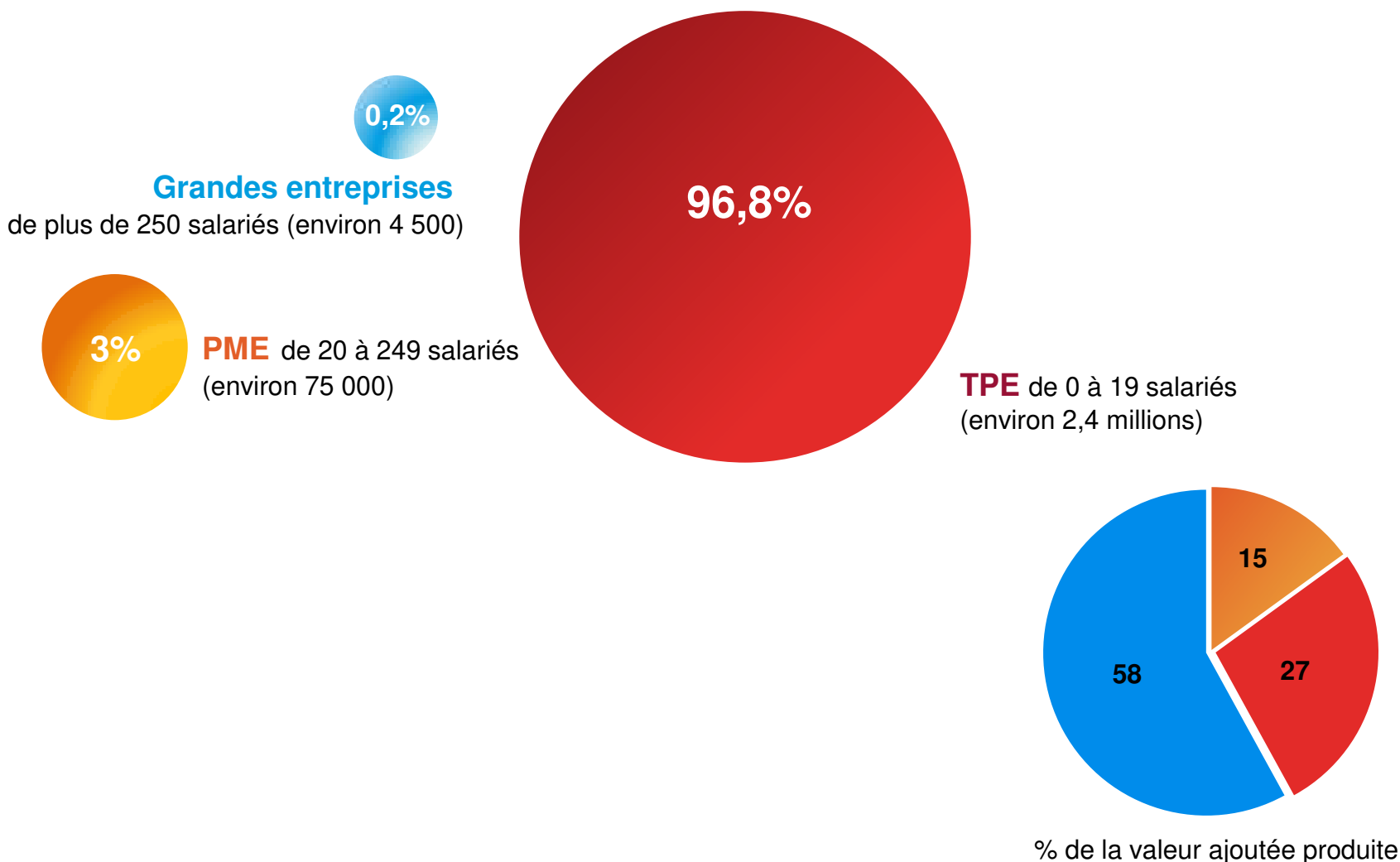


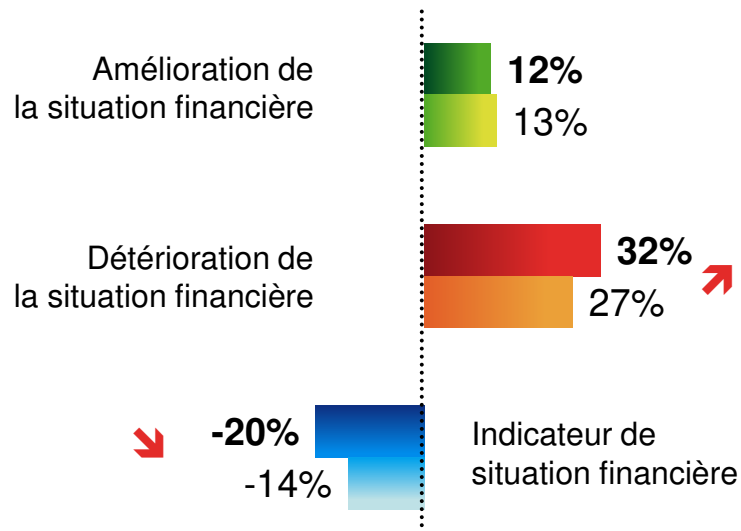
Tableau de bord

Note de lecture

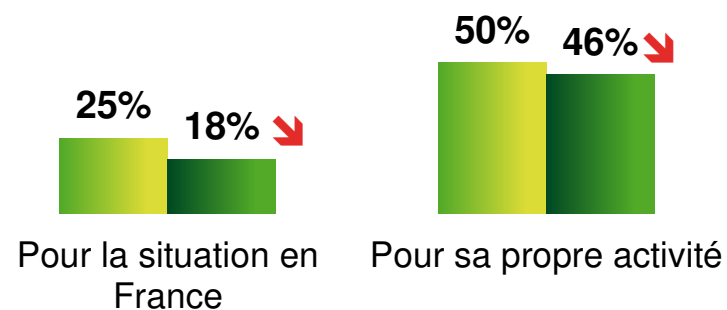
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

Niveau d'optimisme



Situation financière sur les trois derniers mois

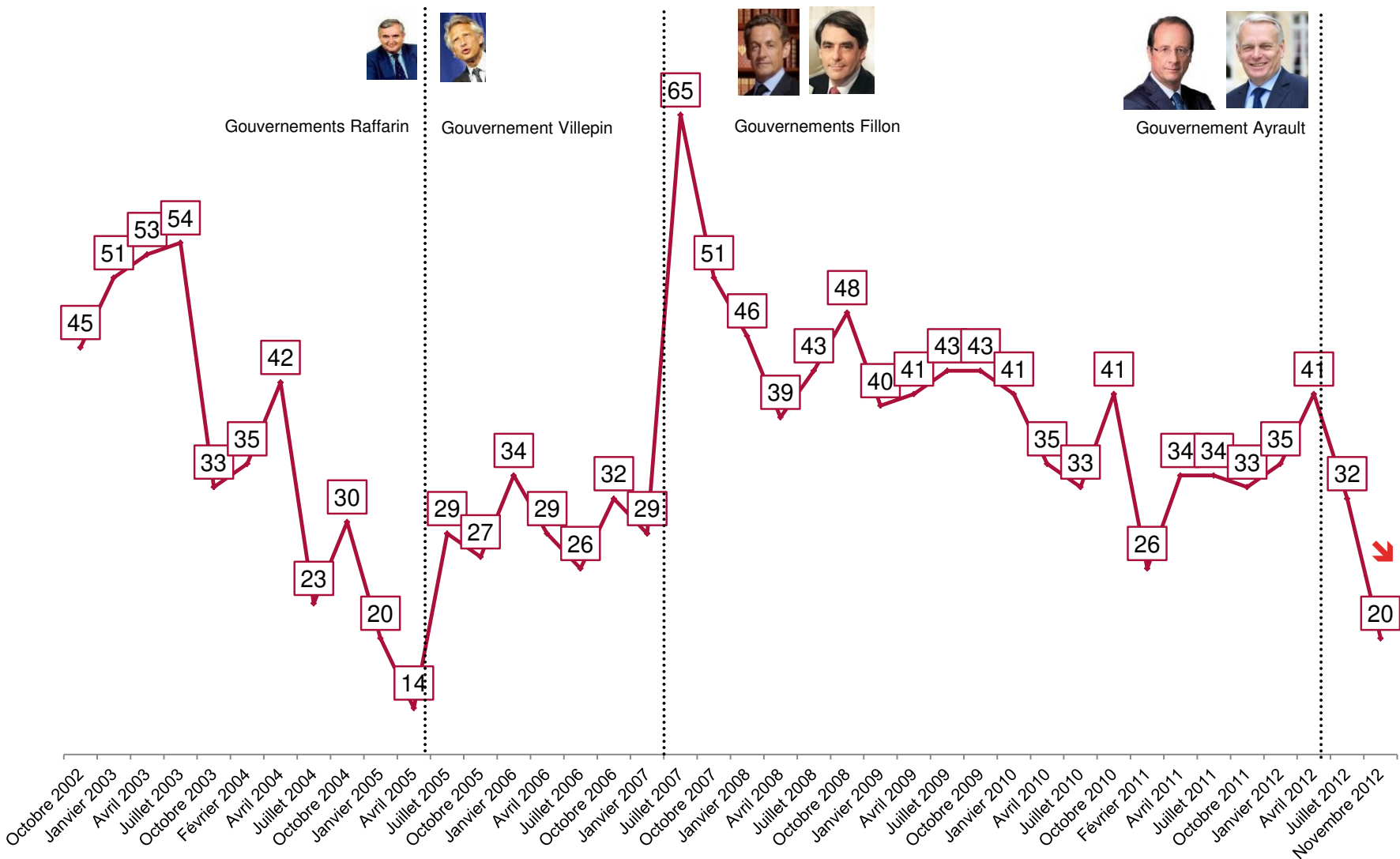


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

Des patrons de TPE qui ont connu une récession en 2012 et se montrent particulièrement pessimistes pour l'économie

Le regard porté par les patrons de TPE sur la situation économique tend à se durcir : **18% seulement se disent optimistes quant au contexte général en France**, soit un recul de 7 points depuis le mois de juillet dernier, au niveau le plus bas enregistré depuis 2002.

Près de la moitié reste toutefois optimiste pour sa propre activité (46%), ce score étant néanmoins lui aussi en recul par rapport à la dernière vague d'enquête (-4 points). Les dirigeants sont même 31% à estimer que la situation financière de leur entreprise est préoccupante, un score qui atteint 36% dans le secteur du commerce et 49% dans l'hôtellerie).

Ce pessimisme accru des dirigeants se trouve sans doute renforcé par un indicateur de situation financière particulièrement bas, à -20, soit le score le plus faible constaté depuis début 2010 (les services aux entreprises étant le secteur le plus préservé, à -1). Cette détérioration devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année, avec un indicateur de prévision qui s'établit à -7 pour les trois prochains mois, sensiblement au même niveau que lors de la crise de 2008-2009.

Sur l'ensemble de l'année, 38% des interviewés estiment que leur entreprise aura connu une récession, contre 42% une progression de sa rentabilité, 20% n'ayant pas encore une visibilité suffisante pour établir un bilan.

Au global, ils estiment leur taux de croissance à -3,2% pour 2012 (contre +1,2% à la même période en 2011), les entrepreneurs individuels (-4,2%), ainsi que ceux des secteurs de l'hôtellerie (-5,2%) et du commerce (-6,2%) étant les plus durement impactés.

Plus de la moitié des dirigeants ne se prononcent pas sur leurs perspectives pour 2013 (53%). Ceux qui estiment avoir suffisamment de visibilité pour l'année à venir anticipent une croissance nulle, avec davantage d'optimisme dans le BTP (+0,7%) et les services aux entreprises (+1,5%).

Les difficultés des TPE se voient renforcées par un nouveau durcissement en matière de financement bancaire

L'évolution des ventes trimestrielles suit sensiblement le même mouvement. **Les TPE ont ainsi vu leur chiffre d'affaires baisser en moyenne de 2,9% au cours des trois derniers mois** (après une moyenne de -2% enregistrée au mois de juillet). Cette diminution est plus forte que les prévisions établies au mois de juillet, où les patrons interrogés anticipaient un recul des recettes de 0,6%. Le pronostic en termes d'évolution du volume des ventes pour les trois mois à venir se situe à un niveau proche de celui anticipé lors de la dernière vague d'enquête (-0,8%).

S'ils sont confrontés à des tensions fortes sur leurs marchés, les dirigeants témoignent dans le même temps d'une motivation accrue (avec une note de 7,1 sur 10, en hausse de 0,3 point). Ils montrent également un niveau de quiétude plus élevé (5,7 sur 10, soit +0,4 points). Le regard porté sur leur état de santé demeure stable (7,2).

Enjeu majeur dans le pilotage de leur activité, la trésorerie est excédentaire dans seulement un tiers des TPE. On relève toutefois que près de la moitié d'entre elles est à l'équilibre (46%). 21% des patrons interrogés affichent pour leur part une situation déficitaire (et jusqu'à 39% dans l'hôtellerie).

Pour la majorité des interviewés (51%), l'état de leur trésorerie devrait stagner dans les trois mois à venir et 20 % prévoient même une amélioration (+7 points par rapport au mois de juillet). Cependant, il convient de souligner que 28% pronostiquent encore une dégradation au cours du prochain trimestre (-6 points).

Les très petites entreprises voient aussi les conditions de financement bancaire se détériorer. 20% déclarent ainsi avoir subi des limitations au cours des trois derniers mois (+4 points en quatre mois). Sans doute du fait d'une perception d'un accès plus difficile aux crédits, 18 % des interviewés seulement ont effectué une demande de prêt au cours du dernier trimestre, soit le niveau le plus bas observé depuis janvier 2009. Parmi les dirigeants ayant effectué cette demande, 60% ont été confrontés à au moins une mesure de durcissement (+6 points).

Des marges de manœuvre très réduites dans le contexte actuel qui conduisent bon nombre de dirigeants à restreindre leurs investissements

Ces difficultés apparaissent d'autant plus importantes qu'elles interviennent dans **un contexte d'inquiétude marqué en termes de développement**. En effet, une majorité des patrons interrogés estime que les perspectives sont négatives pour sa propre activité (57% contre 39% qui les jugent positives), de même que pour leurs fournisseurs (56%) et pour leurs clients particuliers (56%). La moitié anticipe également une baisse de l'activité de ses clients professionnels.

Au global, 93% se disent donc inquiets pour l'économie française, et seule **une part marginale estime disposer de marges de manœuvre importantes face à la crise pour développer l'activité de son entreprise (18%) et/ou pour réduire ses charges (7%)**.

Toutefois, **lorsqu'il s'agit de se comparer à l'ensemble des TPE, 59% jugent être dans une situation équivalente et 23% dans une configuration plus favorable**. Le sentiment d'être au même niveau que les autres structures de son secteur d'activité est lui aussi largement marqué (69%), 15% déclarant même mieux se porter. Les perceptions des patrons de TPE sont plus divisées comparativement à l'ensemble des entreprises françaises : 48% se disent au même niveau, 23% évaluant leur situation plus positivement et 28% moins favorablement.

Pour faire face à ces obstacles, 28% des dirigeants ont fait le choix d'augmenter leur offre de services (contre 5% qui l'ont réduite). Qu'ils l'aient ou non modifiée, 48% d'entre eux déclarent avoir cherché à différencier leur offre par rapport à ses concurrents.

28% ont décidé de jouer sur leurs tarifs, en les augmentant dans 11% des cas et en les diminuant dans 17% des cas.

Le budget de recherche développement a été revu dans un tiers des entreprises, pour 15% à la hausse et pour 17% à la baisse. Notons que près d'un dirigeant sur deux dit avoir reporté et/ou renoncé à un ou plusieurs investissements (45 % dans les deux cas).

Les crédits bancaires ont été peu utilisés pour faire face à la situation économique : 5% des interviewés en ont souscrit davantage et 12% les ont diminués.

Parmi les autres outils à leur disposition pour maintenir leur compétitivité, **45% des patrons ont renforcé leurs démarches commerciales**, 41% ont cherché de nouveaux fournisseurs pratiquant des coûts moindres et **29% ont renoncé à une ou plusieurs embauches**.

Une situation qui continue de se dégrader en termes d'emploi

Si le niveau d'embauche entre juillet et septembre a été important comme traditionnellement à cette période (14%, +4 points par rapport à la période avril-juin), **la création nette d'emploi a continué de se dégrader, à -1 %** (et même -3 % dans les secteurs du commerce et des services aux particuliers et -9 % dans l'hôtellerie).

Les embauches en CDI sont toutefois reparties à la hausse (40%, +6 points par rapport au trimestre précédent). Les contrats d'apprentissage ont représenté 12% des postes, ce score étant logiquement élevé au moment de la rentrée scolaire. On relève enfin que les CDD ont constitué 45% des embauches (dont 10% en CDD de moins d'un mois), une proportion qui recule de 17 points par rapport au mois de juillet.

Pour le dernier trimestre 2012, 6% seulement des patrons prévoient d'embaucher, avec une création nette d'emploi prévue à -0,5%.

De même que les années précédentes, **les dirigeants interrogés prévoient très largement de maintenir leurs effectifs en 2013 (82%)**. Notons toutefois qu'ils sont plus nombreux à envisager de les augmenter (12%, +6 points par rapport au mois d'octobre 2011) ou de les réduire (5%, +3 points).

Parmi les employeurs, l'intention de supprimer des postes s'établit au même niveau que la volonté d'en créer (13% contre 12%).

Une majorité des employeurs n'a pas compensé les exonérations des charges sur les heures supplémentaires pour ses salariés

La durée hebdomadaire de travail dans les TPE s'élève à 37,2 heures. Plus précisément, si un employeur sur deux indique que ses salariés travaillent en moyenne 35 heures ou moins (47%), une proportion semblable déclare une durée hebdomadaire de travail supérieure (53%). Dans le détail, 28% déclarent que leurs salariés travaillent entre 36 et 39 heures et 25% 40 heures ou plus. Les salariés des plus grandes TPE travaillent en moyenne plus que les salariés des structures des 1 à 2 salariés (38 heures en moyenne contre 36,6 heures en moyenne). Cette durée se révèle également plus élevée dans le secteur des services aux entreprises (38,6 heures), au contraire de l'hôtellerie (35,3 heures).

Dans les entreprises pratiquant une durée hebdomadaire supérieure à 35 heures, **70% des salariés ont réagi face à la diminution de leur revenu consécutive à la suppression des exonérations de charges sur les heures supplémentaires.**

Dans 17% des structures concernées, les salariés ont exprimé des revendications de compensation (17%). Dans la plupart des cas, ces manifestations ont pris la forme de la déception (56%) et/ou de la résignation (29%).

Les difficultés économiques rencontrées impactent sensiblement la disposition des dirigeants à compenser cette baisse de salaire. Ainsi, **68% d'entre eux n'envisagent pas de modifier la rémunération actuelle de leurs salariés.** Près d'un tiers des dirigeants a tout de même choisi de pallier en partie (14%) ou même entièrement (15%) ce manque à gagner pour maintenir le salaire net de ses employés.

Globalement, les employeurs n'ayant pas ou seulement en partie compensé la suppression des exonérations de charges sur les heures supplémentaires ne craignent pas d'être confrontés à des revendications de la part des salariés (81%), plus de la moitié ne s'attendant même pas du tout à des récriminations (57%). Ainsi, seuls 18% anticipent ce risque, un score qui atteint 24% dans l'industrie et 35% dans les entreprises de 10 à 19 salariés.

Une vision très sévère de l'action gouvernementale et du budget 2013

Les dirigeants de TPE se montrent très critiques face à l'action du gouvernement, **20% d'entre eux uniquement affirmant leur confiance dans l'équipe en place, en recul de 12 points sur quatre mois.** Depuis 2005 à la fin du gouvernement Raffarin, ce score d'impopularité n'avait pas atteint un tel niveau.

Corollaire de cette insatisfaction, 16% seulement des interviewés estiment que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault prend en compte leurs préoccupations de chefs d'entreprise (-6 points par rapport au mois de juillet), ce score étant historiquement bas.

Les jugements à l'égard du projet de loi de finances et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013 confirment cette impression générale négative. 15% des patrons considèrent que les mesures contenues dans ce projet de loi sont réalistes et 14% qu'elles prennent bien en compte les enjeux de l'économie française. Au même niveau, 14% déclarent qu'elles répartissent bien les efforts entre réduction des dépenses et hausses d'impôts. Moins d'un dirigeant sur dix estime que les mesures mises en place vont permettre d'atteindre l'objectif de 3% de déficit public en 2013 (8%) ou qu'elles vont l'inciter à prendre des risques entrepreneuriaux (6%).

Lorsqu'il s'agit de qualifier ce projet de loi de finances, 59% des interviewés mettent en exergue son caractère démotivant. Se situant au deuxième rang, 41% jugent qu'il suscite la lassitude. On relève ensuite que près d'un tiers (31%) d'entre eux l'évaluent comme étant irrespectueux des citoyens et des entreprises, 17% le jugeant irresponsable et 11% insensé. Les traits d'image positifs ne sont attribués que marginalement au budget 2013 : 12% des patrons le perçoivent comme étant équilibré, 7% audacieux et 6% pertinent.

Plus des trois quarts d'entre eux considèrent ainsi que le gouvernement aurait du réduire davantage les dépenses de l'Etat et des administrations publiques (77%, dont 52% de façon beaucoup plus importante). 63% partagent cette opinion en ce qui concerne le nombre de fonctionnaires. Les avis sont plus contrastés s'agissant des dépenses de santé : 39% souhaiteraient une baisse plus marquée, 44% trouvent la politique actuelle bien adaptée et 13% veulent qu'elles soient augmentées.

Un sentiment marqué de ne pas être épargné par les hausses d'impôts, et une confiance limitée dans les syndicats patronaux

De façon générale, 91% des dirigeants de TPE pensent que leur entreprise ne sera pas épargnée par les hausses d'impôts (dont 68% pas du tout). On relève toutefois que les mesures récemment mises en place ne vont toucher qu'une faible part d'entre elles. 84% se disent non concernés par le forfait social de 20% sur l'intéressement et la participation, 83% par l'élargissement du crédit impôt recherche et 69% par l'instauration d'un dispositif qui soumet à cotisations sociales les distributions par les SARL de dividendes dépassant 10% des cotisations sociales (avec quand même 23% qui jugent que leur imposition va s'accroître de ce fait). Le déplafonnement des cotisations d'assurance maladie des travailleurs indépendants devrait avoir un impact plus important : 64% des TPE estiment que cette mesure va les toucher, dont 42% de façon négative par une augmentation de la fiscalité.

On relève les mêmes tendances en ce qui concerne les barèmes applicables aux patrons en tant que particuliers : 92% déclarent en effet qu'ils ne vont pas être épargnés par les nouvelles taxes (dont 67% pas du tout). Dans le détail, la mesure la plus impactante est le gel du barème de l'impôt sur le revenu, dont 41% considèrent qu'elle va accroître leur contribution personnelle. Les autres dispositifs testés devraient concerner entre 14% et 37% des interviewés. Plus d'un sur cinq anticipe une hausse d'impôts en raison de la suppression du taux forfaitaire sur certaines plus-values (26%), de la suppression des prélèvements forfaitaires libératoires sur les revenus mobiliers (25%) et de la baisse du quotient familial (21%).

Les patrons interrogés craignent très largement que le vote du projet de loi de finances 2013 incite certaines grandes entreprises françaises à implanter leur siège social à l'étranger (84%). Les trois quarts d'entre eux estiment que la fiscalité va conduire au départ de certaines entreprises étrangères (74%). Les dispositions prévues risquent également selon eux d'entraîner une augmentation des départs des plus riches (83%, dont 43% « certainement ») et des jeunes diplômés (78%, dont 45% « certainement ») vers l'étranger.

On relève que si l'action gouvernementale peine à convaincre les dirigeants de TPE, le scepticisme est aussi de mise s'agissant des syndicats patronaux, au moment même où ces derniers mènent la négociation sur la réforme du marché de l'emploi. La moitié seulement s'estime bien défendue par son syndicat de branche (55% dans le BTP et 56% dans l'industrie). Viennent ensuite le Medef (41%), la CGPME (34%) et le Syndicat des indépendants (33%). L'UNAPL et l'UPA, méconnus par respectivement 27% et 34% des interviewés, sont logiquement ceux dont la capacité à représenter les intérêts des très petites entreprises est la moins importante (respectivement 30% et 25%).

Une faible adhésion des dirigeants de TPE au pacte national pour la compétitivité et à la mise en place du crédit d'impôt

Invités à qualifier la compétitivité de l'économie française, 3% uniquement des patrons déclarent qu'elle est tournée vers l'avenir. 17% perçoivent une stagnation. C'est donc une vision négative qui s'impose dans 80% des cas, 33% jugeant qu'elle est en léger retard et 47% extrêmement difficile.

Ce manque de compétitivité est imputé en premier lieu et de façon prédominante au poids des charges fiscales et sociales (74%). Loin derrière, 37% des personnes interrogées l'associent à la rigidité du marché du travail. Un dirigeant sur cinq mentionne ensuite le niveau de l'euro (22%, et jusqu'à 34% pour le secteur du commerce) et/ou la difficulté à trouver des financements pour investir (20%). Seule une faible part d'entre eux évoque le retard de la France en matière d'innovation (16%), le niveau des salaires (11%) ou des problèmes de qualification des salariés (8%).

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, mesure phare du pacte national annoncé le 6 novembre dernier par Jean-Marc Ayrault et destiné à pallier les obstacles rencontrés notamment par les TPE-PME en termes de développement, **peine à convaincre les entrepreneurs interrogés.** Un tiers des employeurs seulement déclare que cette mesure va les amener à former davantage ses salariés (31%), 25% qu'elle aura un impact positif sur leur activité (dont 8% certainement) et 19% qu'elle va les conduire à réaliser de nouveaux investissements (dont 4% certainement. Au global, seules 13% des TPE voient dans ce dispositif une incitation à embaucher.

Les interviewés estiment par ailleurs à 81% que ce crédit d'impôt aurait dû être entièrement financé par une réduction de la dépense publique. Ils soulignent aussi pour une large part d'entre eux que les hausses de TVA pour les particuliers vont pénaliser la consommation (64%) et que les augmentations de TVA sectorielles dans la restauration et le bâtiment vont entraîner la suppression de nombreux emplois (60%, un score qui atteint 74% dans l'hôtellerie-restauration et 87% dans le BTP).

D'une manière générale, les interviewés ont **une faible connaissance du détail des mesures du pacte national** pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, 8% seulement se disant capables d'en citer une autre mesure que le crédit d'impôt. **Ils se montrent néanmoins très critiques, malgré des niveaux d'appréciation supérieurs à ceux exprimés à l'égard du projet de loi de finances.** 33% jugent ainsi que les 35 mesures contenues dans ce pacte vont dans le bon sens, 29% qu'elles sont réalistes et 26% qu'elles prennent bien en compte la situation de l'économie française. Un dirigeant sur cinq considère que ces propositions sont efficaces pour lutter contre la crise (22%) et qu'elles vont remettre l'économie française dans le champ de la mondialisation (18%).

Un accueil mitigé d'une possible réduction du nombre d'échelons administratifs

Les jugements des interviewés sur la suppression éventuelle d'un échelon administratif apparaissent très contrastés.

Une courte majorité (52%) déclare qu'une telle évolution permettrait de réduire de façon effective les dépenses publiques (dont 32% de manière significative), tandis que 35% pensent que cette transformation conduirait juste à un transfert de charges sur les autres échelons et 12% que les dépenses pourraient augmenter dans un tel cas.

On n'observe pas non plus de consensus sur l'échelon à supprimer, 7% considérant qu'aucune réduction n'est envisageable et 14% ne parvenant pas à se prononcer. Les opinions sont ainsi très éclatées : 23% des patrons de TPE opéreraient pour le département, 19% pour la Région et 17% pour la Communauté de communes. Aux deux extrêmes des institutions publiques, la commune (11%) et l'Etat (7%) émergent comme celles pour laquelle la suppression est la moins souhaitable.

Si d'une manière générale, les dirigeants se montrent sceptiques sur la réduction du nombre d'échelons administratifs, **ils approuvent en revanche très largement la proposition de fusionner les petites communes pour créer des ensembles d'au moins 5 000 personnes (68%, dont 31% tout à fait).**

Une vision très critique de l'efficacité de l'Union Européenne avec des craintes réelles relatives à un éclatement de cette union

Malgré la situation de crise actuelle au sein de la zone euro, plus des deux tiers des dirigeants d'entreprise interrogés soulignent les avantages de l'appartenance de la France à l'Union Européenne (70%). Ce score se révèle très nettement supérieur à celui enregistré auprès de l'ensemble des Français au mois de septembre dernier (+21 points). A l'opposé, 18% estiment que cette intégration est contraire aux intérêts de la France, 12% déclarant qu'elle n'a pas d'impact.

Malgré cette adhésion de principe, **73% des patrons de TPE considèrent que les représentants de l'Union n'agissent pas efficacement pour gérer les désordres économiques actuels** (dont 30% pas du tout).

Ils sont 41% à considérer que la monnaie unique a freiné le retour à la croissance depuis quatre ans, un score certes minoritaire, mais néanmoins non négligeable. Cette proportion s'établit même à 47% dans les services aux particuliers, à 48% dans l'hôtellerie et à 52% dans le BTP. On relève cependant que plus d'un tiers des interviewés (36% contre 23% auprès de l'ensemble des Français) voit l'euro comme un atout pour faire face aux situations de crise qui se sont succédées depuis 2008. Enfin 23% jugent que la monnaie commune européenne n'a constitué ni un atout, ni un handicap.

Invités à indiquer s'ils voteraient « oui » ou « non » au référendum de Maastricht s'il avait lieu aujourd'hui, les dirigeants de TPE se répartissent parfaitement équitablement, 46% déclarant qu'ils se prononceraient pour et 46% contre ce traité, avec 8% d'indécis. Relevons que ce niveau d'approbation est nettement supérieur à celui mis en exergue par le grand public en septembre dernier (31%)

Les dirigeants de TPE jugent sévèrement les plans d'austérité imposés par les pays de l'Union européenne, une majorité d'entre eux estimant que cette politique pourrait mener à l'éclatement de l'union (58%, dont 17% « tout à fait »). En revanche, seule une minorité met en avant un risque d'éclatement de l'Union en cas de sortie d'un pays de la zone (36%) ou en raison de la quête d'autonomie de certaines régions comme les Flandres, la Catalogne ou l'Ecosse (34%).

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

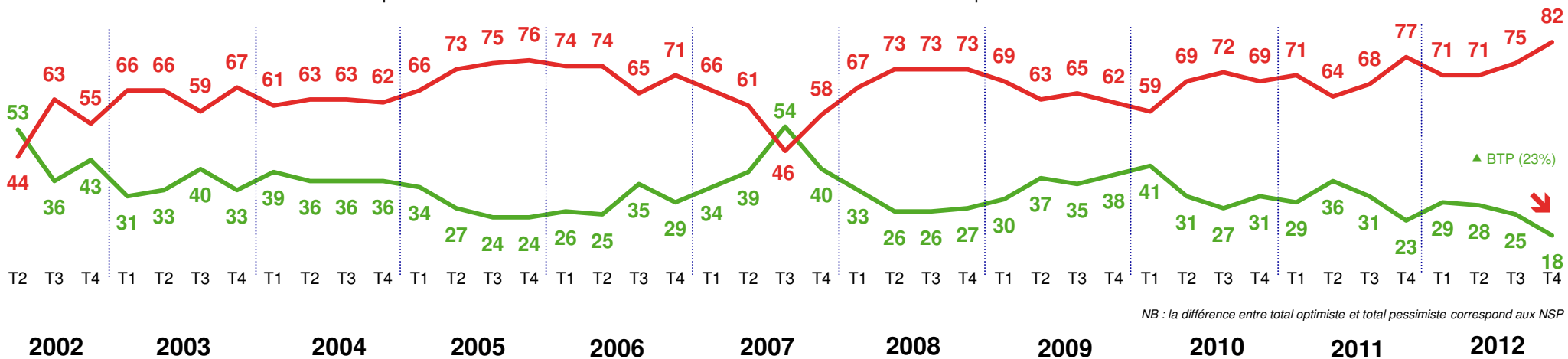
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

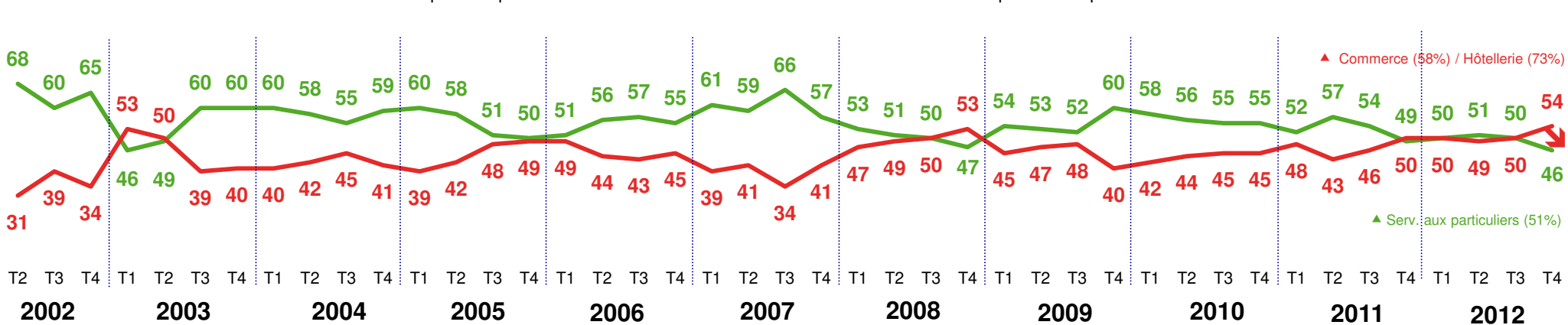


Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise

Gouvernements Raffarin



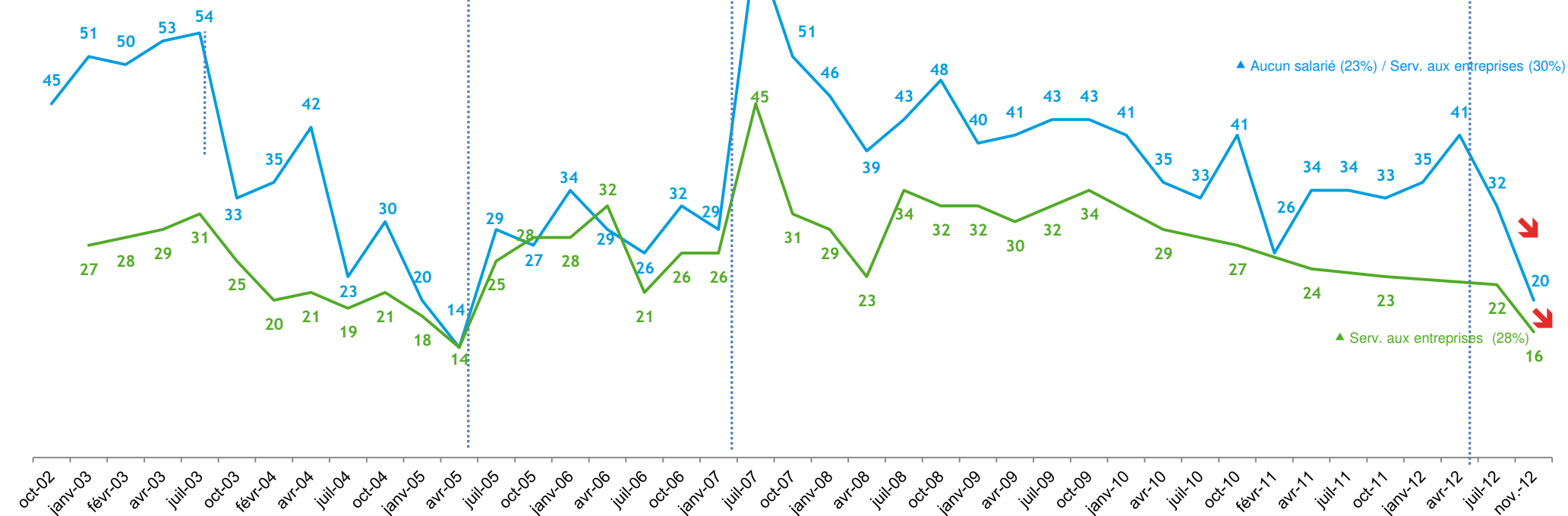
Gouvernement Villepin



Gouvernements Fillon



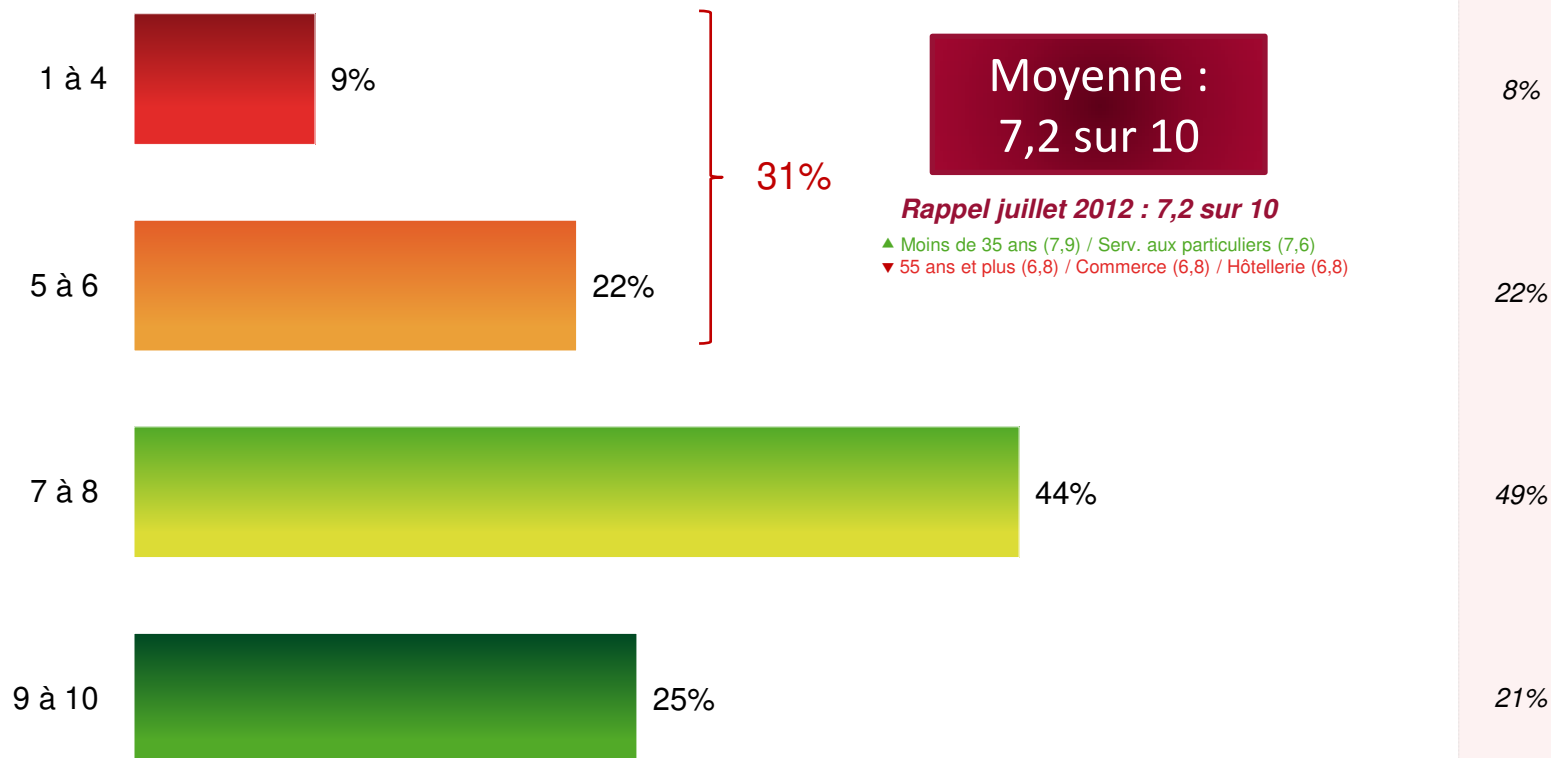
Gouvernement Ayrault



Evaluation de l'état de santé des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, (1 voulant dire que vous êtes en très mauvaise santé et 10 que vous êtes en excellente santé), comment jugez-vous votre forme physique ?



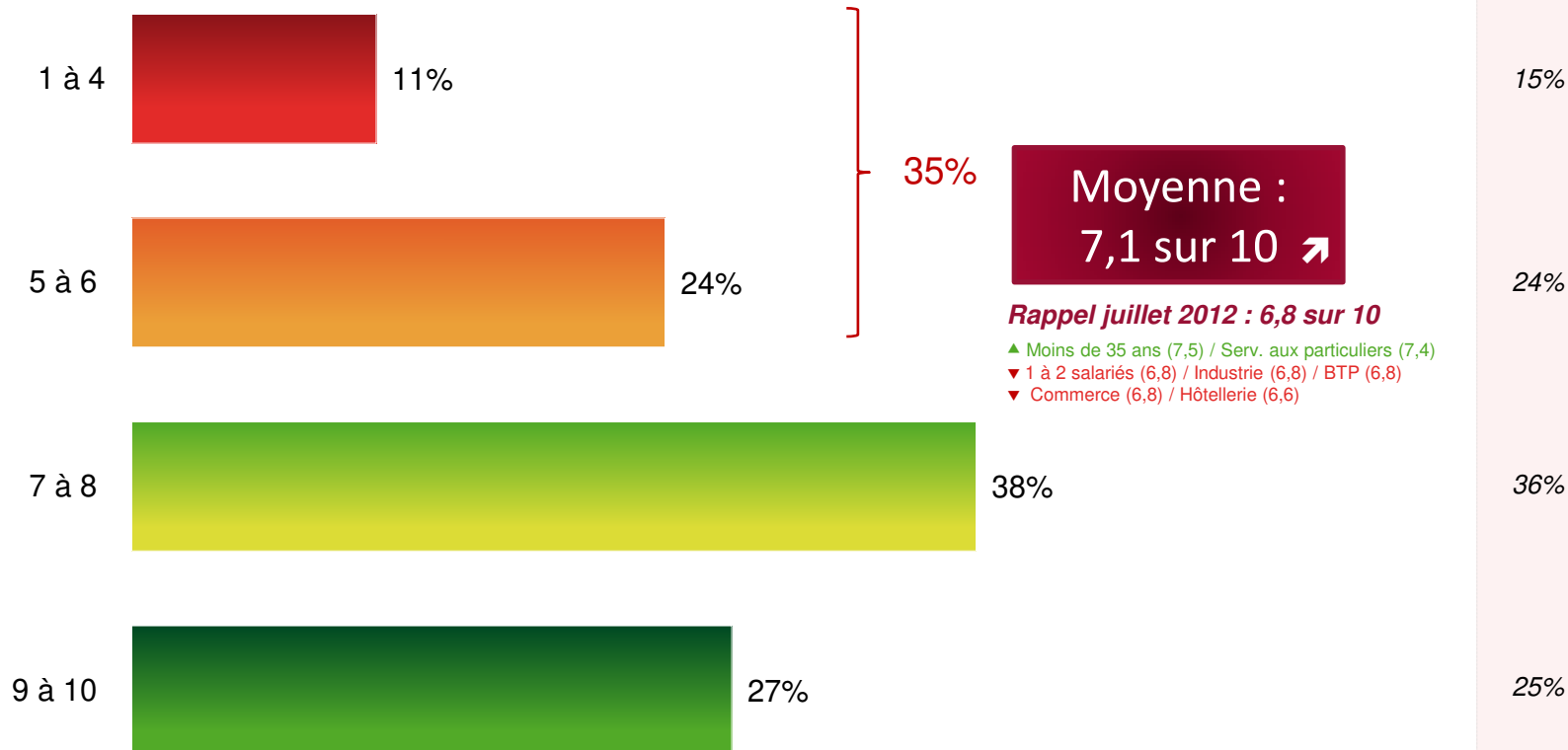
L'appréciation par les patrons de TPE de leur état de santé reste stable par rapport au mois de juillet avec une moyenne de 7,2 sur 10. Un tiers d'entre eux (31%) le juge cependant médiocre ou mauvais, un score qui atteint 36% parmi les plus de 60 ans et 40% dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie.

Base : ensemble des TPE

Evaluation du niveau de motivation des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de motivation (1 voulant dire que vous êtes totalement démotivé et 10 que vous êtes extrêmement motivé) ?



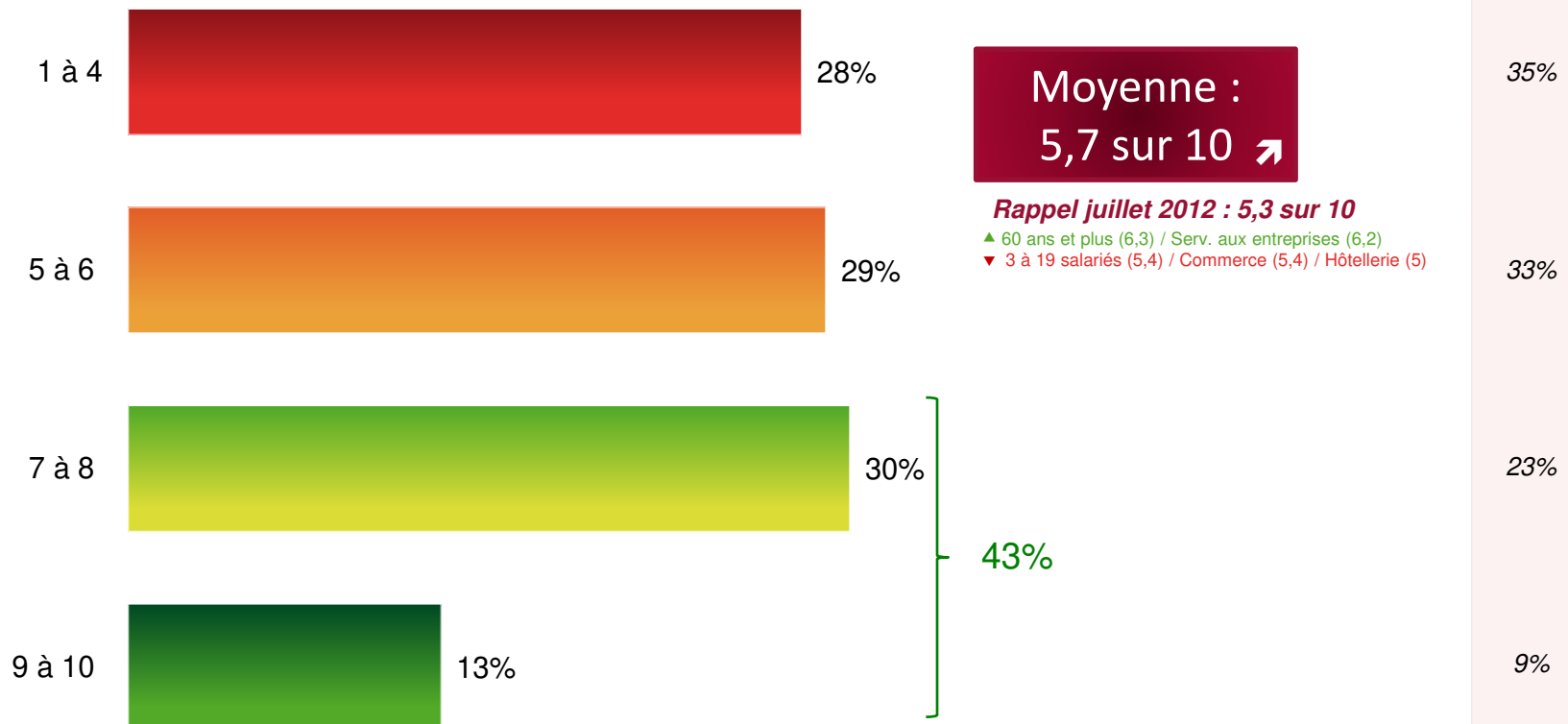
Le niveau de motivation s'accroît par rapport à la dernière vague d'enquête pour atteindre 7,1 sur 10 (+0,3 point). On note qu'il est plus élevé chez les plus jeunes (7,5 sur 10) et dans les services aux entreprises (7,4 sur 10), tandis qu'il est en retrait dans l'hôtellerie (6,6 sur 10), secteur durement touché par le contexte économique actuel.

Base : ensemble des TPE

Evaluation de l'état de quiétude des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de stress (1 voulant dire que vous êtes très anxieux et 10 que vous n'êtes pas du tout anxieux) ?



Allant de pair avec une plus grande motivation, le niveau d'anxiété des dirigeants s'atténue (5,7 contre 5,3 quatre mois plus tôt, la note 10 signifiant qu'ils ne ressentent pas du tout de stress). Le degré d'angoisse se révèle supérieur dans les secteurs du commerce (5,4) et de l'hôtellerie (5).

Base : ensemble des TPE

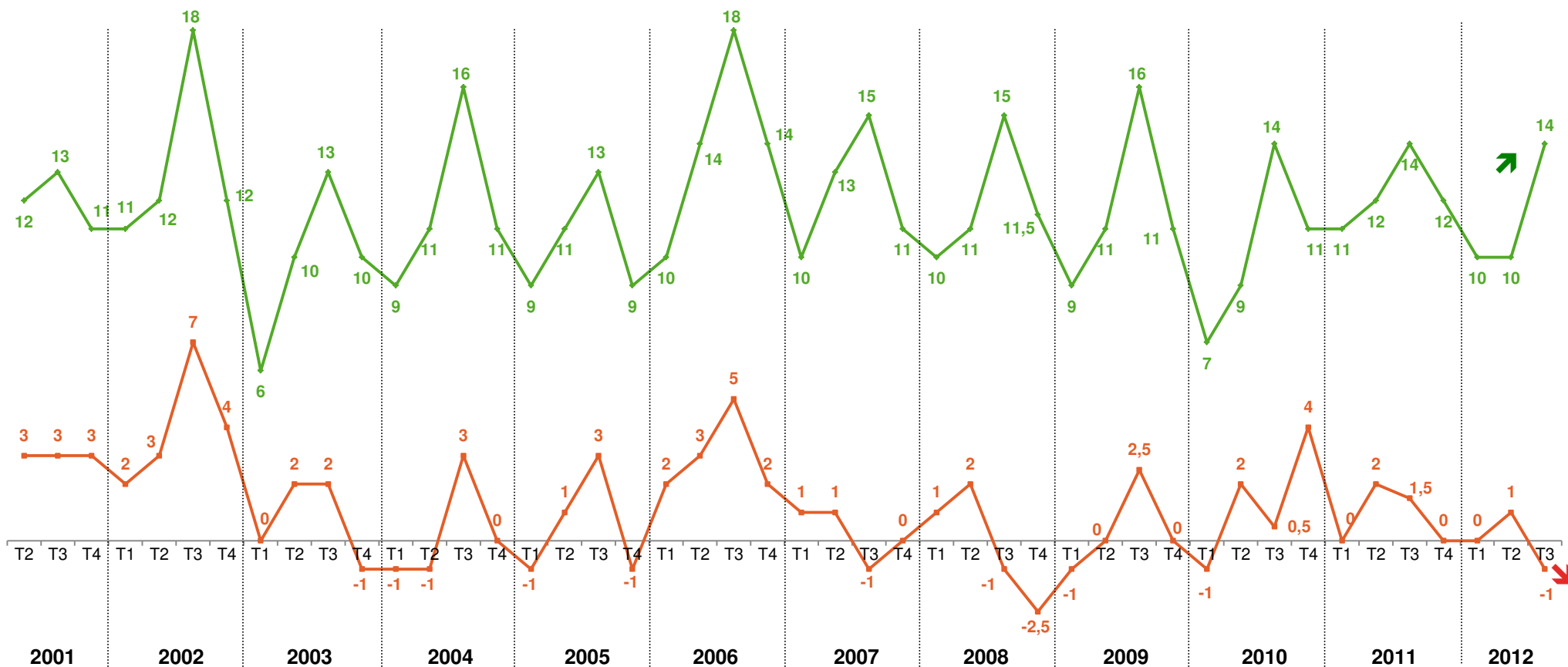
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

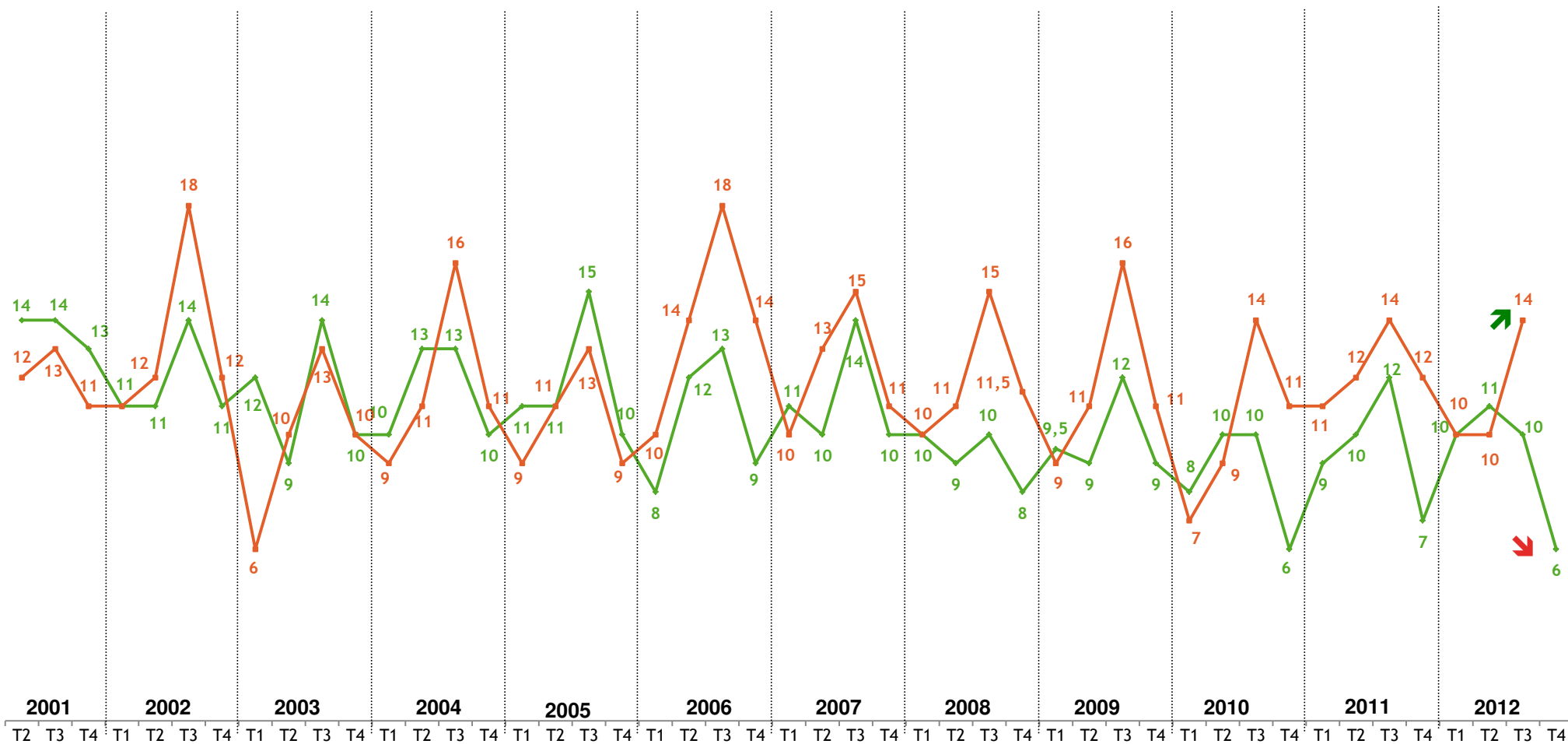
—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,8
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,2

} Moyennes depuis 2001



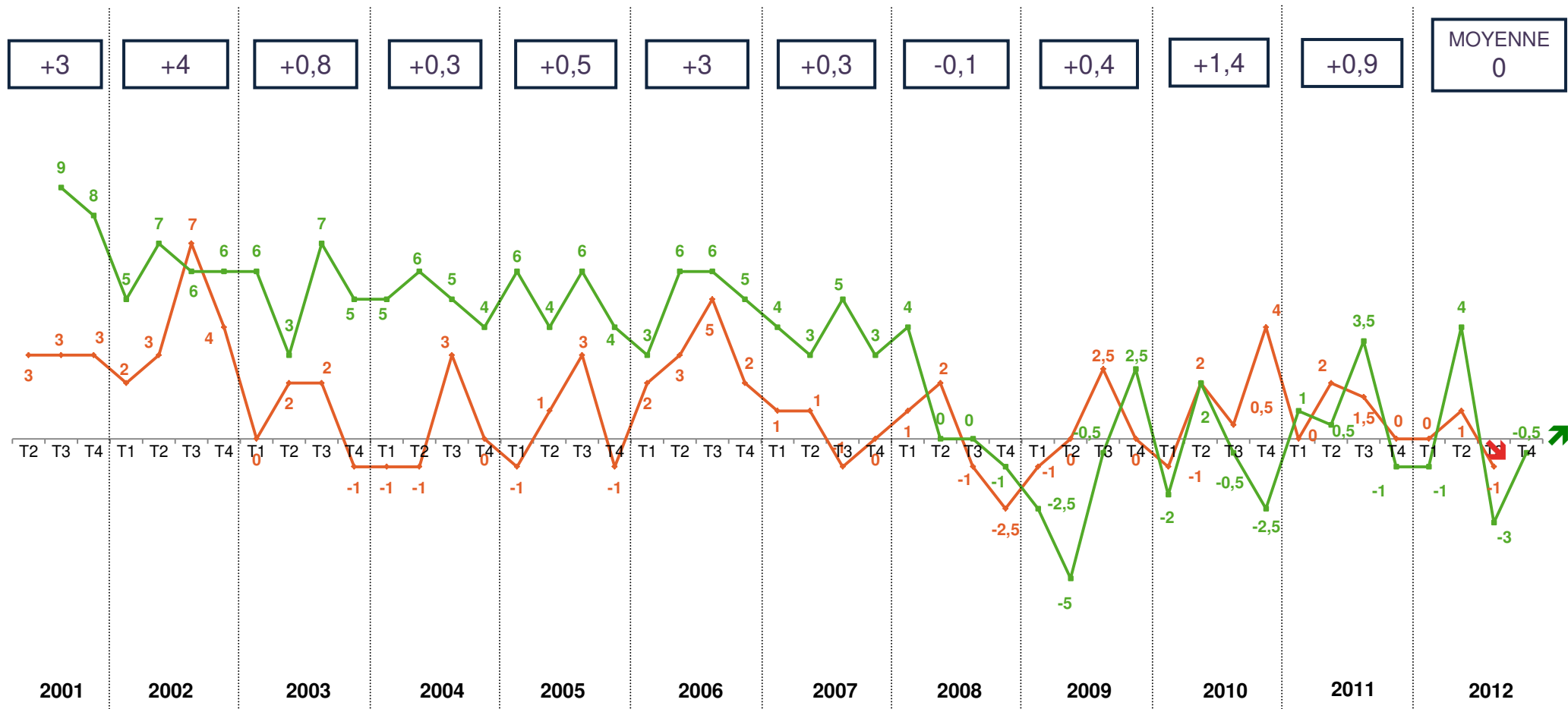
Base : ensemble des TPE

- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

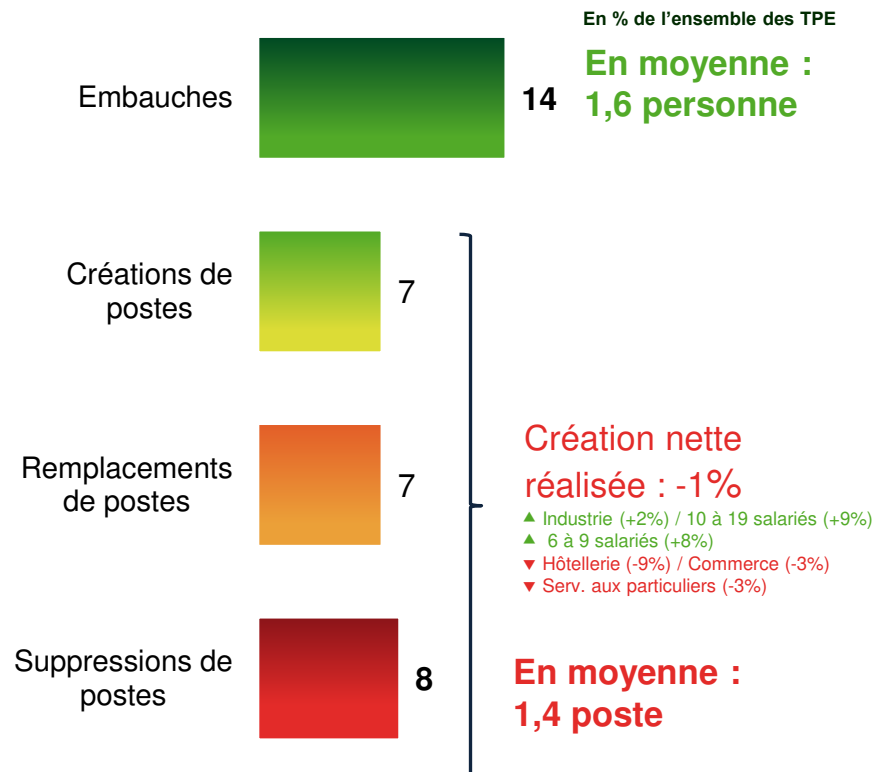
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



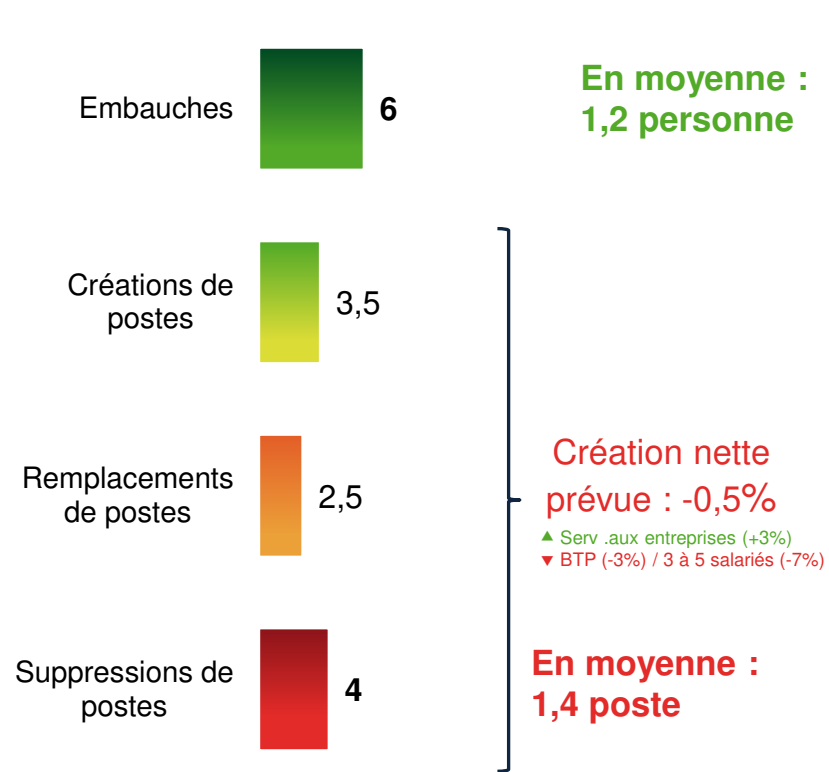
Base : ensemble des TPE

La structure de la création nette d'emplois

Réalisations de juillet à septembre 2012



Perspectives d'octobre à décembre 2012

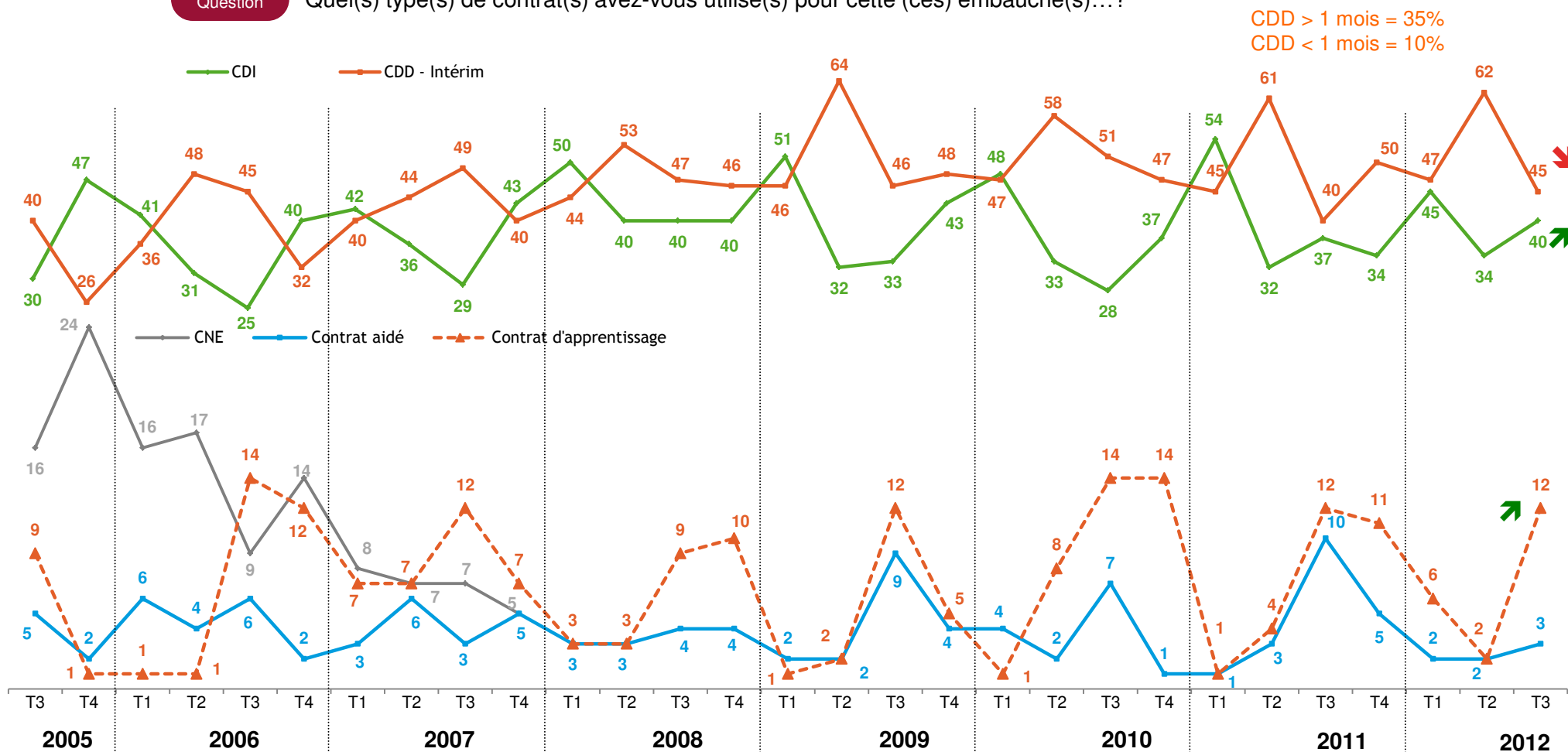


Le niveau d'embauche a été élevé entre juillet et fin septembre (14%), comme traditionnellement à cette période de l'année. Pour autant, ce niveau ne témoigne pas d'un dynamisme du tissu économique des TPE, les créations nettes ayant été négatives à -1% (et jusqu'à -9% pour l'hôtellerie). Cette morosité du marché de l'emploi va perdurer pour les 3 prochains mois, seuls 6% des patrons interrogés prévoyant d'embaucher, avec une création nette prévue à -0,5% (et même -3% dans le BTP).

Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

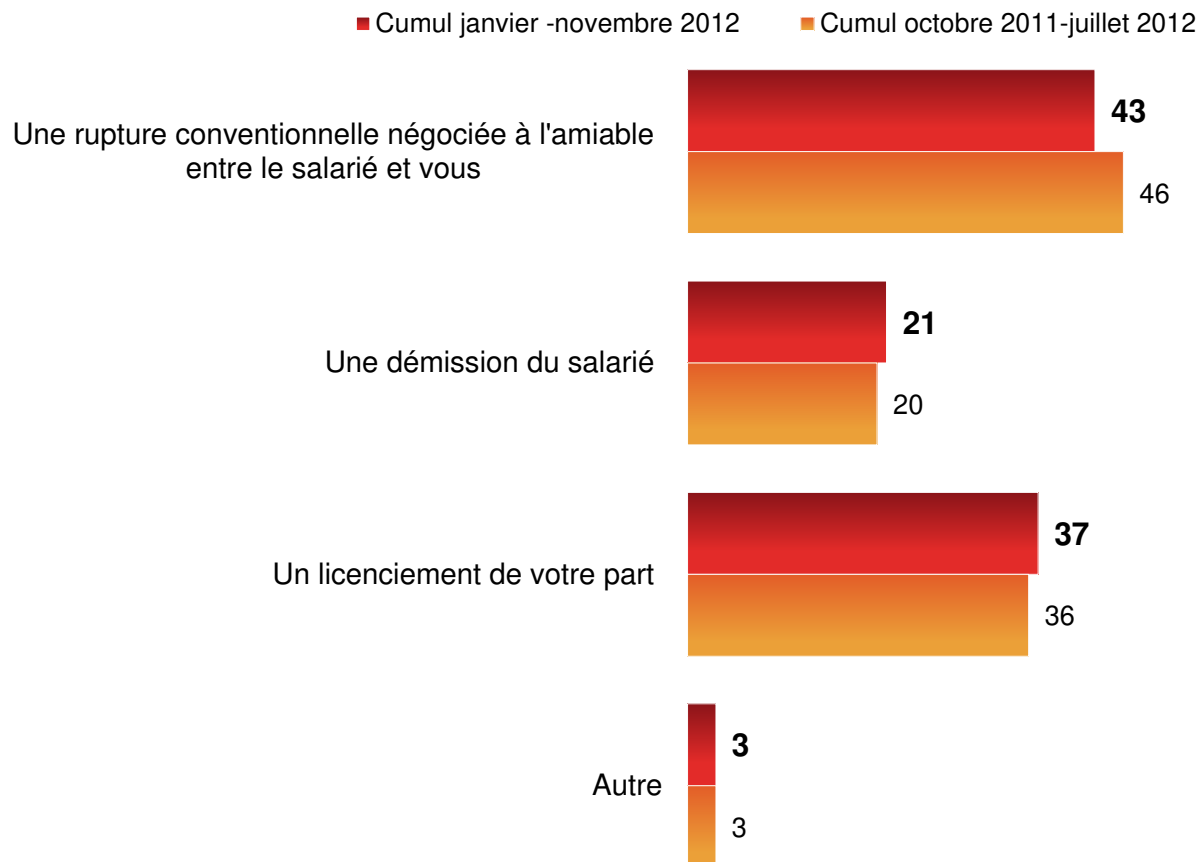


La réalisation d'embauches en CDI s'est accrue par rapport à la précédente vague d'enquête (40%, +6 points). Il en va de même du recours au contrat d'apprentissage (12%, +10 points), logiquement plus élevé au moment de la rentrée scolaire. Ces hausses conduisent à une moindre utilisation des CDD (45%, dont 10% de courte durée, soit -17 points par rapport à juillet dernier).

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



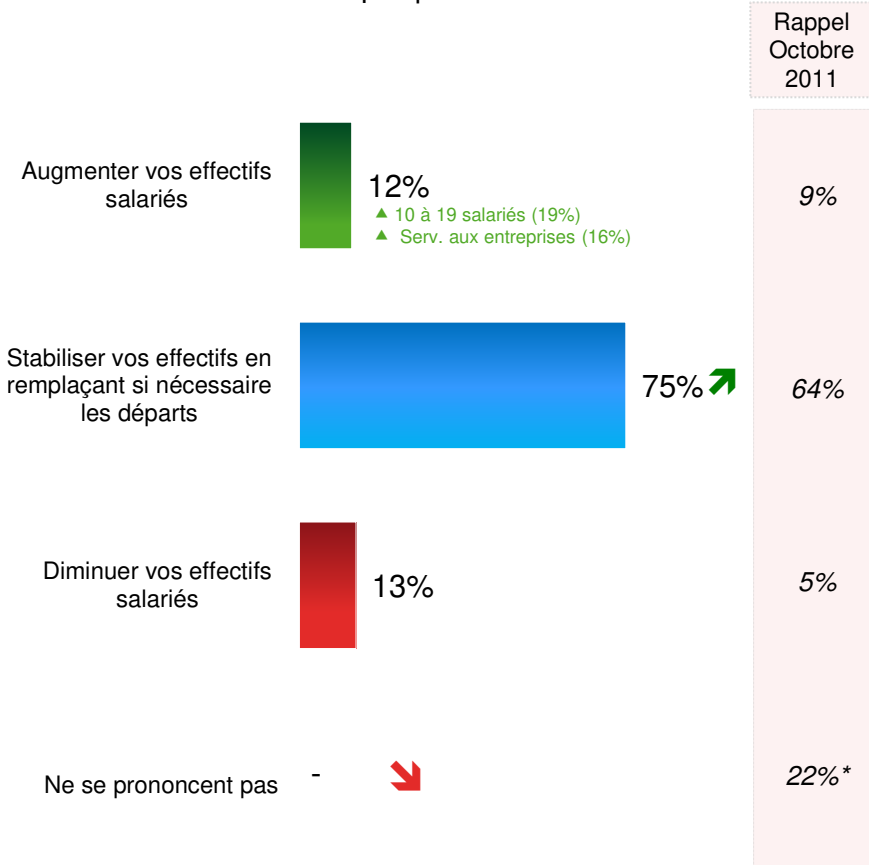
Les modalités de suppression des postes en CDI varient peu sur une année glissante : les ruptures conventionnelles restent les plus fréquentes (43%, -3 points), devant les licenciements (37%) et les démissions (21%).

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

Les prévisions des employeurs et non employeurs en matière d'emploi pour 2013

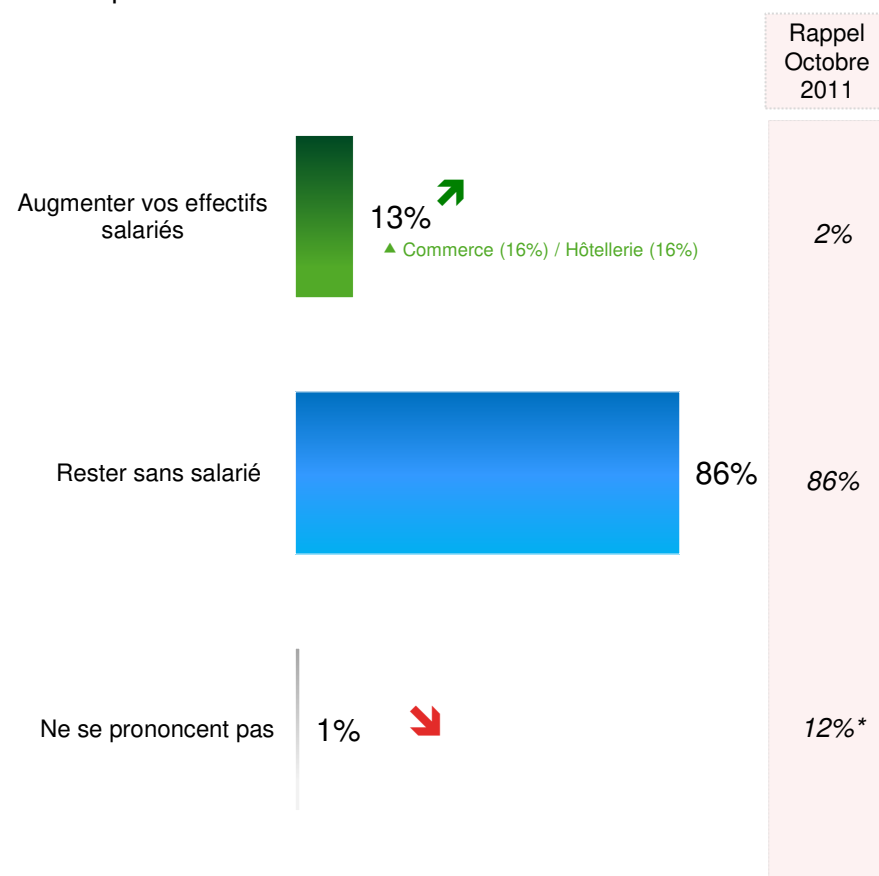
Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2013 ?



Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2013 ?



Invités à se prononcer sur leurs intentions en matière d'embauches pour 2013, les patrons de TPE misent pour le plus grand nombre sur un maintien de la situation actuelle (75% parmi les employeurs et 86% parmi les non employeurs). Notons toutefois que plus d'une entreprise sur 10 (respectivement 12% en 13%) prévoit de créer des postes. Au sein des entreprises ayant au mois un salarié, une proportion équivalente (13%) envisage d'en supprimer.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié.

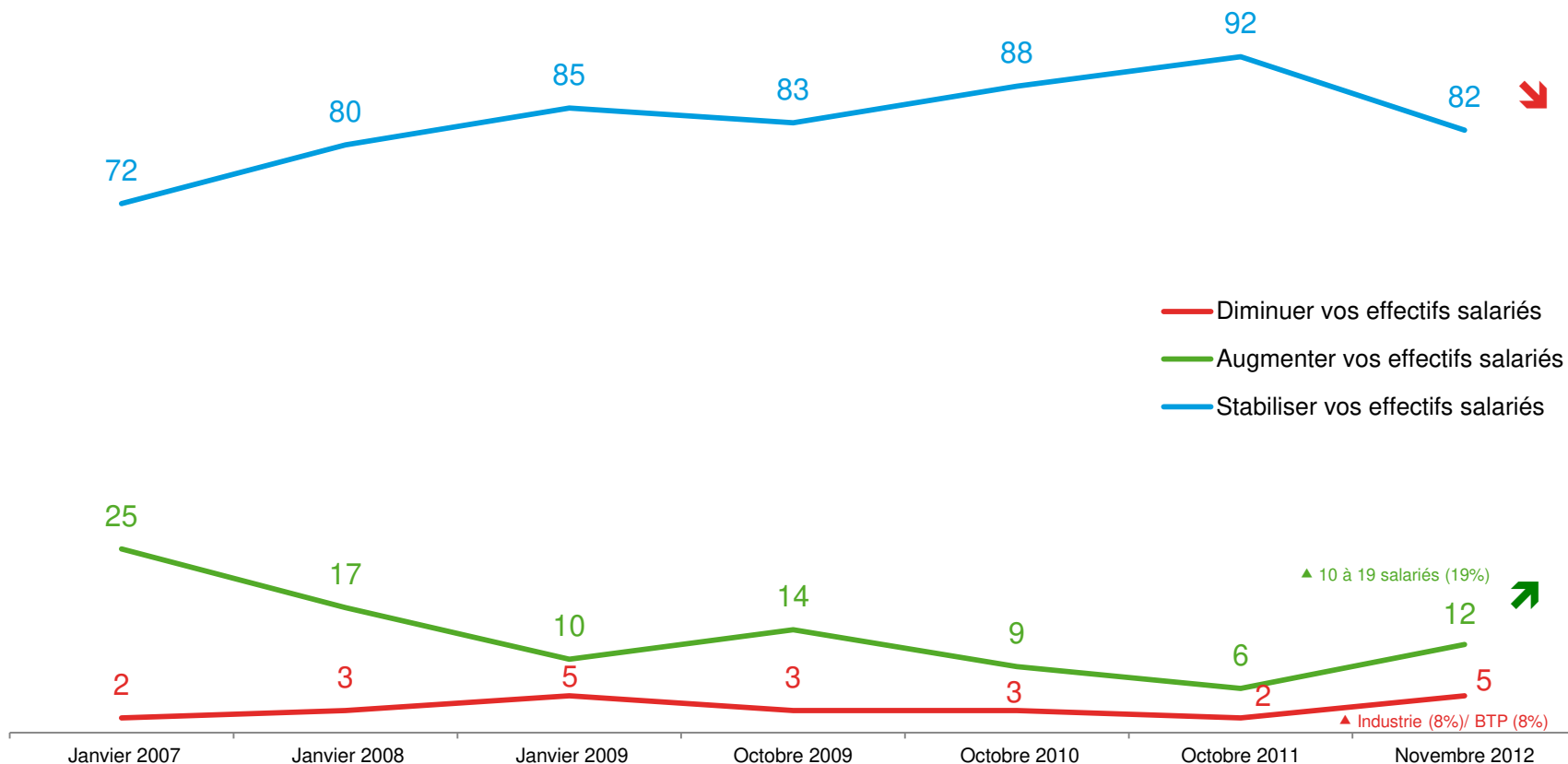
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE n'ayant pas de salarié.

* En 2011, l'item « Vous n'avez pas de visibilité sur les perspectives de votre entreprise pour l'an prochain était suggéré

Les prévisions en matière d'emploi pour 2012 pour l'ensemble des TPE

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2013 ?



Au global, 82% des dirigeants de TPE pronostiquent une stabilité de leur effectif pour l'année à venir, tandis que 12% souhaitent s'accroître (+6 points en un an) et 5% pensent se séparer d'au moins un collaborateur (+3 points en un an). Notons que dans les structures employant entre 10 et 19 salariés, un patron sur cinq anticipe une augmentation du nombre de salariés (19%).

Base : Récapitulatif effectué sur les patrons de TPE ayant une visibilité pour 2012, soit 84% de l'échantillon

La situation financière des TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

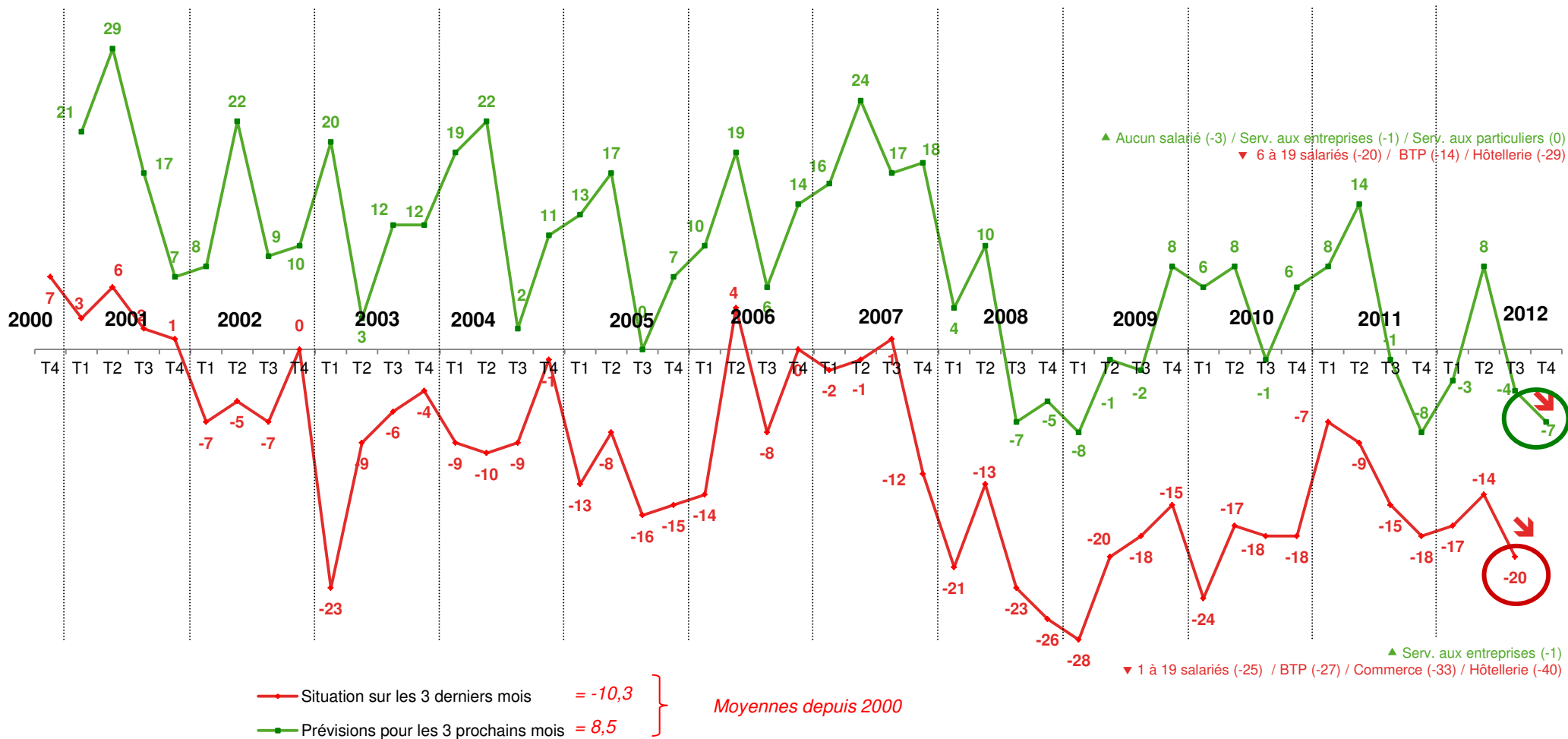
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Base : ensemble des TPE

Les prévisions de croissance pour 2012 et 2013

Question

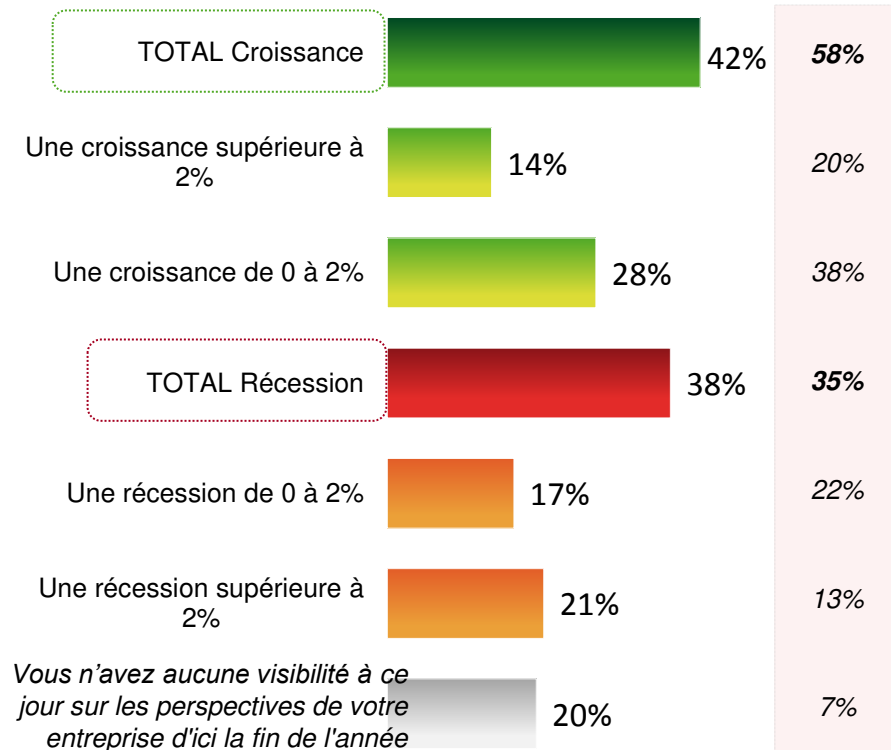
Au global, sur 2012, diriez-vous que votre entreprise aura connu... ?

Moyenne novembre 2012 : -3,2% ↘

Rappel moyenne Octobre 2011 : +1,2%

Rappel moyenne Janvier 2011 : -1%

▲ 10 à 19 salariés (+0,6%) / Industrie (-0,4%) / BTP (+1%)
▼ Aucun salarié (-4,2%) / Hôtellerie (-5,2%) / Commerce (-6,2%)



Question

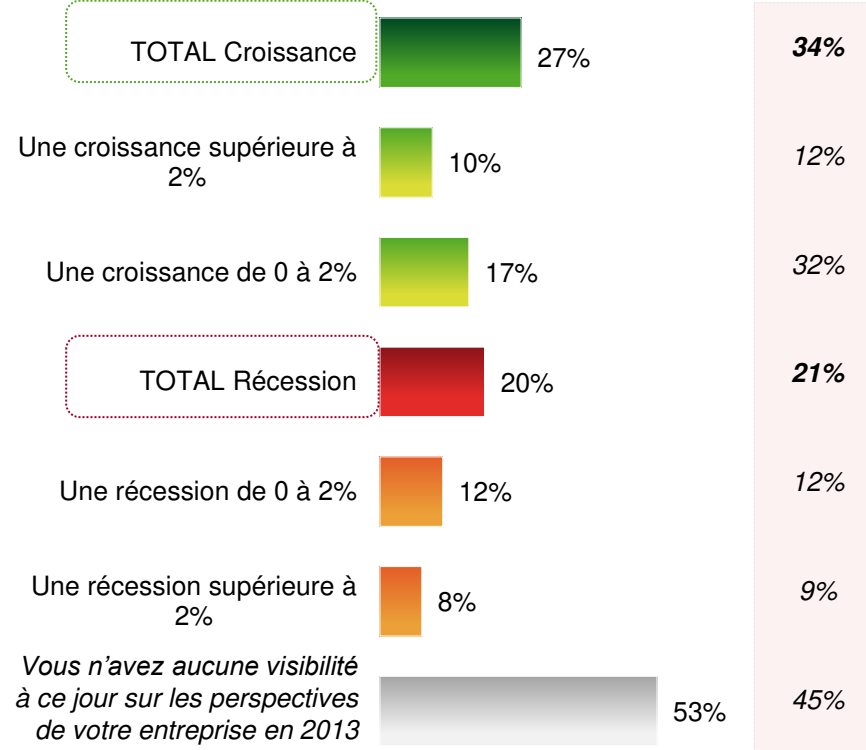
Et en 2013, diriez-vous que votre entreprise connaîtra... ?

Moyenne novembre 2012 : 0% ↘

Rappel moyenne Octobre 2011 : +2,7%

Rappel moyenne Janvier 2011 : +2,6%

▲ 10 à 19 salariés (+1,3%) / Serv. aux entreprises (+1,5%) / BTP (+0,7%)
▼ Industrie (-0,5%) / Commerce (-1,6%)



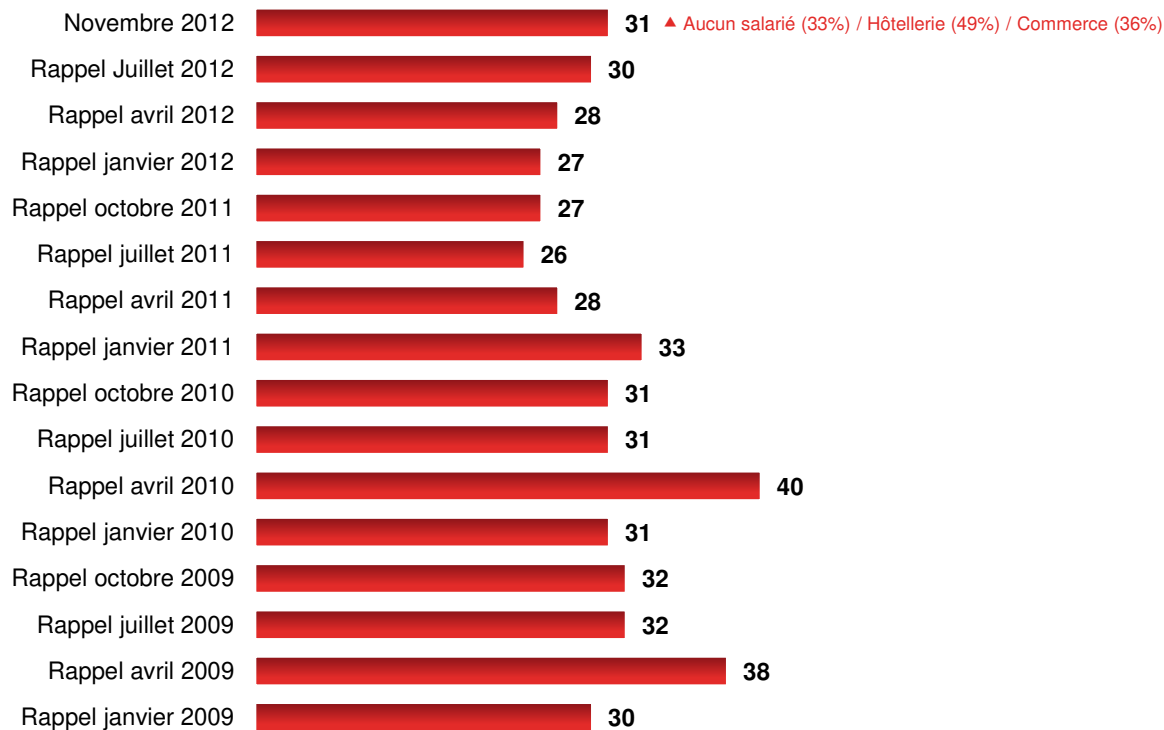
A six semaines de la fin de l'année, une TPE sur cinq déclare encore ne pas avoir de visibilité sur la croissance de son entreprise sur l'année 2012 (20%, +13 points par rapport à l'an dernier). Témoignant de l'incertitude économique actuelle, ce score atteint 53% pour 2013 (+8 points). Lorsqu'ils peuvent mesurer l'évolution de leurs bénéfices, les dirigeants interrogés l'évaluent à -3,2% pour l'année en cours (avec des situations plus préoccupantes dans l'hôtellerie, à -5,2%, et le commerce, à -6,2%). A date, ils misent sur une croissance nulle en 2013.

Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



31% des patrons de TPE estiment que la situation financière de leur entreprise est préoccupante, les secteurs du commerce (36%) et de l'hôtellerie (49%) étant encore une fois les plus touchés.

Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

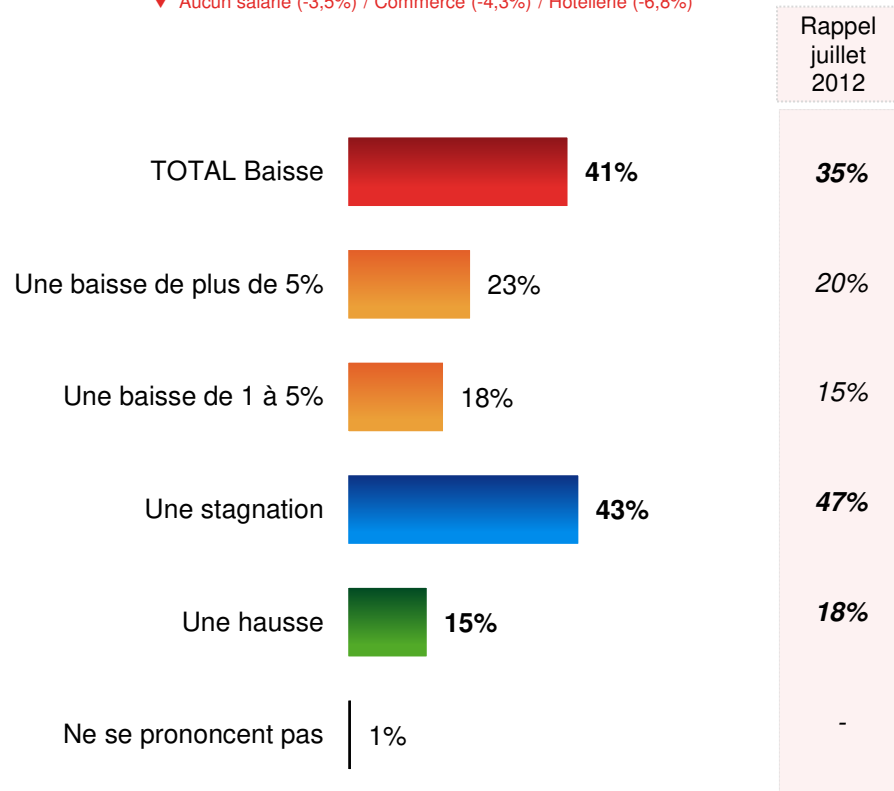
Question

Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté... ?

Moyenne novembre 2012 : -2,9%

Rappel juillet 2012 : -2,0% / Rappel avril 2012 : -2,7%
Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ 1 à 19 salariés (-1,9%) / Serv aux particuliers (-2%) / Industrie (-0,2%)
▼ Aucun salarié (-3,5%) / Commerce (-4,3%) / Hôtellerie (-6,8%)



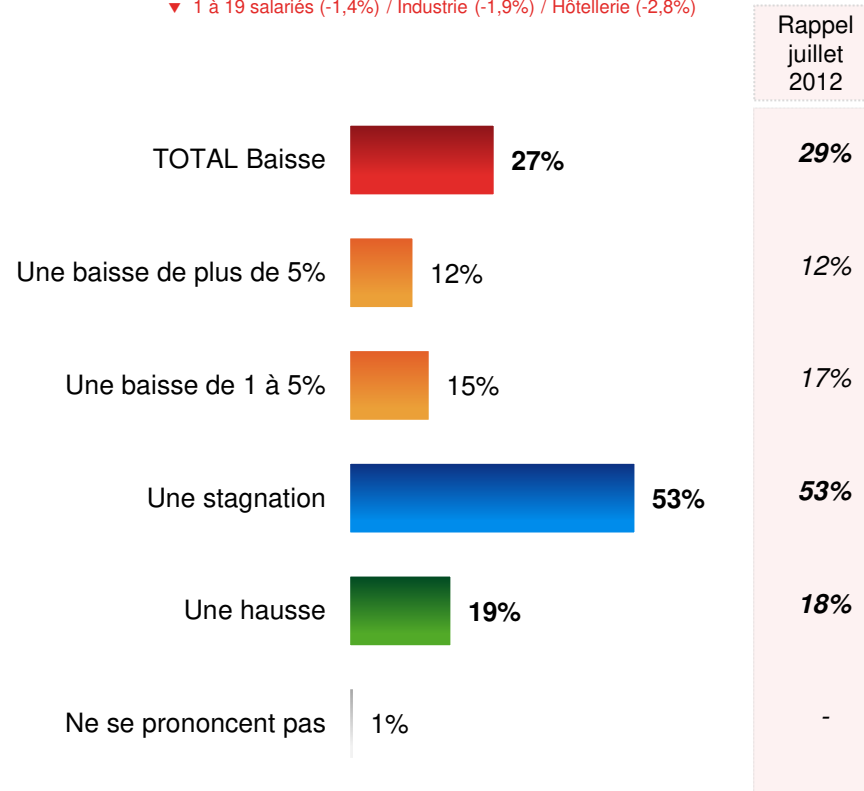
Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous... ?

Moyenne octobre 2012 : -0,8%

Rappel juillet 2012 : -0,6% / Rappel avril 2012 : +1,4%
Rappel janvier 2012 : +0,2% / Rappel octobre 2011 : +0,3%

▲ 1 à 2 salariés (-0,5%) / BTP (-0,4%) / Commerce (-0,4%) / Serv. aux entreprises (-0,3%)
▼ 1 à 19 salariés (-1,4%) / Industrie (-1,9%) / Hôtellerie (-2,8%)

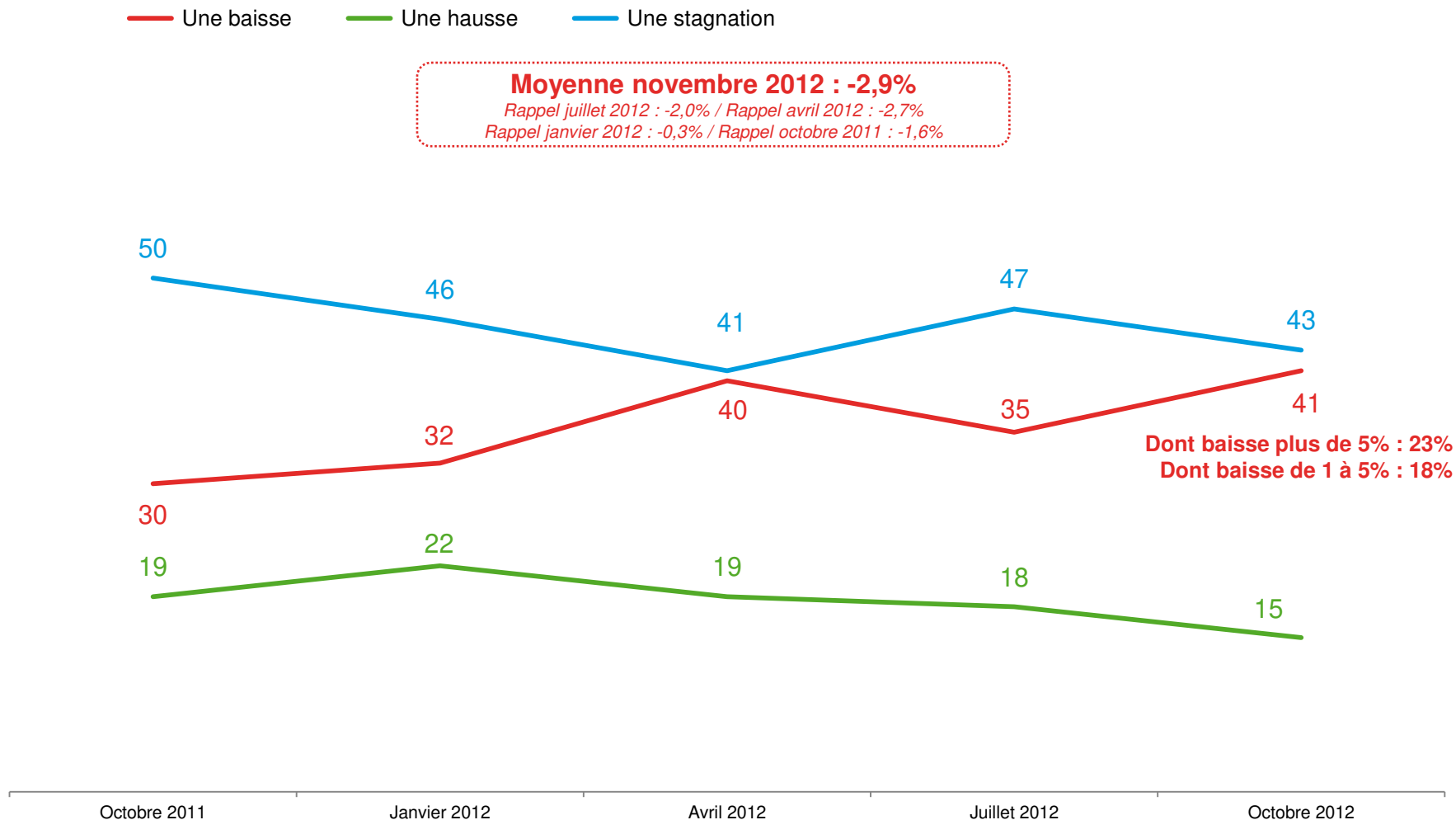


Suivant la même tendance que pour les perspectives annuelles, les dirigeants de structures de moins de 20 salariés déclarent que leurs ventes ont diminué de 2,9% au cours du troisième trimestre 2012 (contre -2% trois mois avant), 41% constatant une baisse (+6 points). Ce recul du chiffre d'affaires devrait se poursuivre dans les trois prochains mois selon leurs prévisions (-0,8%), et ce de façon plus marquée dans l'industrie (-1,9%) et l'hôtellerie (-2,8%).

L'évolution des recettes au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté... ?

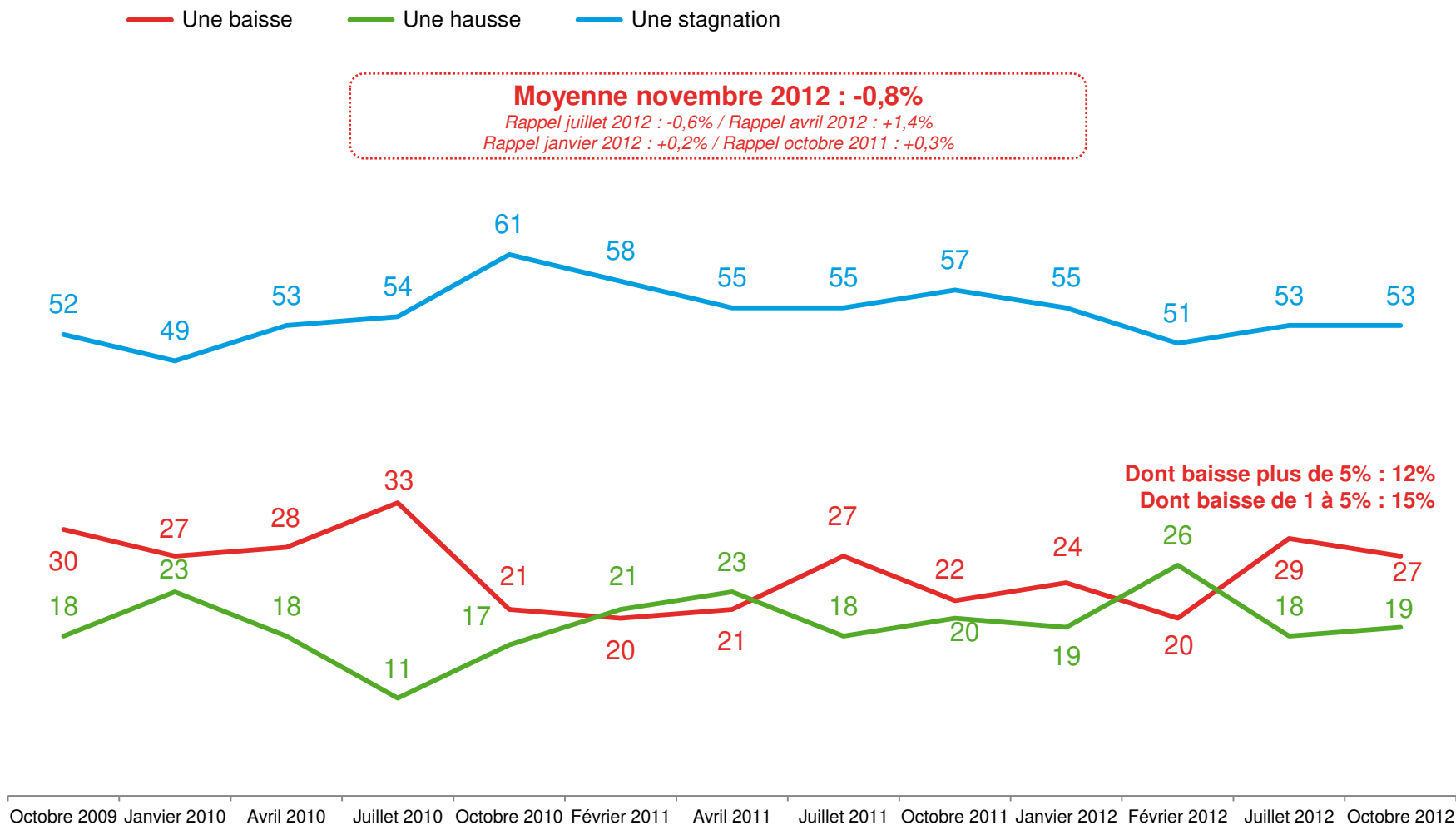


Base : ensemble des TPE

Le pronostic sur l'évolution des recettes dans les trois prochains mois

Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous... ?

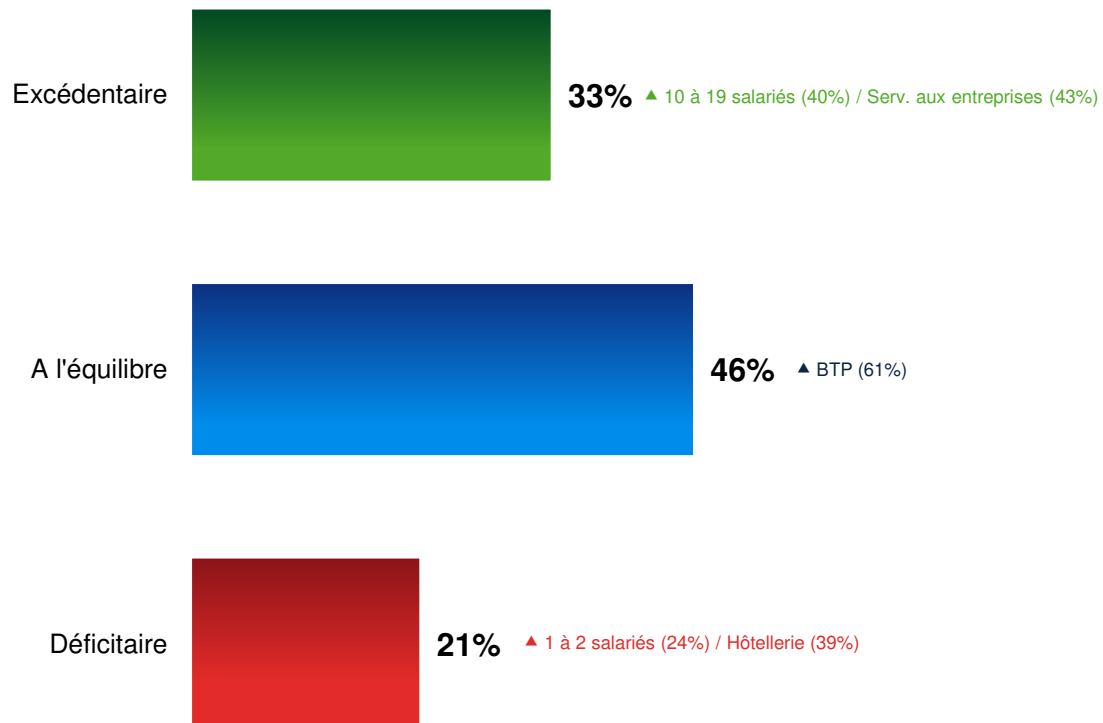


Base : ensemble des TPE

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

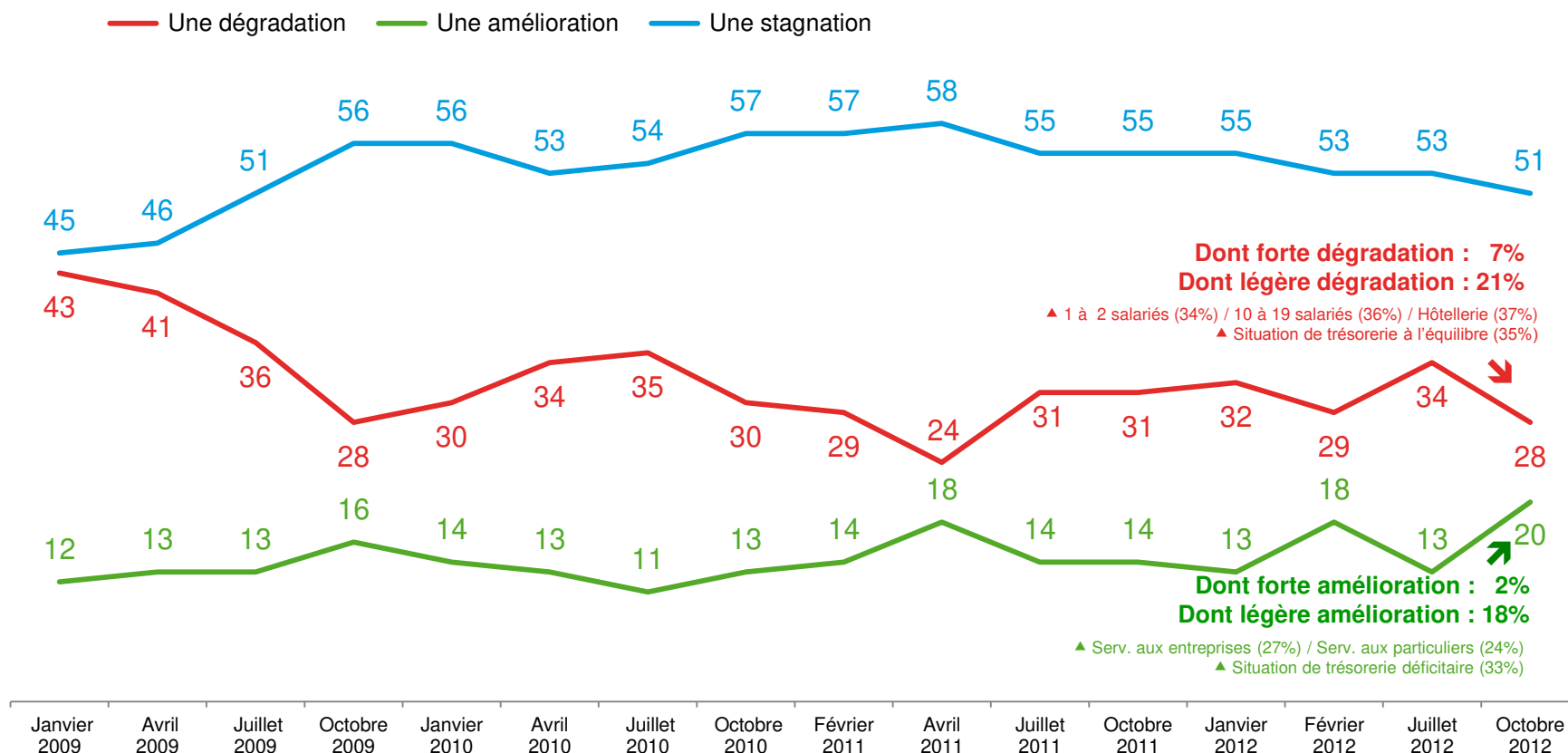


Un patron de TPE sur cinq déclare que sa trésorerie est actuellement déficitaire, tandis qu'elle est à l'équilibre dans près d'un cas sur deux (46%) et excédentaire pour seulement un tiers des entreprises.

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Les dirigeants interrogés affichent davantage d'optimisme que lors des précédentes vagues d'enquête sur l'évolution de cette trésorerie, même s'ils sont toujours plus d'un quart à anticiper une détérioration au cours du prochain trimestre (28%, en recul quand même de 6 points sur quatre mois). Ainsi, 51% estiment que leur trésorerie va rester identique et 20% qu'elle va s'améliorer (33% parmi ceux affichant actuellement un déficit).

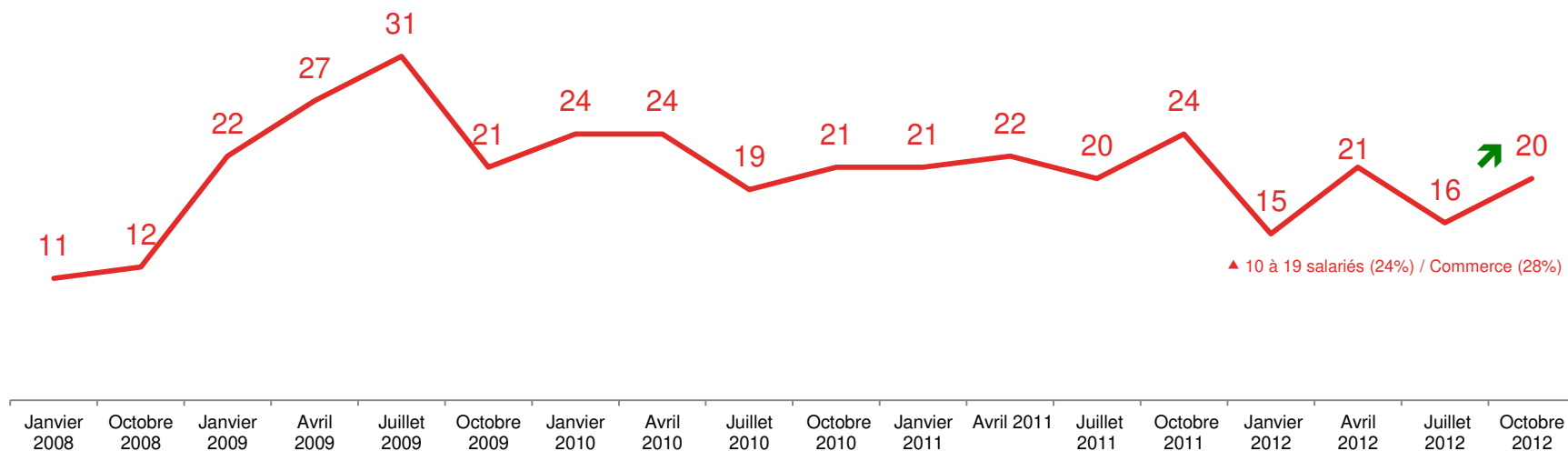
Le durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de sa banque au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



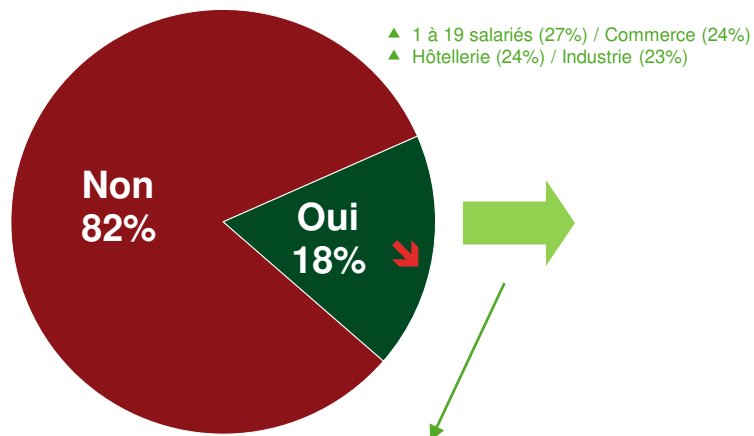
S'ils se montrent un peu plus positifs qu'en juillet sur la trésorerie, les interviewés sont en revanche plus nombreux à constater un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque (20%, +4 points), avec un score plus marqué dans le secteur du commerce (28%).

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



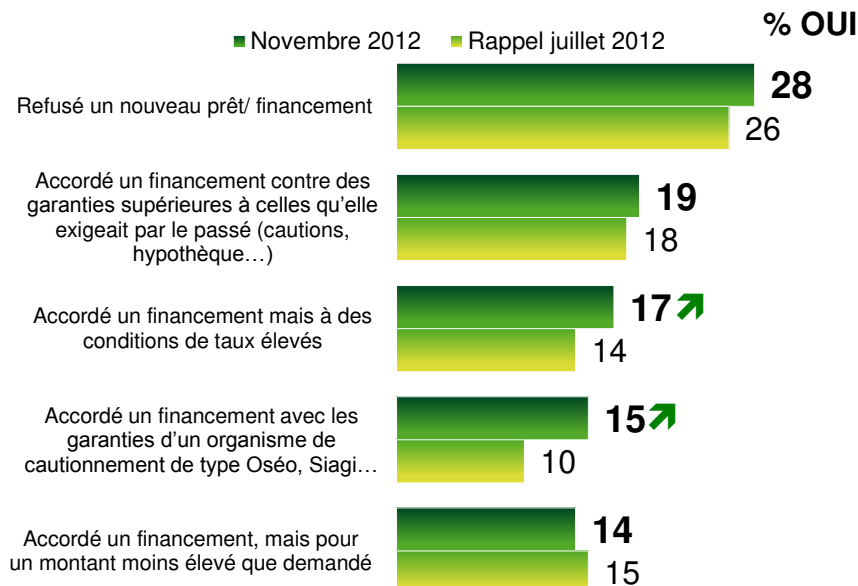
Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 60% ↗

Rappel juillet 2012 : 54% / Rappel avril 2012 : 55% /
Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51% / Rappel juillet 2011 : 56%
Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51% / Rappel octobre 2010 : 59%

▲ Aucun salarié (66%) / Hôtellerie (70%) / Commerce (69%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Le nombre de demandes de crédit a diminué au cours des trois derniers mois pour s'établir à 18% (-3 points), soit le score le plus bas enregistré depuis janvier 2009. Confirmant l'appréciation globale de plus grandes difficultés pour accéder au financement bancaire, 60% des patrons ayant sollicité un crédit déclarent avoir subi au moins une mesure de durcissement (+6 points en quatre mois) : le refus de prêt se positionne toujours au premier rang (28%), devant la demande de garanties supérieures à celles exigées par le passé (19%). A un degré moindre figurent les conditions de taux élevées (17%, +3 points), la demande de garanties d'un organisme de cautionnement (15%, +5 points), et l'octroi d'un financement pour un montant moins élevé que celui demandé (14%).

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.

Les réactions des TPE face à la situation économique

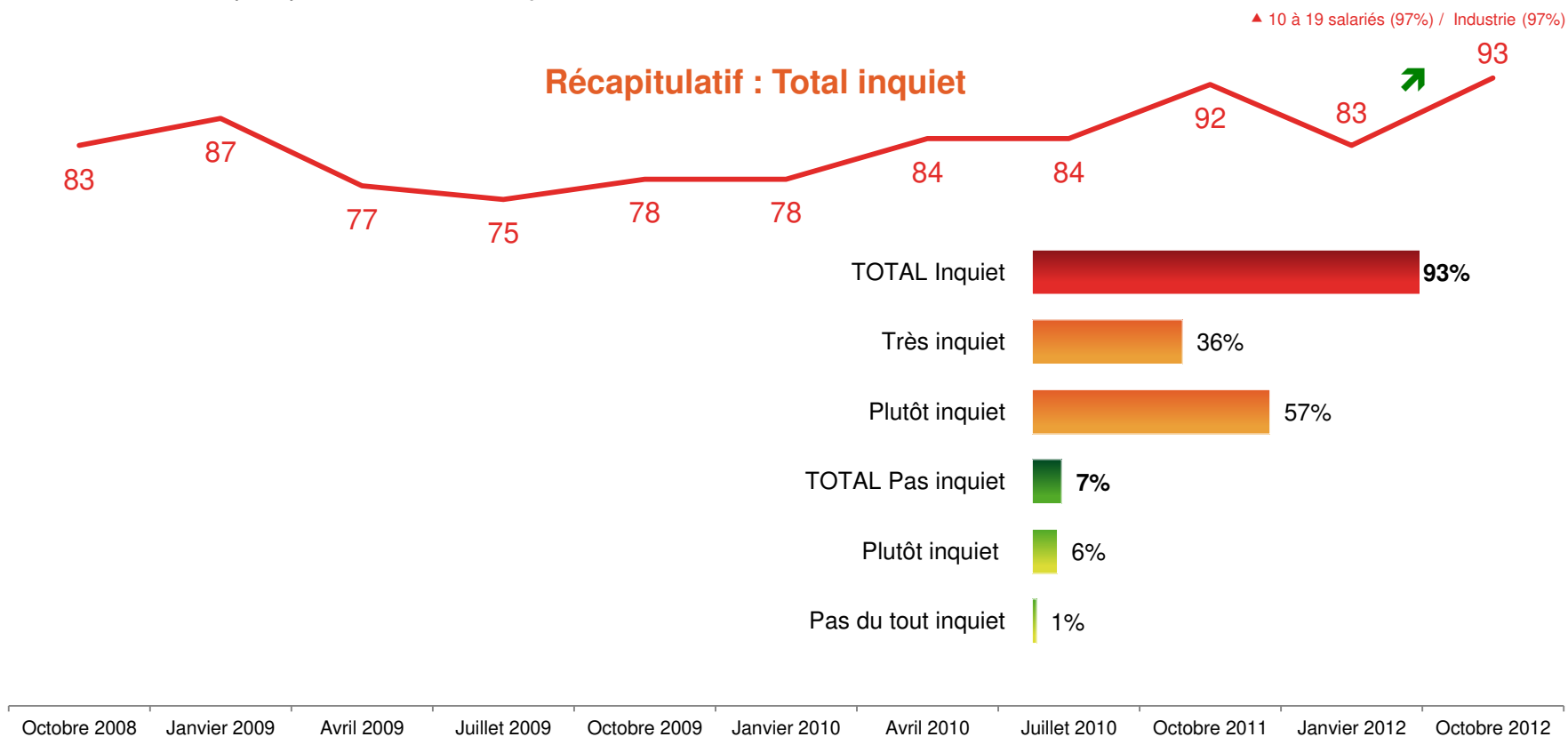
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le niveau d'inquiétude face à la situation économique

Question

Vous personnellement, en pensant à la situation économique actuelle, diriez-vous que vous êtes inquiet ou pas inquiet pour l'économie française ?

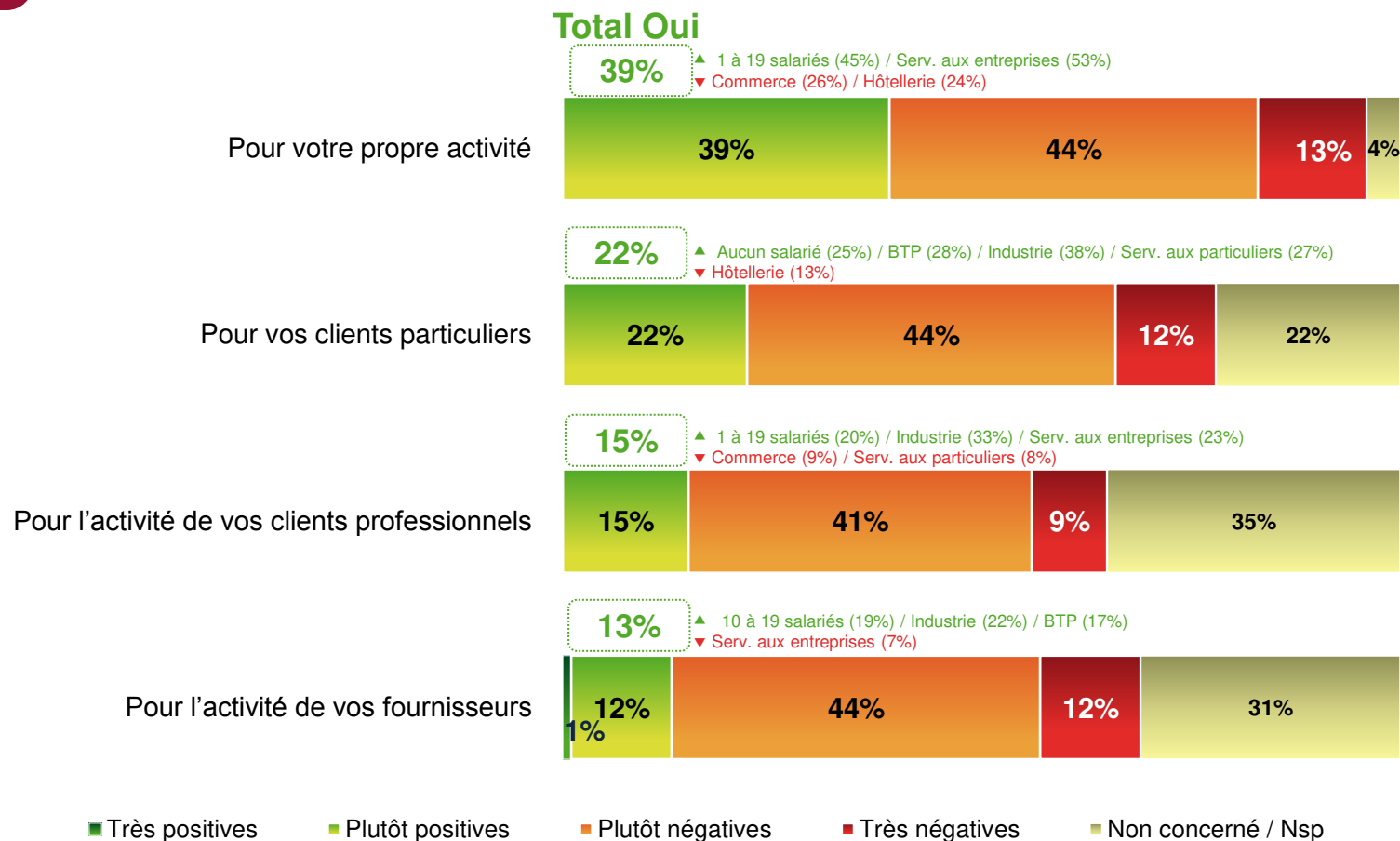


L'inquiétude face à la situation économique, qui avait enregistré une baisse importante au mois de janvier (-9 points, à 82%), retrouve son niveau d'octobre 2011, à 93%. Notons que plus d'un dirigeant sur trois (36%) se dit « très inquiet » pour l'économie française.

Les perspectives pour les mois à venir pour différents acteurs

Question

Diriez-vous qu'actuellement, les perspectives pour les mois à venir sont positives ou négatives... ?



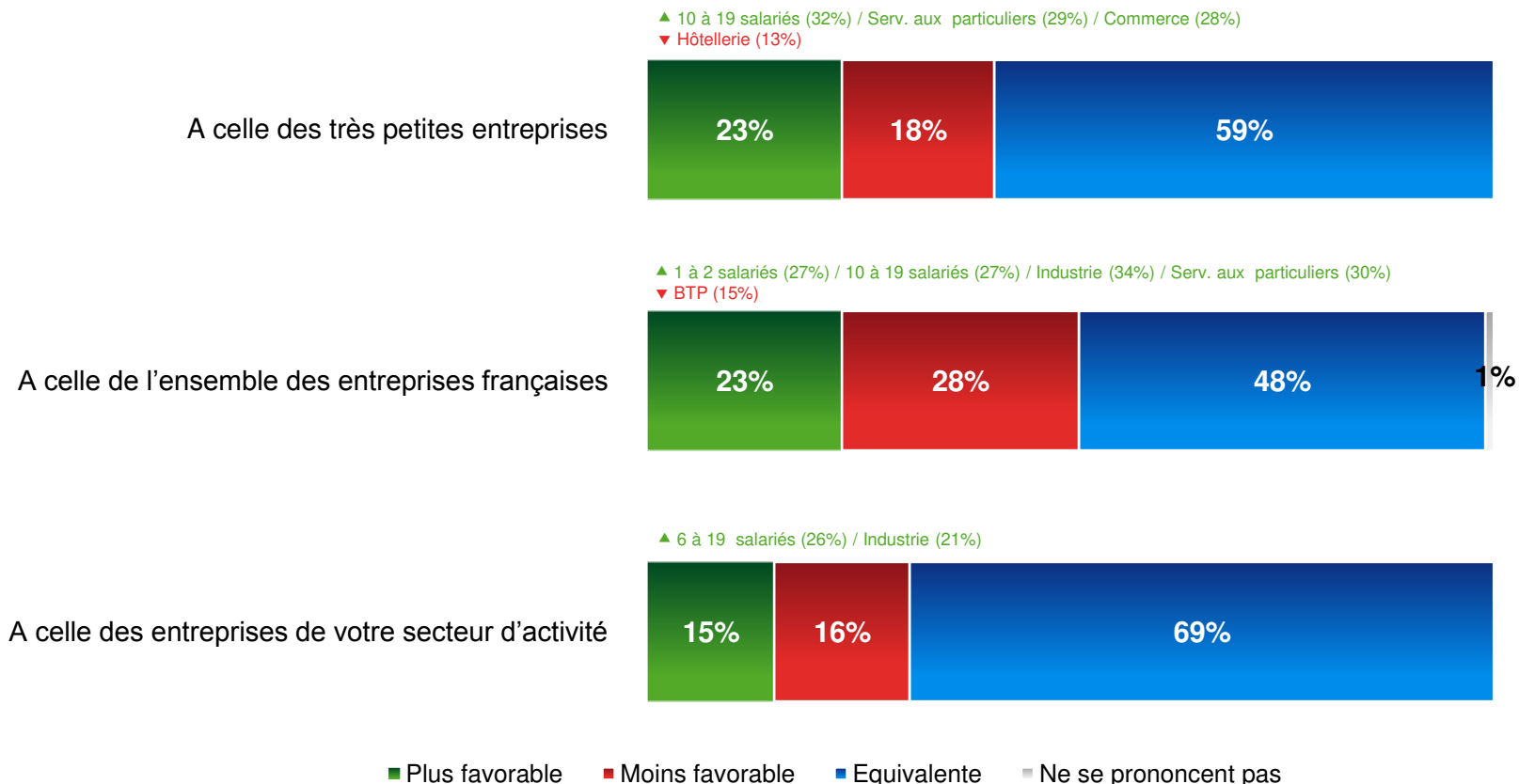
Corollaire de l'anticipation d'une situation difficile en termes de chiffre d'affaires pour le trimestre à venir et plus globalement pour 2013, seuls 39% des patrons de TPE déclarent que leurs perspectives d'activité sont positives pour les prochains mois contre 57% qui les jugent négatives. S'agissant des autres acteurs, 56% anticipent des difficultés pour leurs fournisseurs, 56% pour leurs clients particuliers, et 50% pour leurs clients professionnels.

Base : A 50% de l'échantillon

La perception de la situation actuelle de son entreprise en comparaison avec d'autres acteurs

Question

Vous personnellement, estimez-vous que la situation de votre entreprise dans le contexte actuel est plus favorable, moins favorable ou équivalente... ?



Les dirigeants interrogés estiment en majorité que la situation économique de leur entreprise est équivalente à celle de l'ensemble des TPE (59% contre 18% qui la considèrent comme moins favorable) et à celle des autres structures de leur secteur d'activité (69% contre 16% qui la considèrent comme moins favorable). Les perceptions par rapport à l'ensemble des entreprises françaises sont plus contrastées : 48% déclarent que leur structure se trouve dans une position identique, 23% dans une meilleure situation, et 28% qu'elle rencontre plus de difficultés.

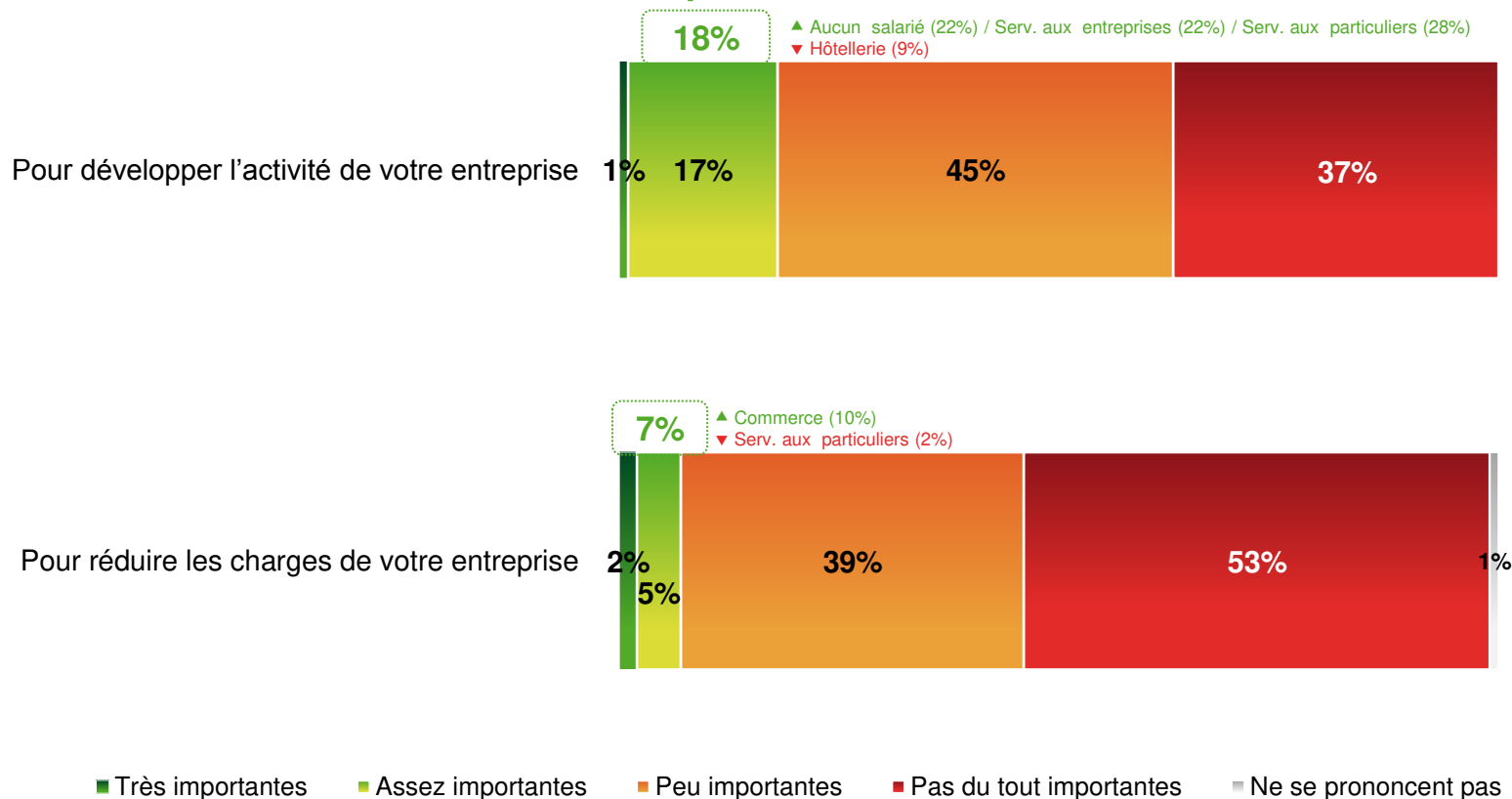
Base : A 50% de l'échantillon

L'évaluation des marges de manœuvre pour réaliser différentes actions dans le contexte économique actuel

Question

Estimez-vous que, dans le contexte économique actuel, vous disposez de marges de manœuvre importantes ou pas importantes... ?

Total Importantes

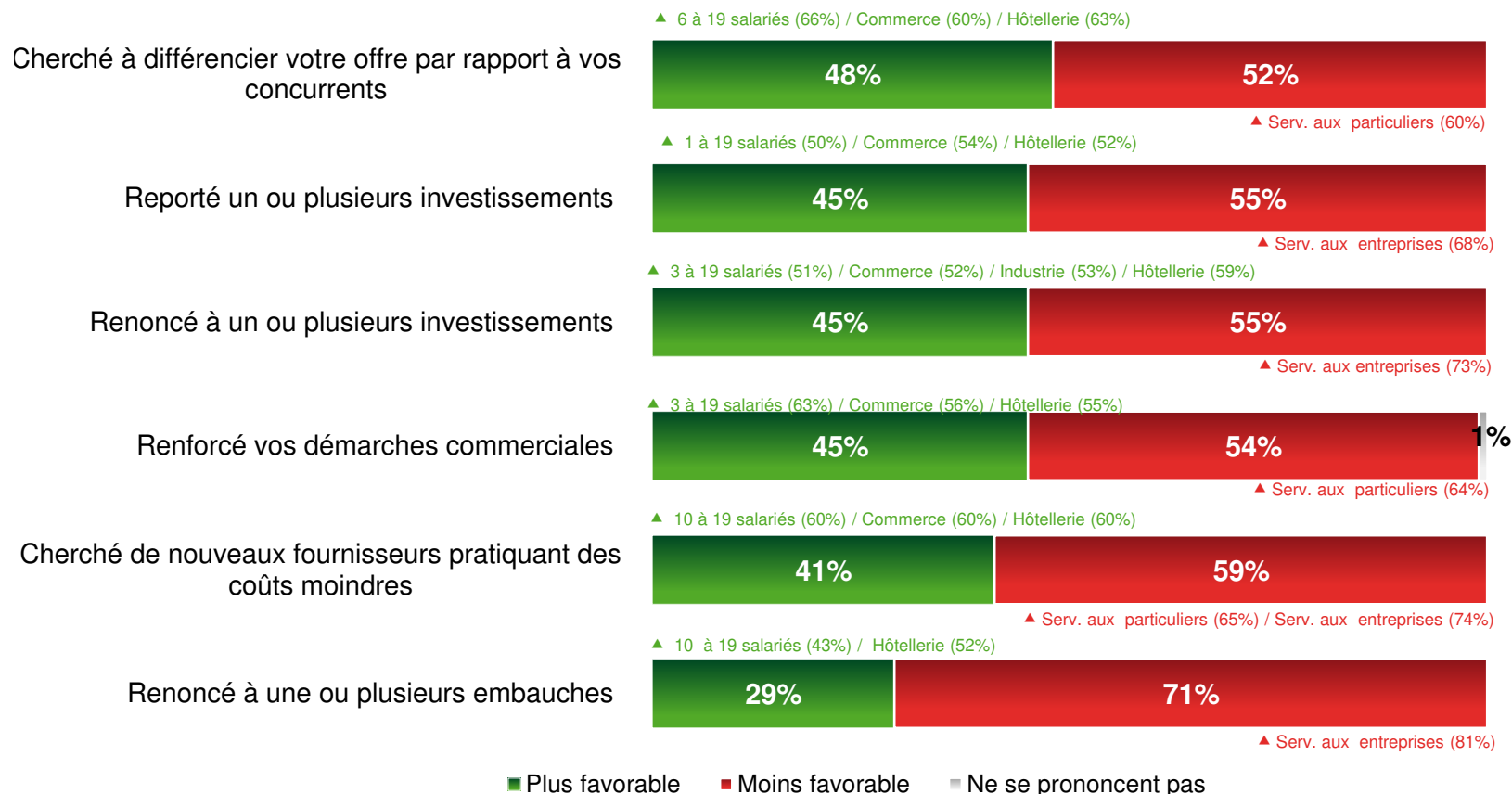


Dans la conjoncture actuelle, seuls 18% des interviewés jugent disposer de marges de manœuvre importantes pour développer leur activité et 7% pour réduire leurs charges. A contrario, ils sont respectivement 37% et 53% à estimer n'avoir aucun moyen ou presque pour faire évoluer leur situation sur ces deux dimensions.

L'impact de la situation économique actuelle sur les choix stratégiques récents

Question

Vous personnellement, face à la situation économique actuelle, avez-vous au cours des trois derniers mois... ?



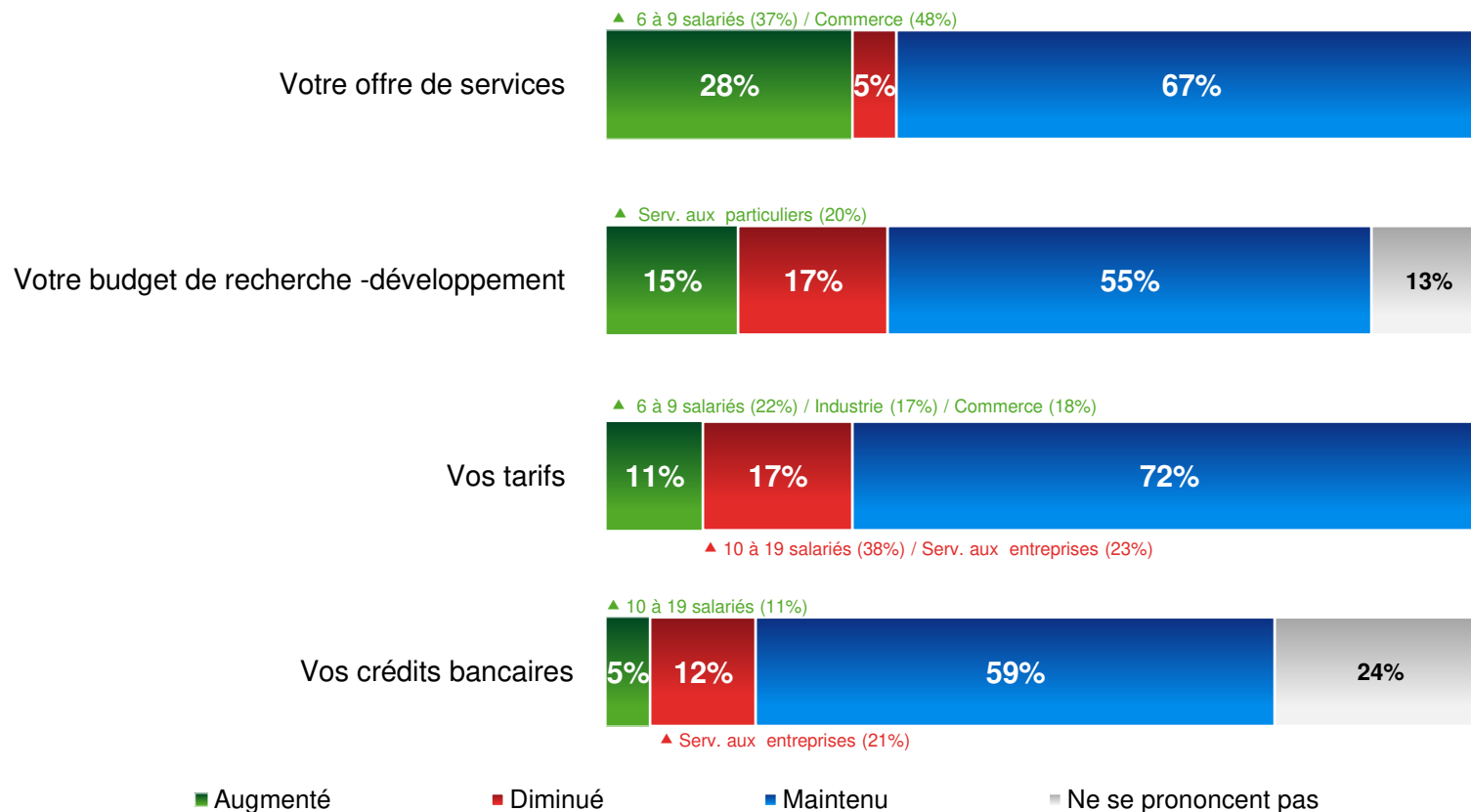
Pour faire face au contexte économique, la moitié des TPE a cherché à différencier son offre par rapport aux concurrents au cours des trois derniers mois (48%). Compte tenu du faible niveau de croissance actuel, 45% d'entre elles ont reporté et/ou annulé un ou plusieurs investissements et 29% disent avoir renoncé à une ou plusieurs embauches. Une proportion non négligeable, bien que minoritaire, a cherché à contourner la morosité économique en renforçant ses démarches commerciales (45%) ou en trouvant de nouveaux fournisseurs pratiquant des coûts moindres (41%).

Base : ensemble des TPE

L'impact de la situation économique sur le niveau des dépenses, des crédits et des prix

Question

Diriez-vous que, pour faire face au contexte économique actuel, vous avez augmenté, diminué ou maintenu... ?



Confrontées à la crise, les TPE ont en majorité opté pour le statu quo s'agissant de leurs dépenses, leurs crédits et leurs prix. Néanmoins, certaines ont choisi de modifier leur stratégie dans ces domaines. Ainsi, 28% déclarent avoir augmenté leur offre de services (contre 5% qui l'ont réduite). Notons à ce sujet que 11% seulement ont augmenté leurs prix contre 17% qui les ont diminués. 15% ont consacré davantage de moyens à la recherche-développement (contre 17% qui ont diminué leurs dépenses dans ce domaine). Enfin, 5% des dirigeants uniquement ont demandé davantage de crédits bancaires, tandis que 12% ont préféré baisser leur nombre ou leur montant.

La politique fiscale et sociale du gouvernement

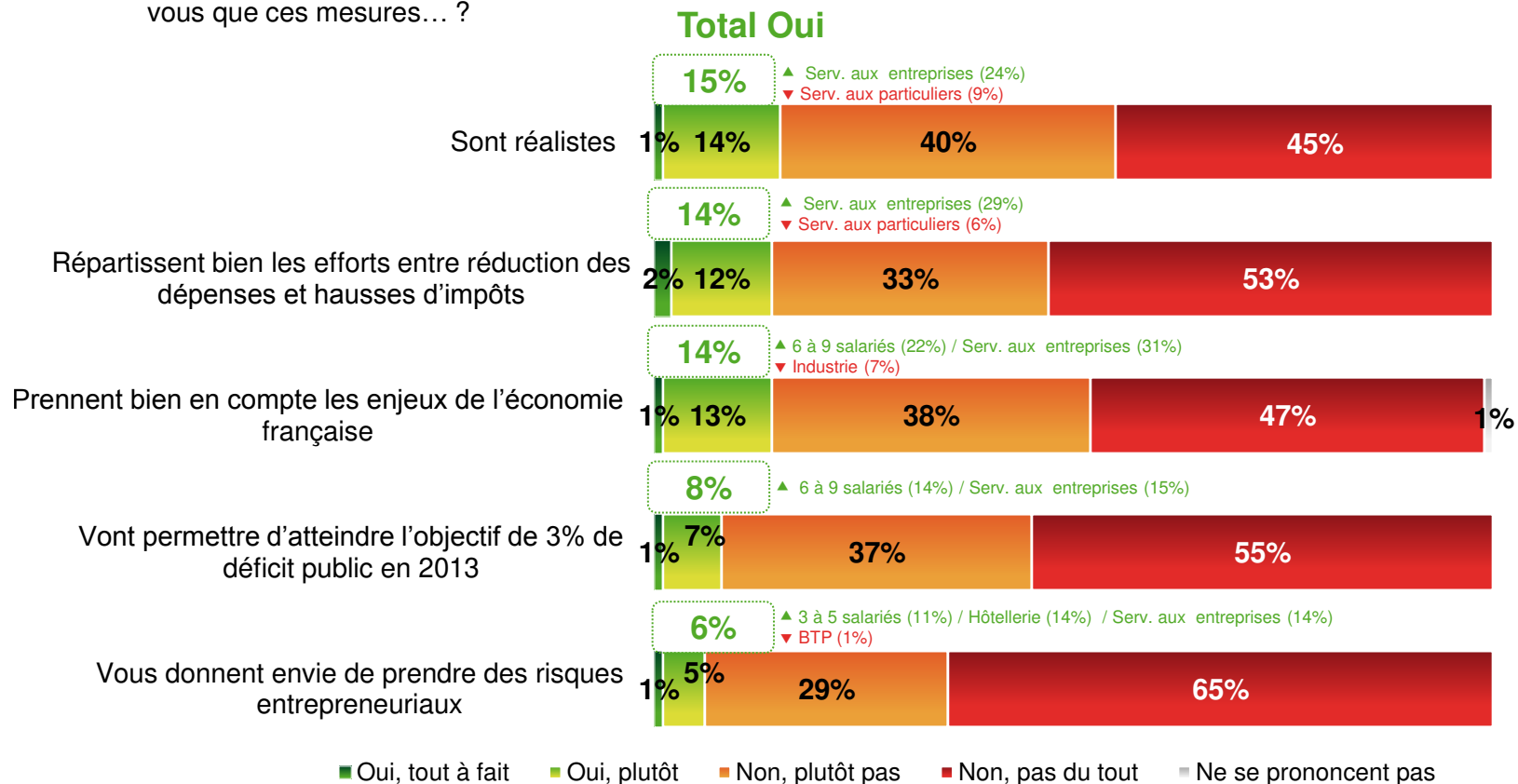
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les jugements sur les mesures du projet de loi de finances 2013

Question

Le projet de loi de finances pour 2013 et son pendant social, le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale ont été rendus publics à la fin du mois de septembre dernier. D'après ce que vous en savez, diriez-vous que ces mesures... ?



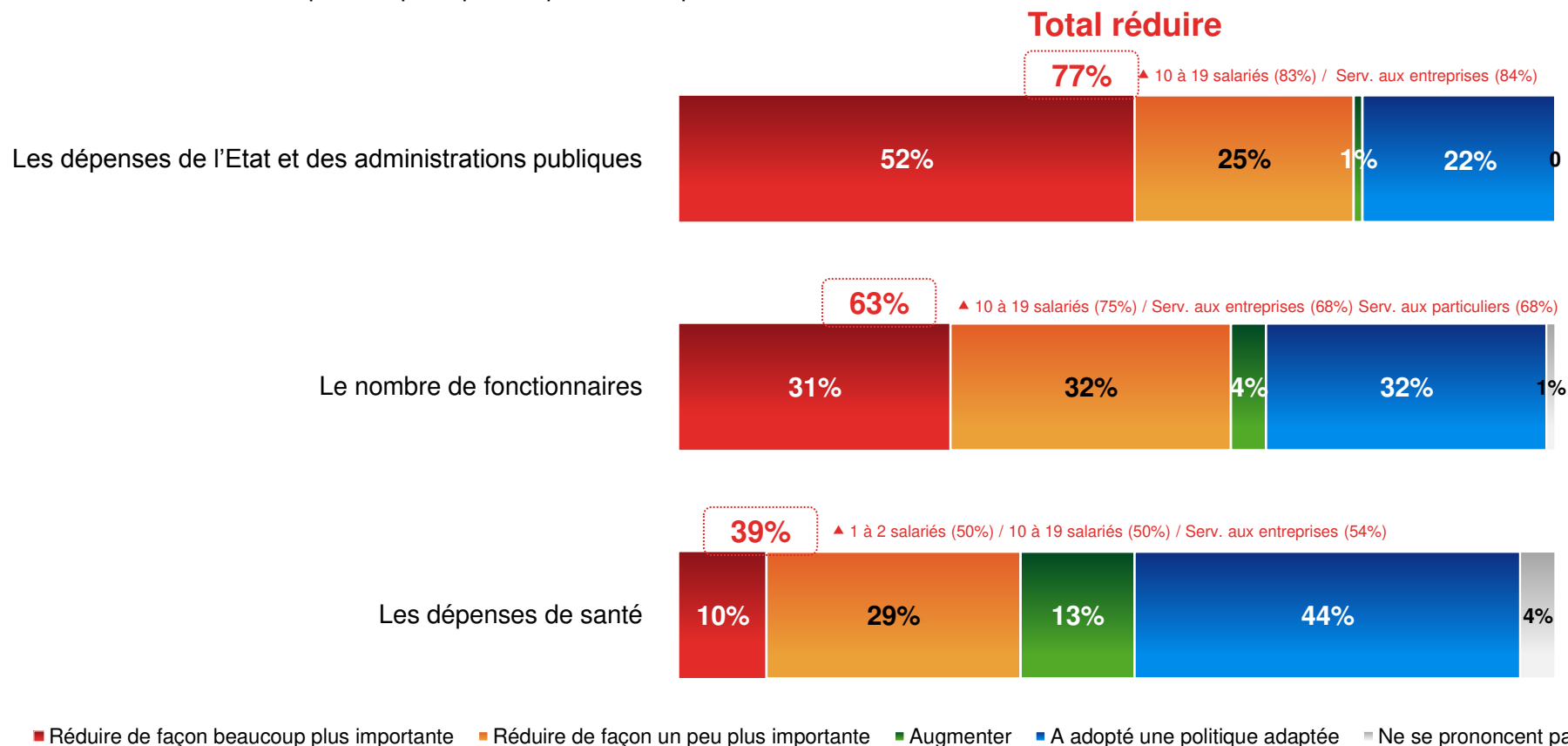
En lien logique avec une confiance globale dans le gouvernement qui s'établit à l'un des niveaux les plus bas enregistrés depuis la création du baromètre (20%, -12 points par rapport au mois de juillet), les mesures du projet de loi de finance 2013 font l'objet d'un accueil très critique. 15% seulement estiment qu'elles sont réalistes, 14% qu'elles prennent bien en compte les enjeux de l'économie française et 14% qu'elles répartissent bien les efforts entre réduction des dépenses et hausse des impôts. Moins d'un dirigeant sur dix juge que ces dispositifs vont permettre d'atteindre l'objectif de 3% de réduction du déficit public en 2013 (8%) ou qu'ils leur donnent envie de prendre des risques entrepreneuriaux (6%).

Base : A 50% de l'échantillon

Les jugements sur le niveau de réduction des dépenses publiques prévu par le projet de loi de finances 2013

Question

Toujours d'après ce que vous en savez, diriez-vous que le gouvernement aurait dû réduire, augmenter ou qu'il a adopté une politique adaptée en ce qui concerne... ?

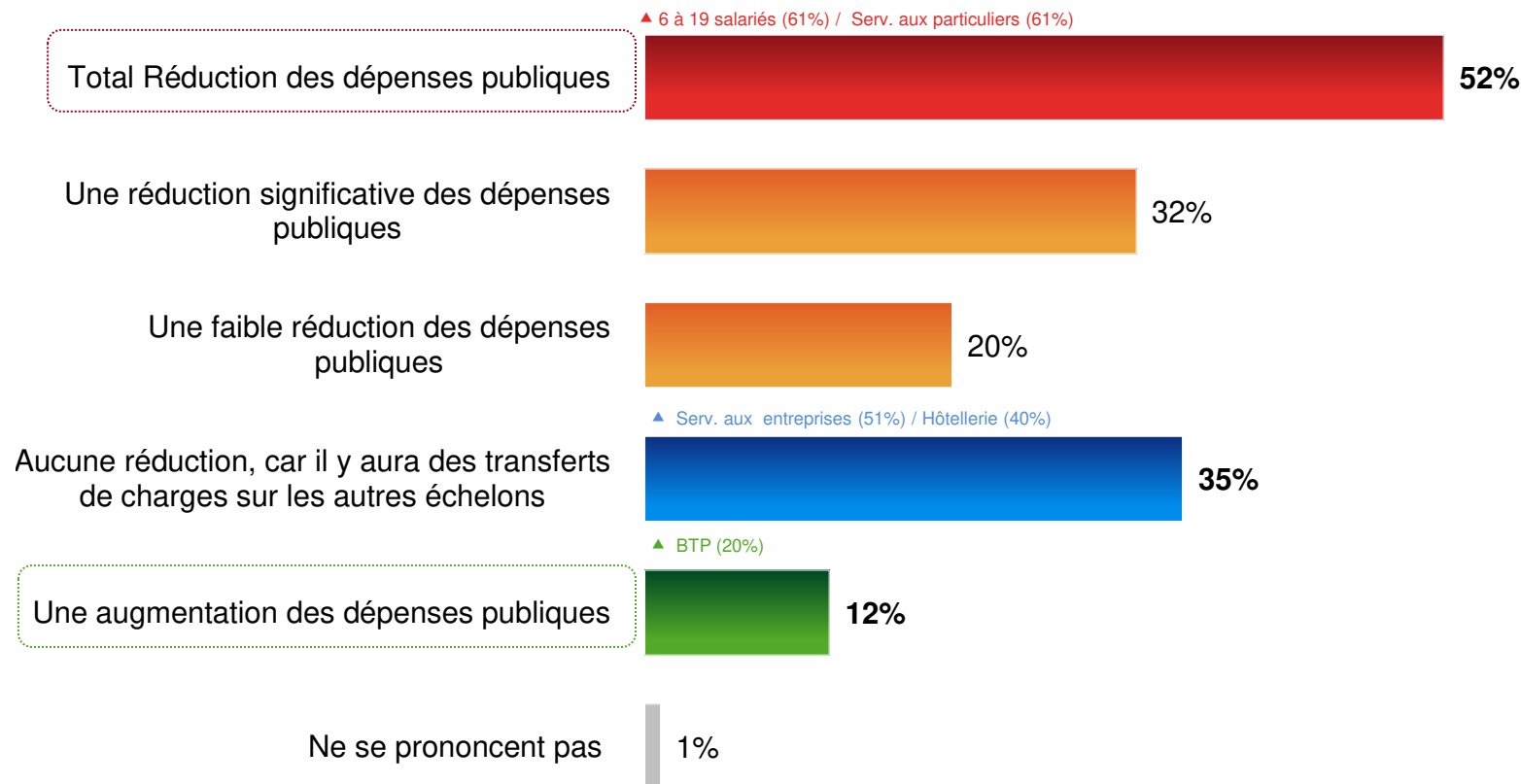


Près de la moitié des interviewés estiment que le gouvernement a adopté une politique adaptée en ce qui concerne les dépenses de santé (44%). Notons qu'ils sont quand même 39% à souligner qu'il aurait dû les réduire. Les patrons de TPE attendent des actions beaucoup plus marquées s'agissant de la réduction du nombre de fonctionnaires (63% contre 32% qui perçoivent que celle-ci est adéquate) et plus encore de la baisse des dépenses de l'Etat et des administrations publiques (77% contre 22% qui déclarent que celle-ci est satisfaisante).

L'évaluation de l'impact budgétaire de la suppression d'un échelon administratif territorial

Question

En France, il existe plusieurs échelons administratifs : l'Etat, les régions, les départements, les pays, les communautés de commune, les communes... A votre avis, quel effet la suppression d'un échelon intermédiaire aurait-elle sur le budget des dépenses publiques ?



Une courte majorité des patrons de TPE pense que la suppression d'un échelon territorial permettrait une réduction des dépenses publiques (52%, ce score atteignant 58% dans le commerce et 61% dans les services aux particuliers). Parmi eux, 32% soulignent que cette baisse serait significative. Plus d'un tiers affirme que cette suppression n'aurait pas d'effet car elle entraînerait des transferts de charge sur les autres échelons, tandis que 12% considèrent qu'elle aurait même un impact négatif sur le budget (20% dans le BTP).

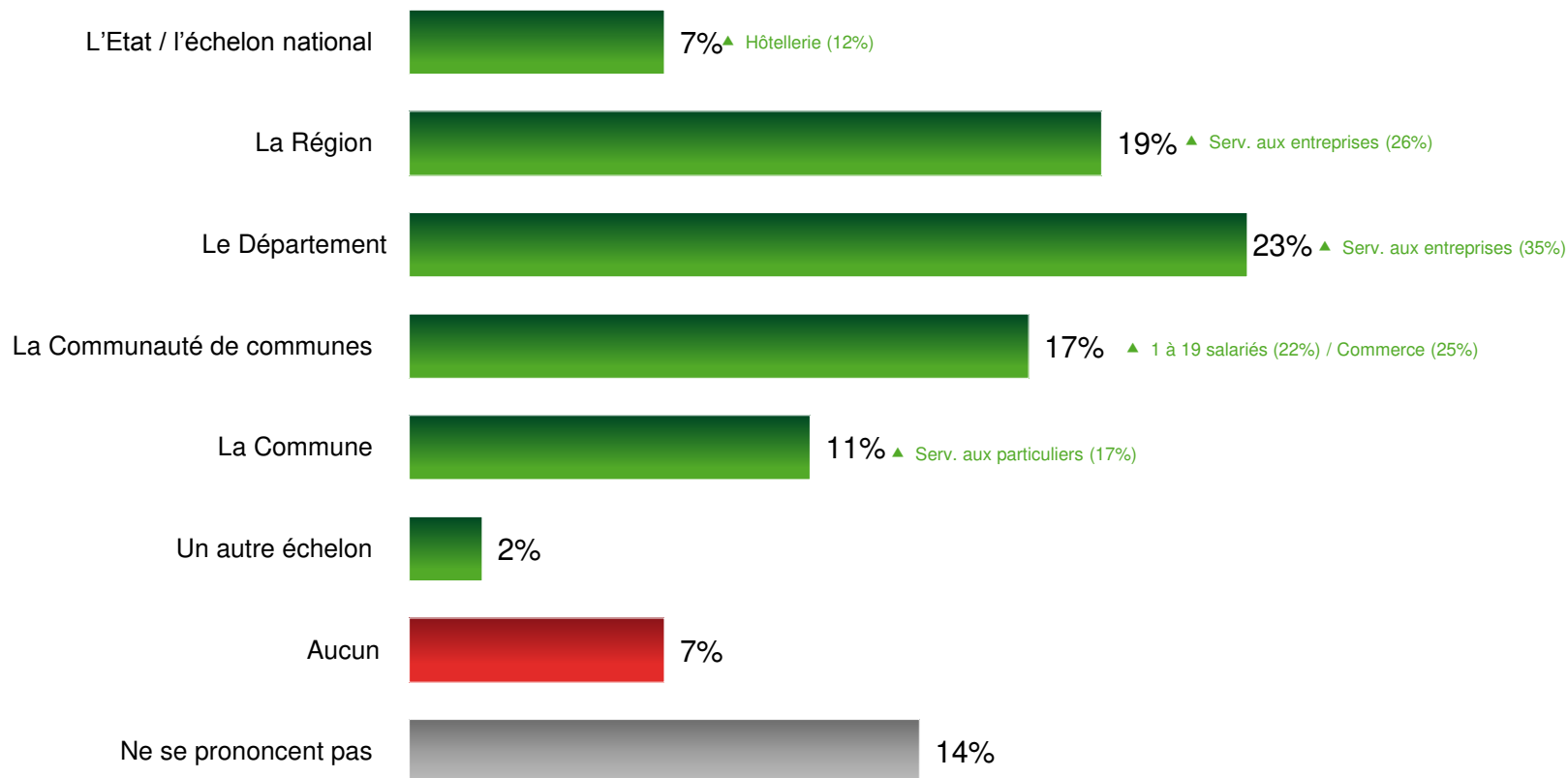
Base : A 50% de l'échantillon

L'échelon administratif territorial à supprimer

Question

S'il y avait un échelon administratif à supprimer, lequel choisiriez-vous ?

Question ouverte précodée - Une seule réponse possible



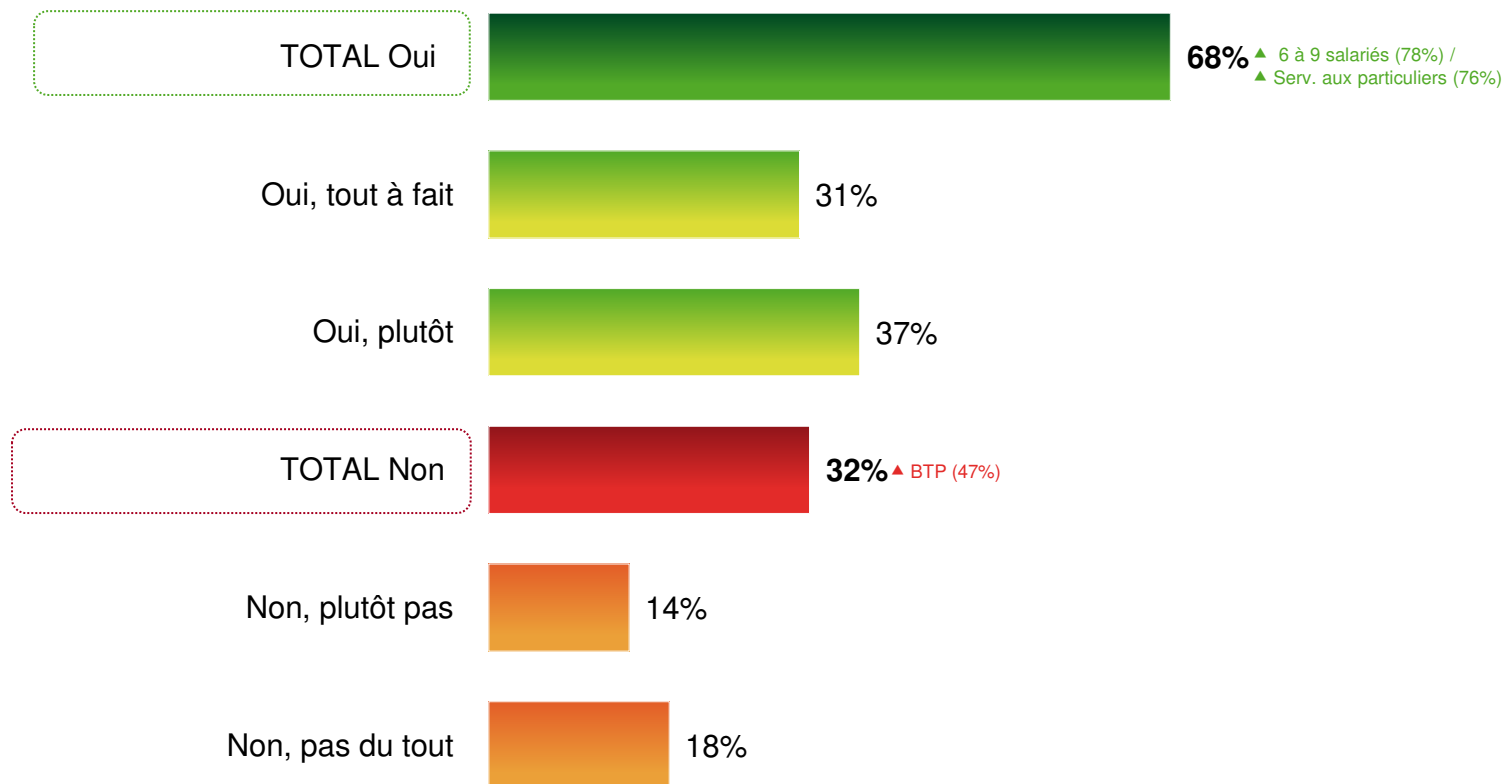
Les patrons de TPE expriment des avis très divers sur la suppression éventuelle d'un échelon administratif et celui à privilégier dans cette perspective. En premier lieu, 7% affirment que selon eux, aucun échelon n'est actuellement à éliminer, et 14% ne se prononcent pas sur l'échelon le plus pertinent. En cas de réduction du nombre de niveaux administratifs, 23% considèrent que le Département apparaît comme l'échelon à faire disparaître contre 19% qui citent la Région, 17% l'intercommunalité et 11% la commune. L'Etat recueille 7% des mentions.

Base : A 50% de l'échantillon

L'adhésion à la fusion des petites communes afin de réduire les dépenses publiques

Question

Dans le but de réduire les dépenses publiques, seriez-vous favorable à la fusion des petites communes pour créer des ensembles d'au moins 5 000 personnes ?



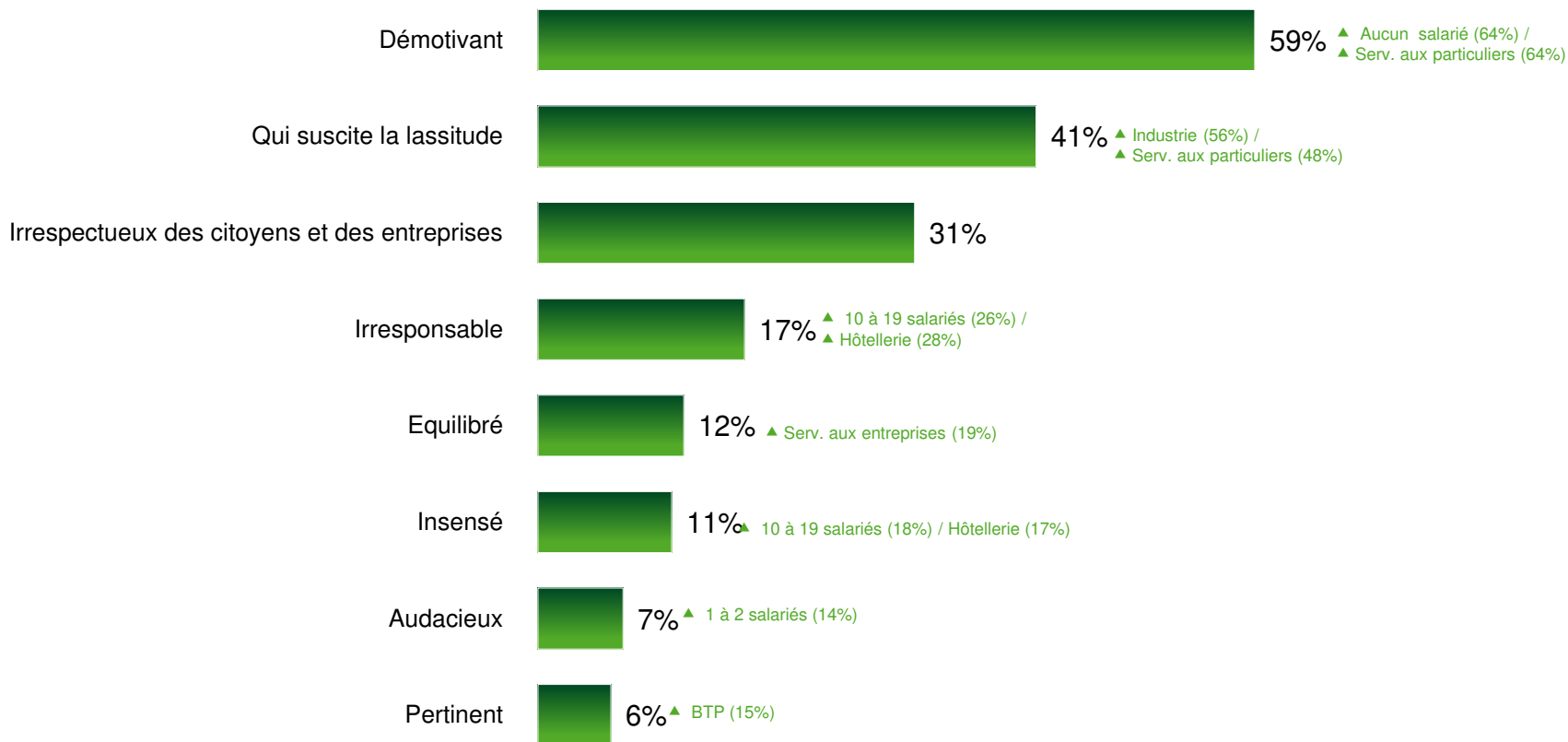
La proposition de fusionner les petites communes pour créer des ensembles d'au moins 5 000 personnes afin de réduire les dépenses publiques suscite une très large adhésion (68%, dont 31% « tout à fait »), les sympathisants de gauche (75%) comme ceux de l'UMP (72%) étant les plus en soutien.

Base : ensemble des TPE

Les principaux traits d'image attribués au projet de loi de finances et au projet de loi de financement de la Sécurité Sociale

Question

Lorsque vous analysez le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale, quels sont pour vous les qualificatifs qui le caractérisent le mieux ?



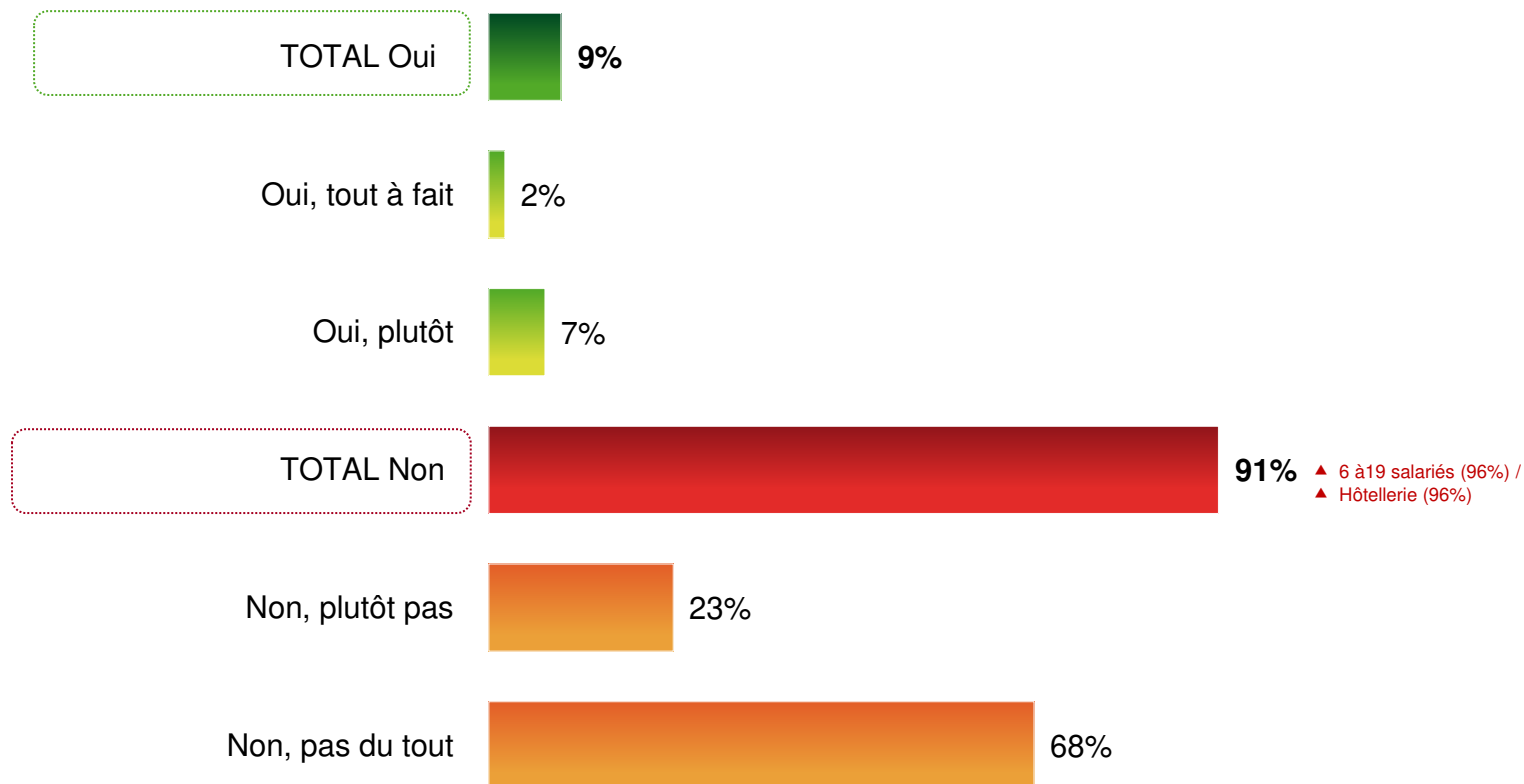
Lorsqu'il s'agit de qualifier le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, une majorité des dirigeants interrogés le jugent avant tout démotivant (59%). Relevé du même registre, 41% affirment qu'il suscite la lassitude. Près d'un tiers (31%) jugent le PLF 2013 irrespectueux des citoyens et des entreprises, 17% irresponsable et 11% insensé. Les qualificatifs positifs ressortent très marginalement : 12% uniquement des interviewés considèrent qu'il est équilibré, 7% audacieux et 6% pertinent.

Base : A 50% de l'échantillon

Le sentiment que son entreprise est épargnée par les hausses d'impôts et de cotisations sociales

Question

Le gouvernement a promis d'épargner les petites entreprises. Avez-vous le sentiment d'être épargné par les hausses d'impôts et de cotisations sociales ?



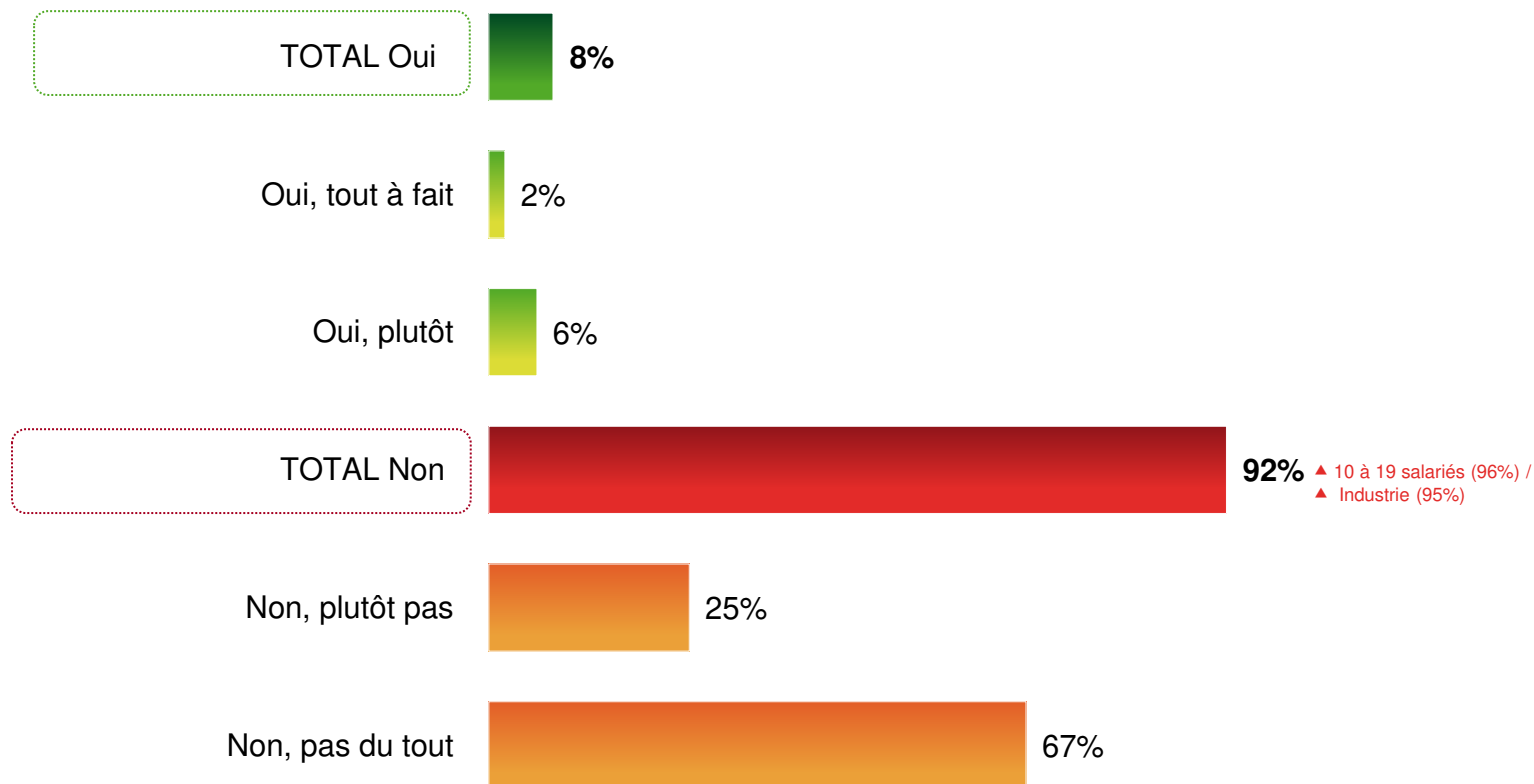
Moins d'un patron de TPE sur dix (9%) pense que son entreprise va être épargnée par les hausses d'impôts. A l'opposé, 91% expriment une opinion inverse, dont 68% qui déclarent qu'elle ne le sera « pas du tout » (82% dans le BTP et 84% dans l'hôtellerie, en lien sans doute pour ce secteur avec la hausse de la TVA).

Base : ensemble des TPE

Le sentiment d'être épargné par les hausses d'impôts en tant que particulier

Question

Et en tant que particulier, avez-vous le sentiment d'être épargné par les hausses d'impôts ?



Le sentiment d'être épargné par l'augmentation de la fiscalité en tant que particulier s'établit sensiblement au même niveau : il est mis en avant par 8% seulement des interviewés contre 92% ayant un avis contraire, dont 67% qui jugent qu'ils n'en seront « pas du tout » exonérés (77% dans les structures de 10 à 19 salariés et 74% dans le BTP et l'hôtellerie).

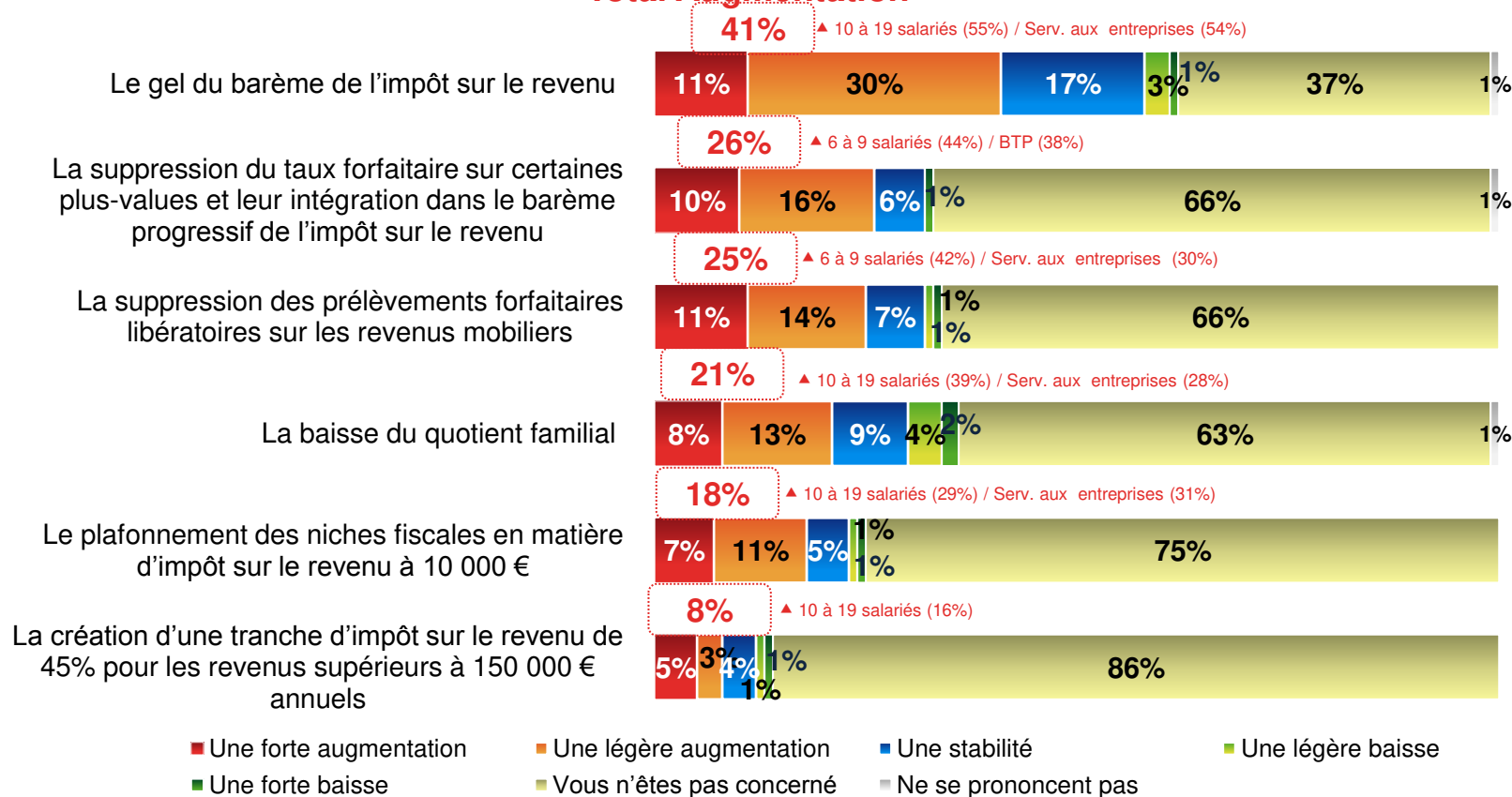
Base : ensemble des TPE

Le jugement sur l'impact de différentes mesures fiscales sur sa contribution personnelle à l'impôt

Question

Pour chacune des mesures fiscales suivantes, diriez-vous, si vous êtes concerné, qu'elle va entraîner une augmentation, une baisse ou une stabilité de votre contribution personnelle à l'impôt ?

Total Augmentation



Parmi les mesures fiscales récentes touchant les particuliers, seul le gel du barème de l'impôt sur le revenu va affecter une majorité des patrons de TPE, 41% d'entre eux estimant qu'il va entraîner un accroissement de leur contribution personnelle à l'impôt. Les autres dispositifs testés ne devraient avoir d'impact que pour 14% (sur la tranche d'impôt de 45% pour les revenus supérieurs à 150 000 €) à 37% (pour la baisse du quotient familial) d'entre eux. Notons toutefois que plus d'un dirigeant sur cinq anticipe une augmentation de sa fiscalité en raison de la suppression du taux forfaitaire sur certaines plus-values (26%), de la suppression des prélèvements forfaitaires libératoires sur les revenus mobiliers (25%) et de la baisse du quotient familial (21%).

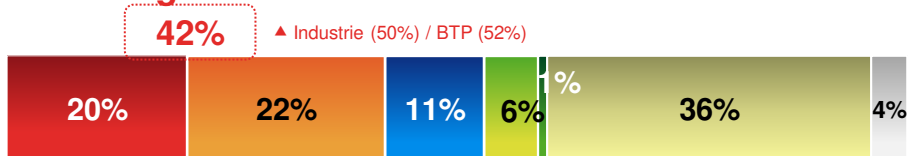
Le jugement sur l'impact de différentes mesures fiscales sur la contribution de son entreprise à l'impôt

Question

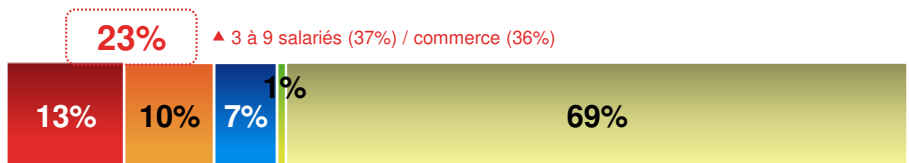
Pour chacune des mesures fiscales suivantes, diriez-vous, si vous êtes concerné, qu'elle va entraîner une augmentation, une baisse ou une stabilité de la contribution de votre entreprise à l'impôt ou aux charges sociales ?

Total Augmentation

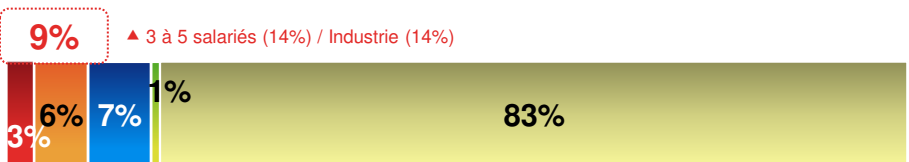
Le déplaçonnement des cotisations d'assurance maladie des travailleurs indépendants (ou TNS)



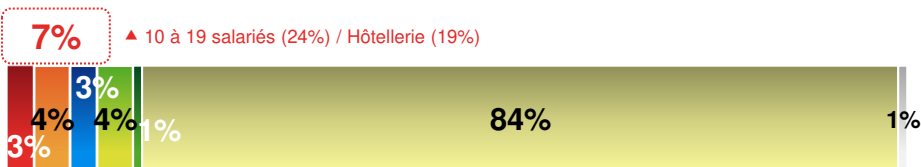
L'instauration d'un dispositif qui, dans les SARL soumises à l'impôt sur les sociétés, soumet à cotisations sociales les distributions de dividendes dépassant 10 % des capitaux propres



L'élargissement du crédit impôt recherche



Le forfait social de 20% sur l'intéressement et la participation aux bénéfices versés aux salariés



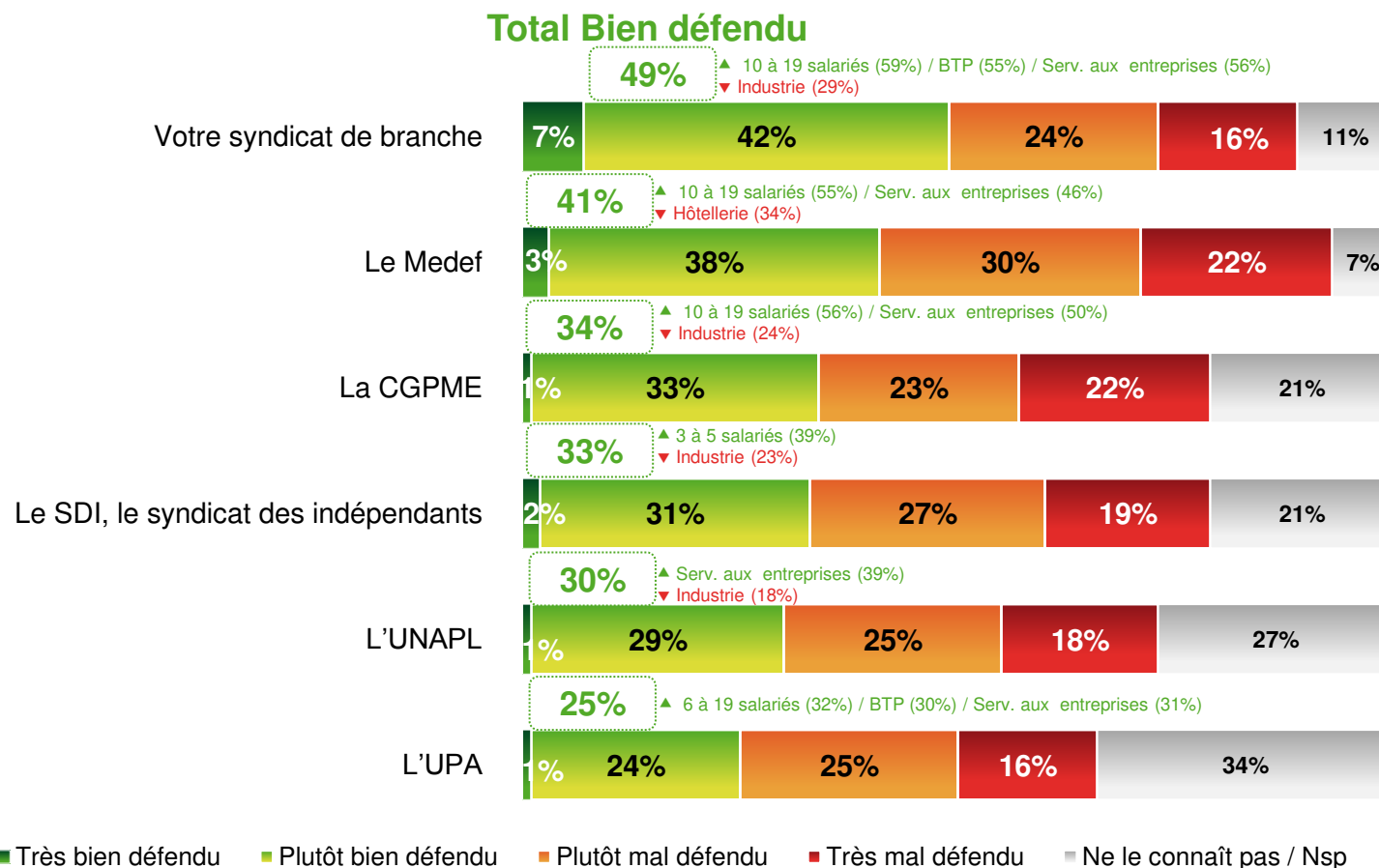
■ Une forte augmentation ■ Une légère augmentation ■ Une stabilité ■ Une légère baisse
■ Une forte baisse ■ Vous n'êtes pas concerné ■ Ne se prononcent pas

On relève que, mis à part le déplaçonnement des cotisations d'assurance maladie des travailleurs indépendants - dont 42% estiment qu'elle va augmenter leur contribution à l'emploi - une majorité des TPE ne se sentent pas concernées par les mesures fiscales mises en place récemment par le gouvernement à destination des entreprises. Ainsi, 69% déclarent que l'instauration dans les SARL d'un dispositif soumettant à cotisations sociales les distributions de dividendes ne va pas les atteindre (contre 23% qui déclarent que leurs impôts vont augmenter). L'élargissement du crédit impôt recherche n'aura aucun impact pour 83% des entreprises et le forfait social de 20% sur l'intéressement pour 84% d'entre elles.

Le sentiment d'être bien défendu par différents syndicats patronaux

Question

Avez-vous actuellement le sentiment d'être bien ou mal défendu par les syndicats patronaux suivants ?

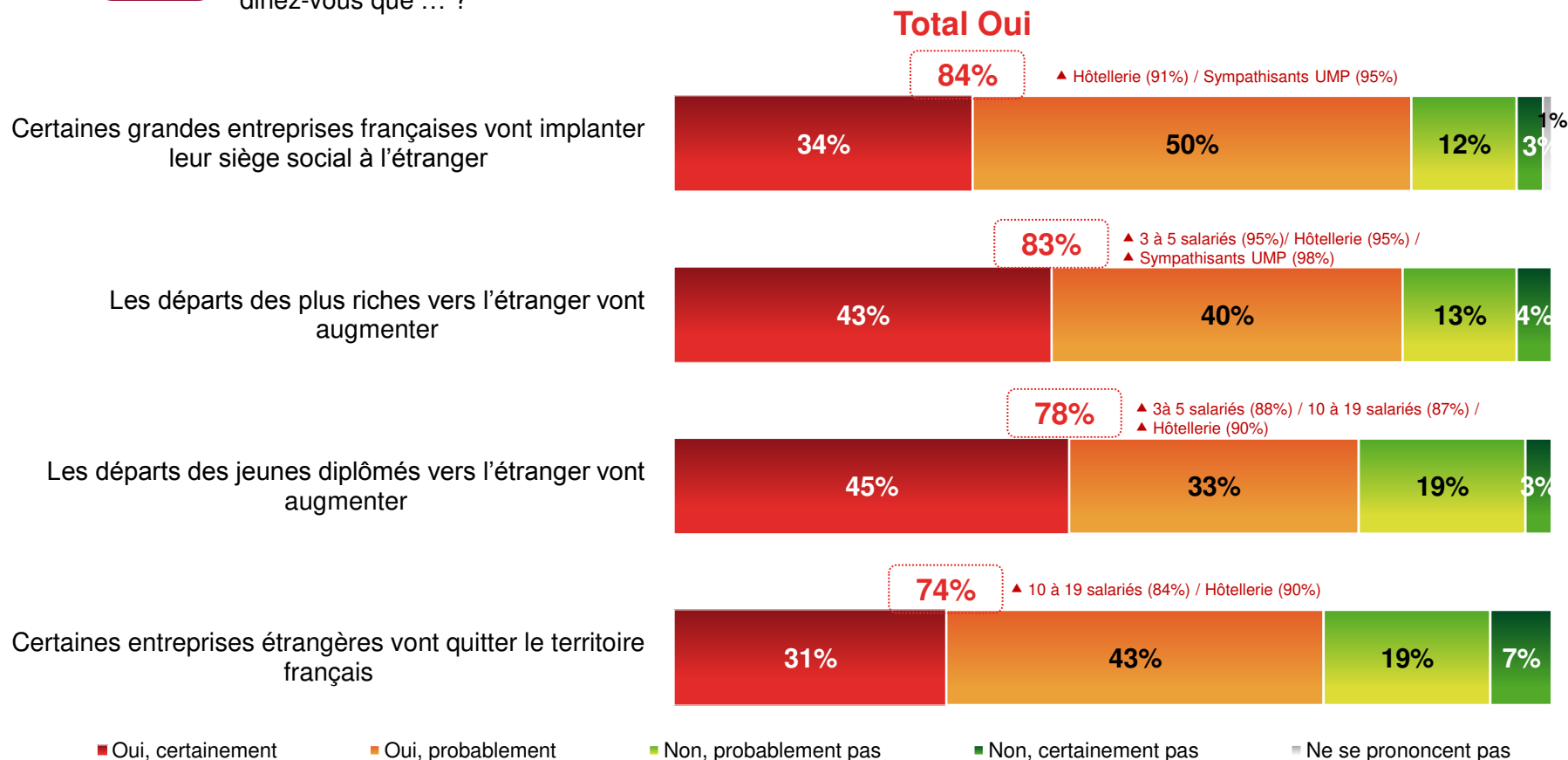


Tandis que se déroulent actuellement les élections pour les salariés dans les TPE, les patrons interrogés expriment des avis très mitigés sur les syndicats patronaux, avec de surcroît des niveaux de notoriété qui restent à renforcer. Les syndicats de branche font l'objet de l'appréciation la plus favorable, même si la moitié seulement des dirigeants (49%) déclare qu'il les défend bien. Viennent ensuite le Medef (41%), la CGPME (34%, avec 21% de non connaisseurs), le SDI (33%, avec 21% de non connaisseurs) et l'UNAPL (30%, avec 27% de non connaisseurs). L'UPA n'apparaît comme efficace pour défendre leurs intérêts qu'à 25% des interviewés (34% n'en ayant pas entendu parler).

Le pronostic sur l'impact du projet de loi de finance sur la fuite des cerveaux et des capitaux

Question

Si le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale sont votés en l'état, diriez-vous que ... ?



Dans le contexte actuel, une très large majorité des patrons de TPE pronostique une forte augmentation des expatriations fiscales. 84% déclarent en effet que certaines grandes entreprises françaises risquent d'implanter leur siège social à l'étranger (dont 34% certainement), 83% que les départs des plus riches vers l'étranger vont s'accroître (dont 43% certainement) et 78% que les départs des jeunes diplômés vers l'étranger augmenteront (dont 45% certainement). Près des trois quarts craignent le départ définitif de certaines entreprises du territoire (dont 31% certainement).

Base : A 50% de l'échantillon

Le pacte de compétitivité

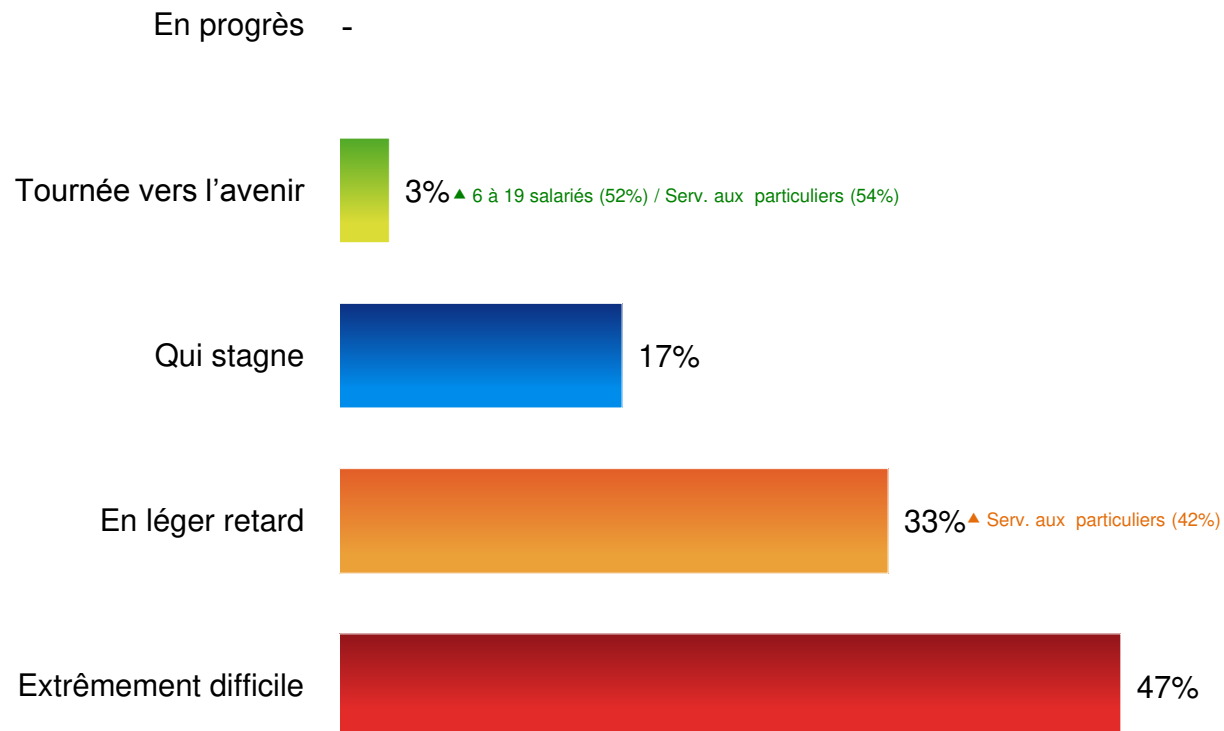
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le jugement sur la situation actuelle de la compétitivité de l'économie française

Question

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui la situation de la compétitivité de l'économie française ?



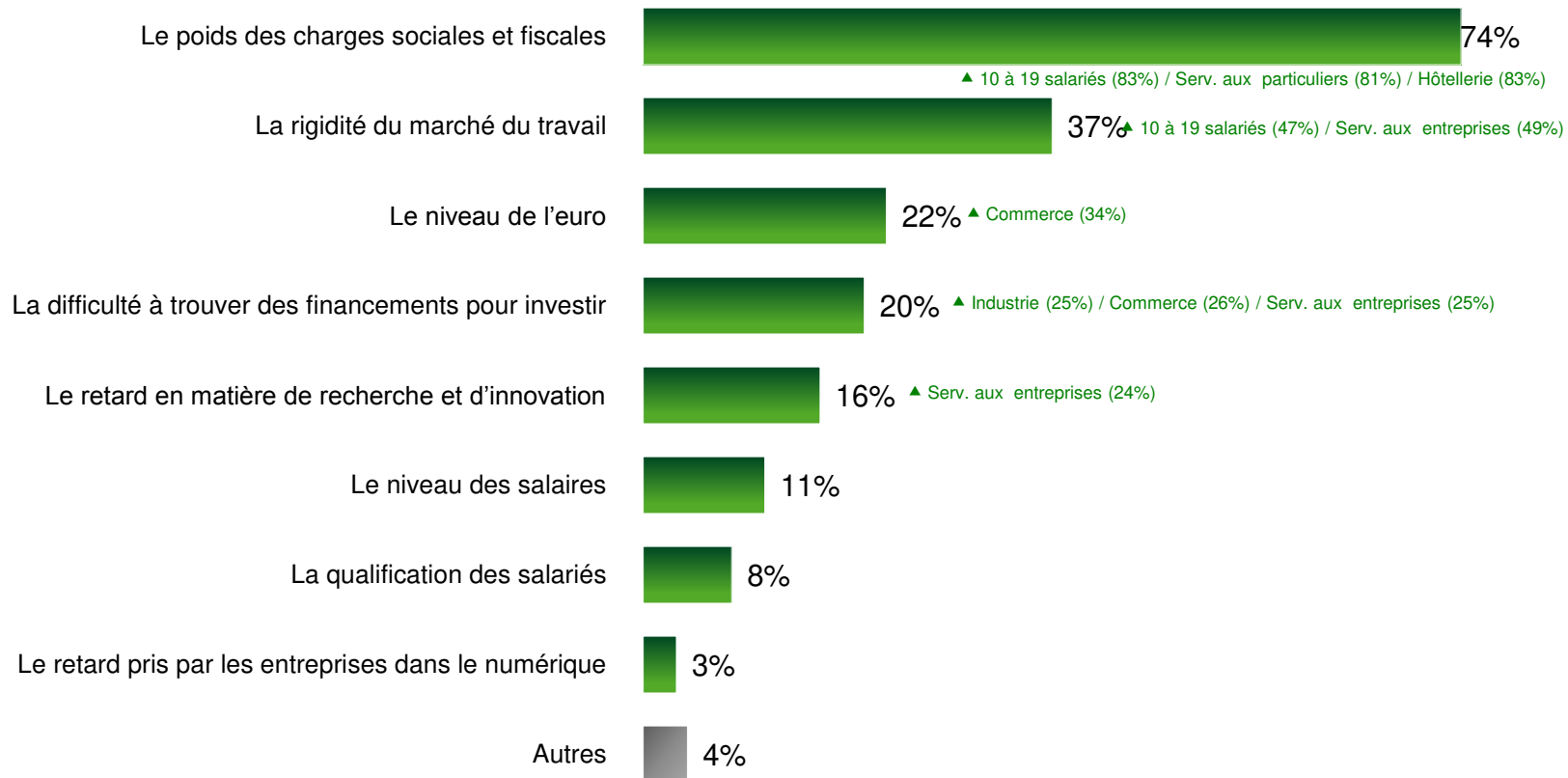
Quelques jours après la publication du rapport Gallois et l'annonce par le gouvernement des 35 mesures pour redresser l'économie française, seuls 3% des dirigeants de structures de 0 à 19 salariés, estiment que la compétitivité de la France est tournée vers l'avenir et 17% qu'elle est stagnante. Ils sont à l'inverse 80% à l'évaluer négativement : 33% jugent qu'elle est en léger retard et 47% qu'elle est dans une situation extrêmement difficile (52% dans les TPE de 10 à 19 salariés et 54% dans les services aux particuliers).

Base : ensemble des TPE

Les raisons perçues du manque de compétitivité de l'économie française

Question

A quoi attribuez-vous cette situation ?



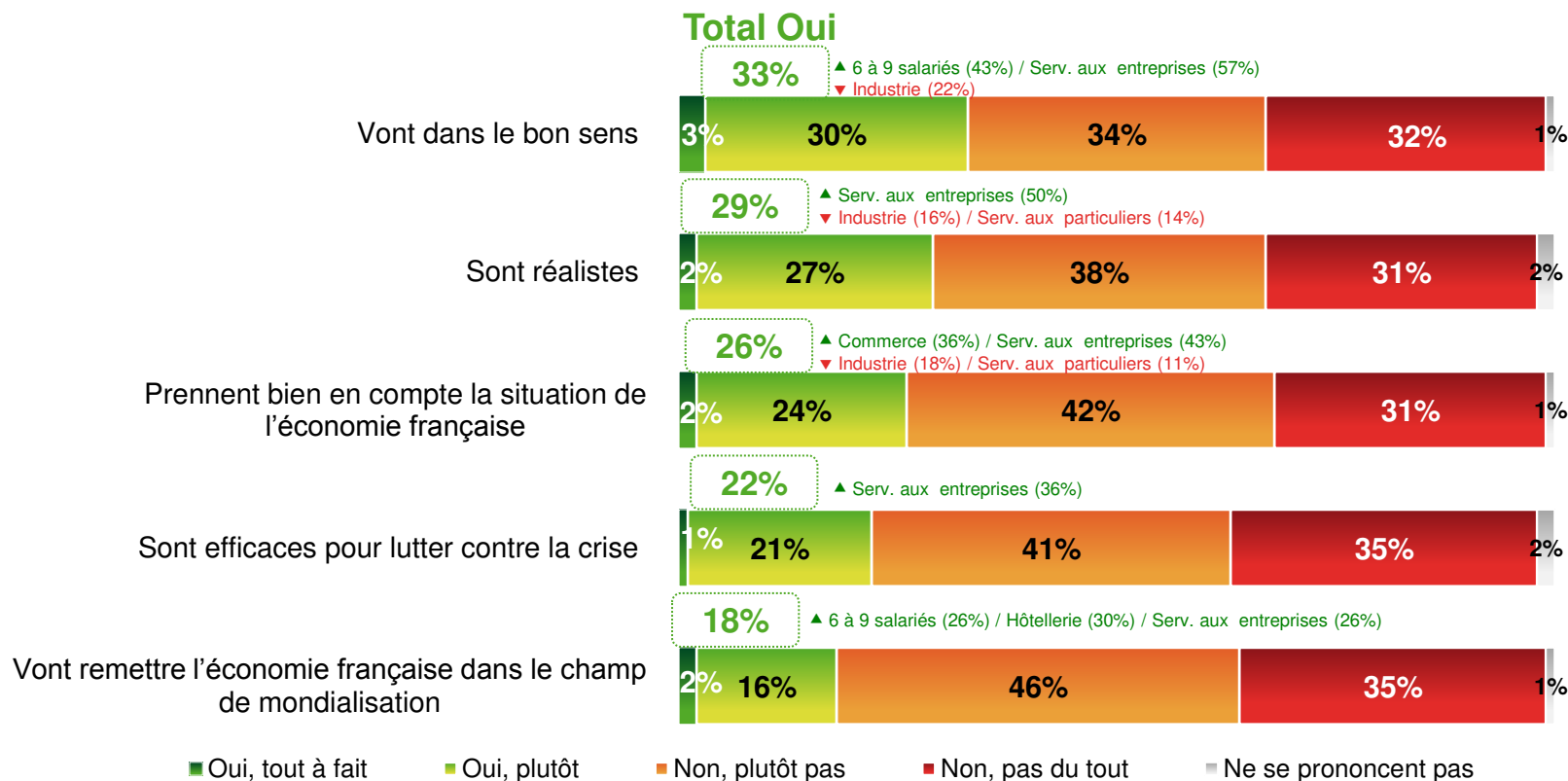
Le poids des charges sociales et fiscales émerge sans surprise comme le principal frein identifié à la compétitivité de l'économie française (74%), devant nettement la rigidité du marché du travail, mentionnée par quand même 37% des interviewés (47% dans les sociétés de 10 à 19 salariés). Un patron sur cinq impute le retard de la France au niveau de l'euro (22%) et/ou aux difficultés à trouver des financements pour investir (20%). Le retard en matière de recherche et d'innovation (16%), le niveau des salaires (11%) ou la qualification des salariés (8%) sont considérés comme problématiques par une faible part d'entre eux. Enfin, ils ne sont que 3% à mentionner un éventuel retard pris par les entreprises dans le numérique.

Base : patrons de TPE qui ne répondent pas que la situation de la France en matière de compétitivité est en progrès ou tournée vers l'avenir, soit 97% de l'échantillon

Les jugements sur les mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi

Question

Jean-Marc Ayrault a annoncé, le 6 novembre dernier, à la suite de la sortie du rapport Gallois, un « pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ». Ce pacte contient 35 mesures visant à favoriser la compétitivité de l'économie française. D'après ce que vous en savez- diriez-vous que ces mesures... ?



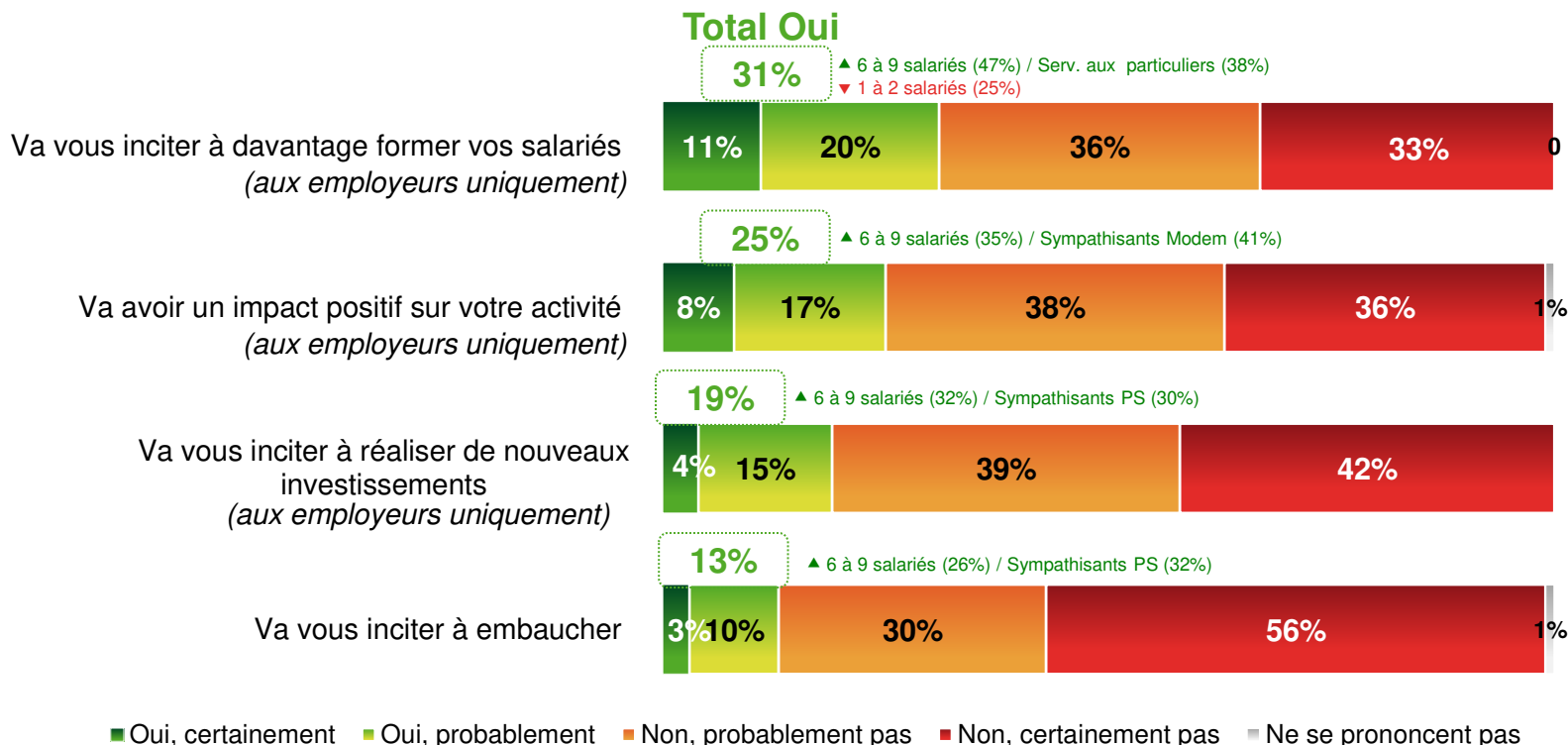
Si elles recueillent une adhésion légèrement plus importante que le projet de loi de finance 2013, les mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, annoncé par Jean-Marc Ayrault le 6 novembre dernier demeurent tout de même largement critiquées. Un tiers des TPE seulement considère qu'elles vont dans le bon sens (33%). 29% soulignent leur réalisme et 26% le fait qu'elles témoignent d'une bonne prise en compte de la situation de l'économie française. A peine un dirigeant sur cinq met en exergue leur efficacité pour lutter contre la crise (22%) et/ou leur capacité à remettre l'économie française dans le champ de la mondialisation (18%).

Base : A 50% de l'échantillon

Les jugements sur l'impact du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi

Question

Parmi les mesures phares annoncées par Jean-Marc Ayrault figure la création du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi. Concrètement, il s'agira d'un crédit d'impôt, calculé en pourcentage sur la masse salariale pour les salaires inférieurs à 2,5 fois le Smic, qui sera conditionné aux investissements faits par l'entreprise (recherche, innovation, formation, embauches). Il s'établira à 10 milliards d'euros en 2013, puis à 20 milliards par an à partir de 2014. Diriez-vous que cette mesure... ?



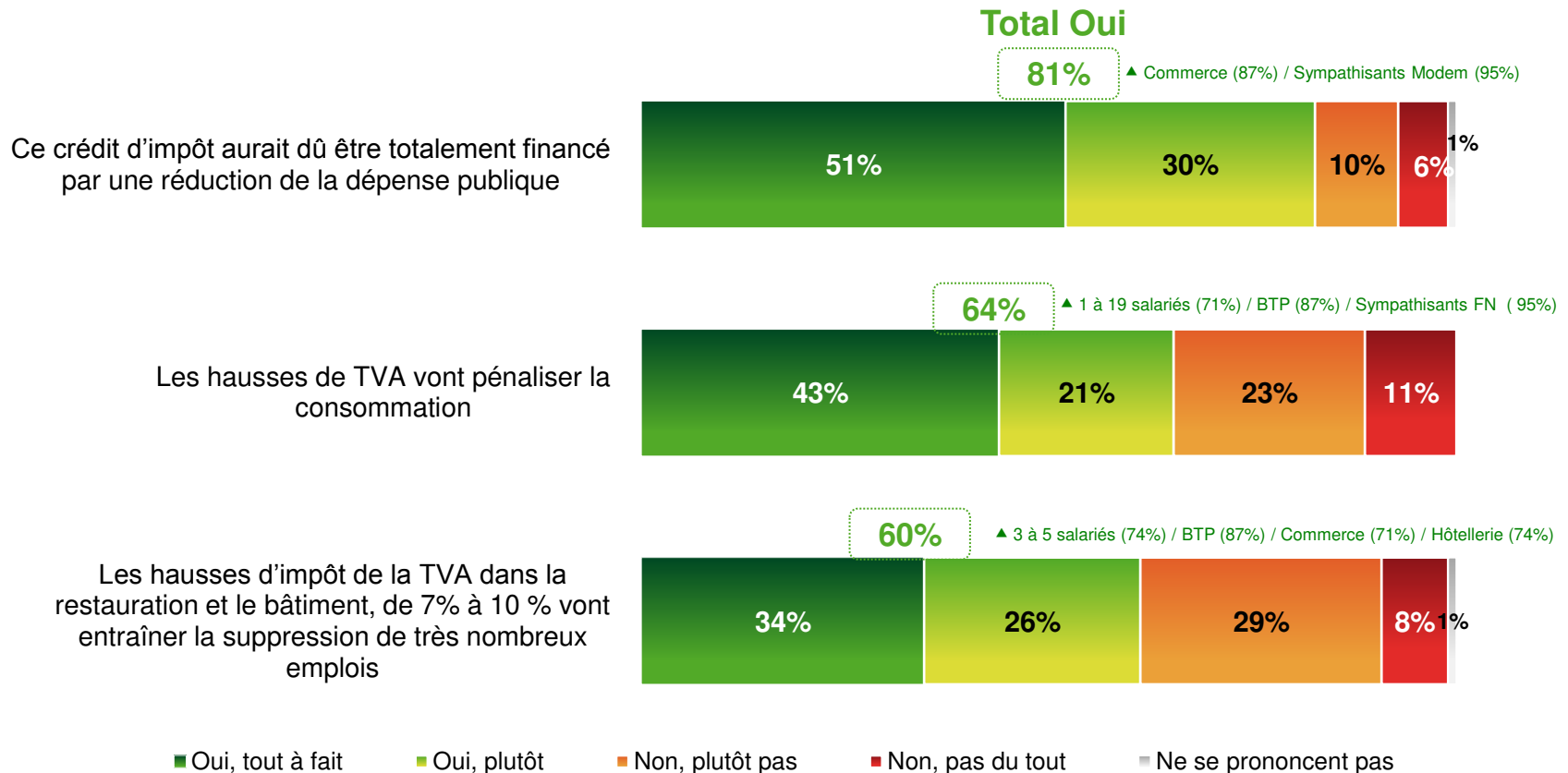
Le Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi ne suscite pas de forte conviction parmi les dirigeants interrogés. Un tiers des employeurs déclarent cependant que ce dispositif va les inciter à former davantage leurs salariés (31%), 25% que celui-ci va avoir un impact positif sur leur activité et 19% qu'ils se sentent encouragés à réaliser de nouveaux investissements. Les effets sur l'emploi sont en première approche très réduits : 13% seulement de l'ensemble des TPE se disent incitées à embaucher grâce au Crédit d'impôt.

Base : ensemble des TPE

Les jugements sur le financement du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi

Question

Le gouvernement a annoncé qu'il financerait ce crédit d'impôt pour moitié par des économies budgétaires et pour moitié par une hausse de la TVA. Diriez-vous que... ?



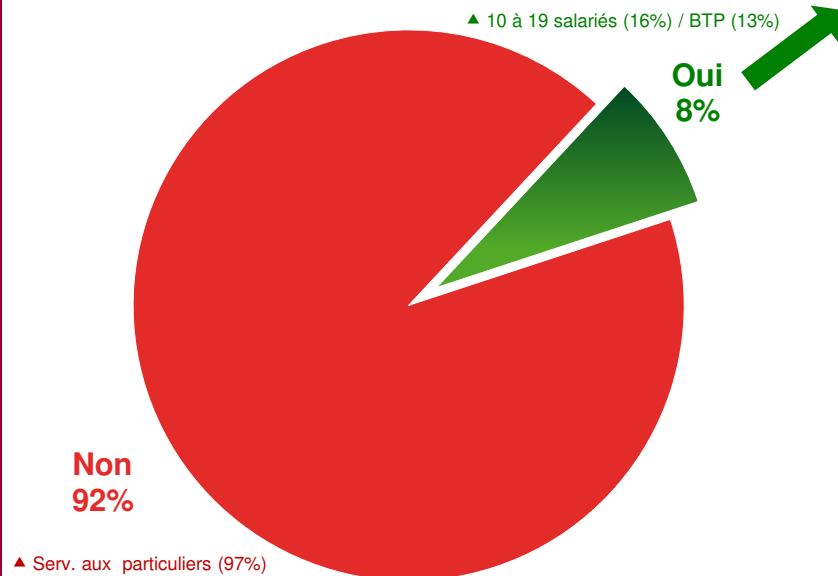
Plus de huit interviewés sur dix (81%) considèrent que ce Crédit d'Impôt aurait dû être financé en totalité par une réduction des dépenses publiques, et non pas seulement pour moitié. Près des deux tiers estiment ainsi que les hausses de TVA afférentes vont pénaliser la consommation (64%), et 60% que les hausses de TVA sectorielles vont entraîner de nombreuses suppressions d'emplois.

Base : A 50% de l'échantillon

La connaissance d'autres mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi

Question

Pouvez-vous citer une autre mesure de ce pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ?



Question

Quelle(s) autre(s) mesure(s) de ce pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi pouvez-vous citer ?

Question ouverte précodée - plusieurs réponses possibles



Lorsqu'il s'agit de nommer les mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, 8% seulement disent en connaître au moins une, en dehors du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. De fait, lorsqu'il s'agit de les identifier, ils mettent en exergue pour la plupart des dimensions relatives à cette mesure, à savoir les baisses de charges sociales, le préfinancement de ce crédit d'impôt et la hausse de la TVA qui doit servir aussi à son financement.

Les heures supplémentaires

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La durée hebdomadaire de travail au sein de son entreprise

Question

Au sein de votre entreprise, quel est l'horaire de travail moyen par semaine (heures supplémentaires comprises) ?

Moyenne
37,2 heures

▲ 10 à 19 salariés (38 heures) / Serv. aux entreprises (38,6 heures)

35 heures ou moins

47% ▲ 1 à 2 salariés (52%) / Hôtellerie (56%)

36 à 39 heures

28% ▲ 6 à 9 salariés (48%) / BTP (37%)

40 heures ou plus

25%

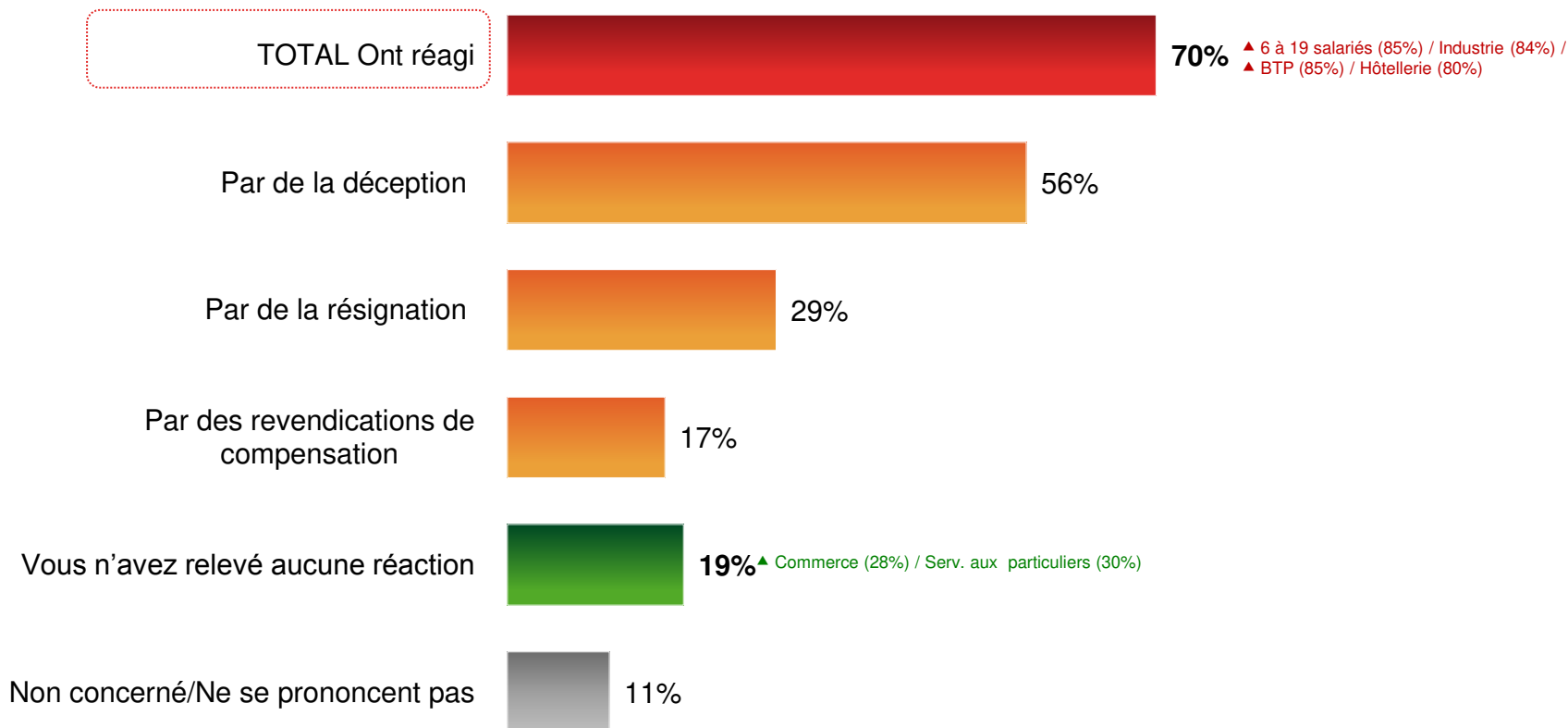
La durée hebdomadaire du travail dans les TPE s'établit à 37,2 heures : la moitié d'entre elles pratique les 35 heures, 28% l'ayant fixée entre 36 à 39 heures et 25% à 40 heures ou plus. Notons que cette moyenne s'établit à 38 heures dans les structures de 10 à 19 salariés et à 38,6 heures dans les services aux entreprises.

Base : employeurs, soit 39% de l'échantillon

La réaction des salariés face à la baisse de la rémunération sur les heures supplémentaires

Question

Lorsque votre (vos) salarié(s) concerné(s) par les heures supplémentaires a (ont) eu connaissance de la baisse de sa(leur) rémunération nette au mois de septembre dernier, comment a(ont)-il(s) réagi ?



Dans les entreprises concernées par les heures supplémentaires, plus des deux tiers des employés ont réagi suite à la suppression des exonérations de charges sur les heures supplémentaires (70%), un score qui s'élève à 84% dans l'industrie, 85% dans le BTP et 85% dans les structures de 6 à 19 salariés. Plus précisément, 56% des collaborateurs ont exprimé de la déception, 29% de la résignation et 17% des revendications de compensation.

Base : employeurs dont l'horaire moyen est supérieur à 36 heures, soit 21% de l'échantillon

La compensation par l'entreprise de la suppression des exonérations de charges sur les heures supplémentaires

Question

Quel est l'impact de cette suppression des exonérations sur votre politique salariale ?

Vous avez compensé entièrement cette suppression pour maintenir le salaire net de vos employés ou vous allez la compenser entièrement d'ici la fin de l'année



15% ▲ Commerce (21%)

Vous avez compensé en partie cette suppression ou allez le faire d'ici la fin de l'année



14% ▲ 10 à 19 salariés (18%)

Vous n'allez pas modifier le salaire actuel de vos employés



68%

▲ Industrie (76% / Hôtellerie (75%))

Ne se prononcent pas



3%

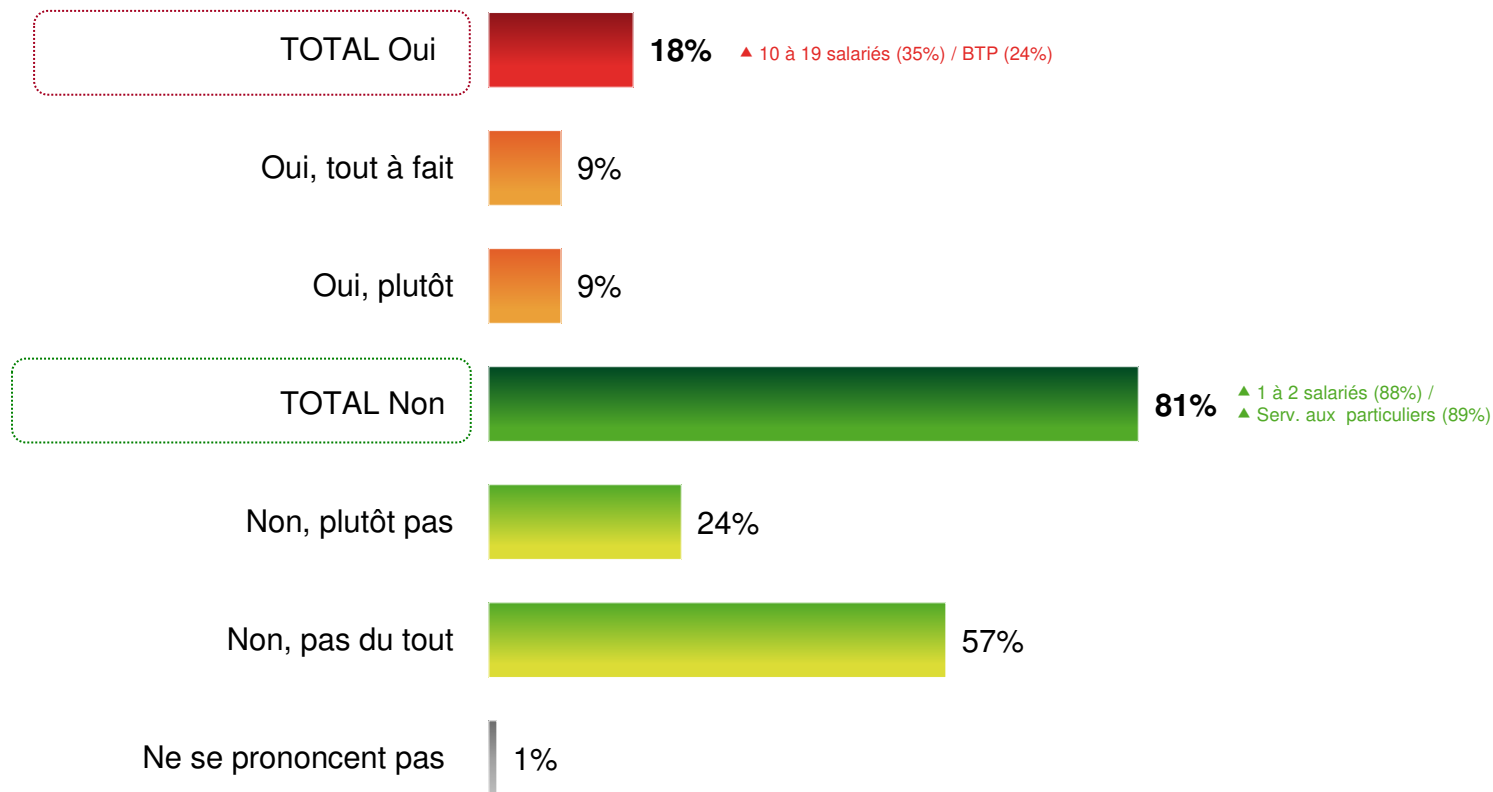
Dans un contexte de difficultés économiques fortes, 68% des patrons de TPE ont choisi de ne pas modifier la rémunération de leurs salariés pour contrebalancer la suppression des exonérations de charges, 14% l'ayant compensée en partie et 15% en totalité (21% dans le commerce et 19% dans les services aux entreprises).

Base : employeurs dont l'horaire moyen est supérieur à 36 heures, soit 21% de l'échantillon

La crainte d'être confronté à des revendications de la part des salariés

Question

Craignez-vous ou êtes-vous actuellement confronté à une revendication de vos salariés ?



Les craintes de revendication de la part des salariés face à ce manque à gagner sont minoritaires (18%). Elles atteignent quand même 24% dans le BTP et 35% dans les entreprises de 10 à 19 salariés.

Base : employeurs qui ne compensent pas totalement, soit 18% de l'échantillon

Les patrons de TPE et l'Europe

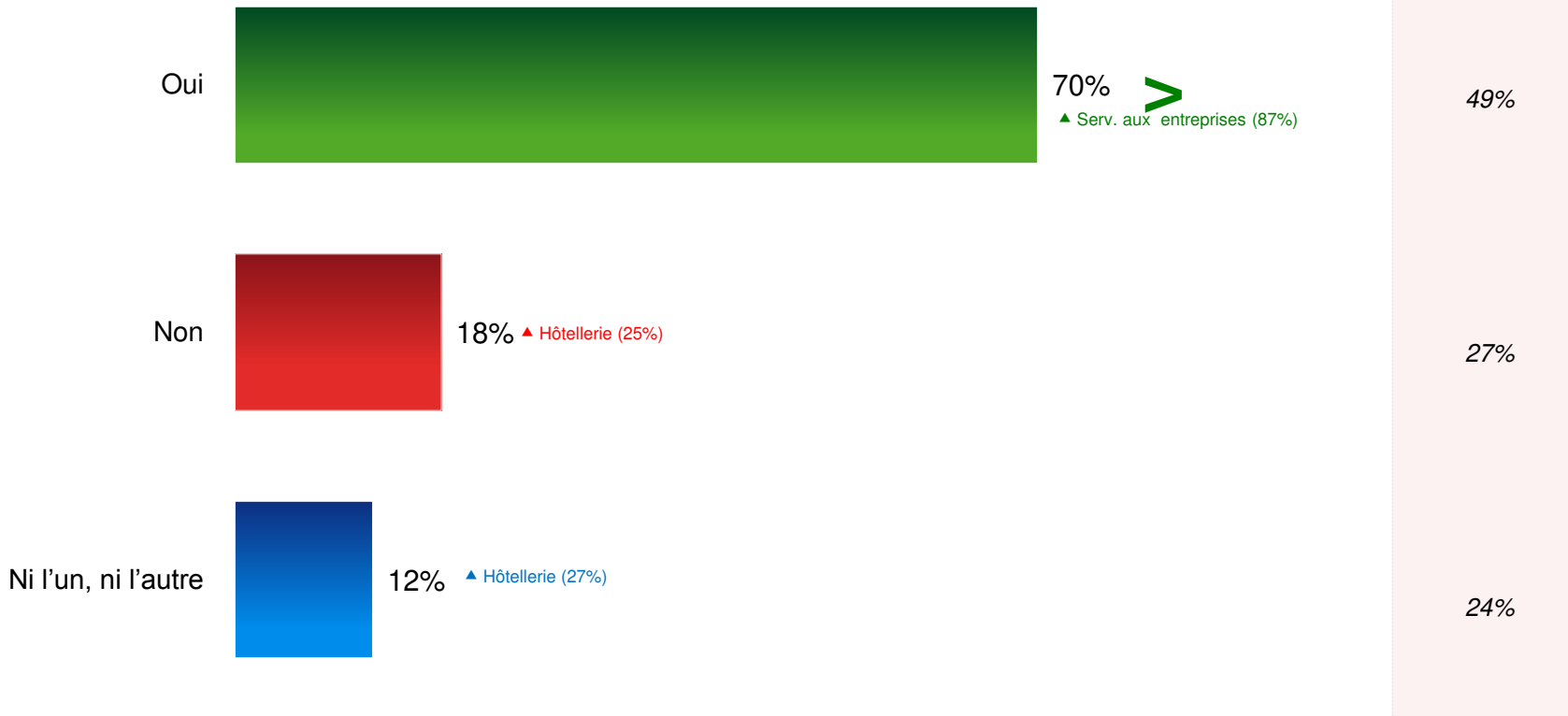
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'intérêt perçu de l'appartenance à l'Union Européenne

Question

D'une manière générale, estimez-vous qu'il est dans l'intérêt de la France d'appartenir à l'Union européenne ?



Les dirigeants des très petites entreprises reconnaissent très largement (70%) et de façon beaucoup plus marquée que l'ensemble des Français (+21 points) l'intérêt de l'appartenance du pays à l'Union Européenne. Cette appréciation positive est plus marquée dans les services aux entreprises (87%), tandis qu'elle est moindre dans le commerce (62%) et surtout dans l'hôtellerie (48%).

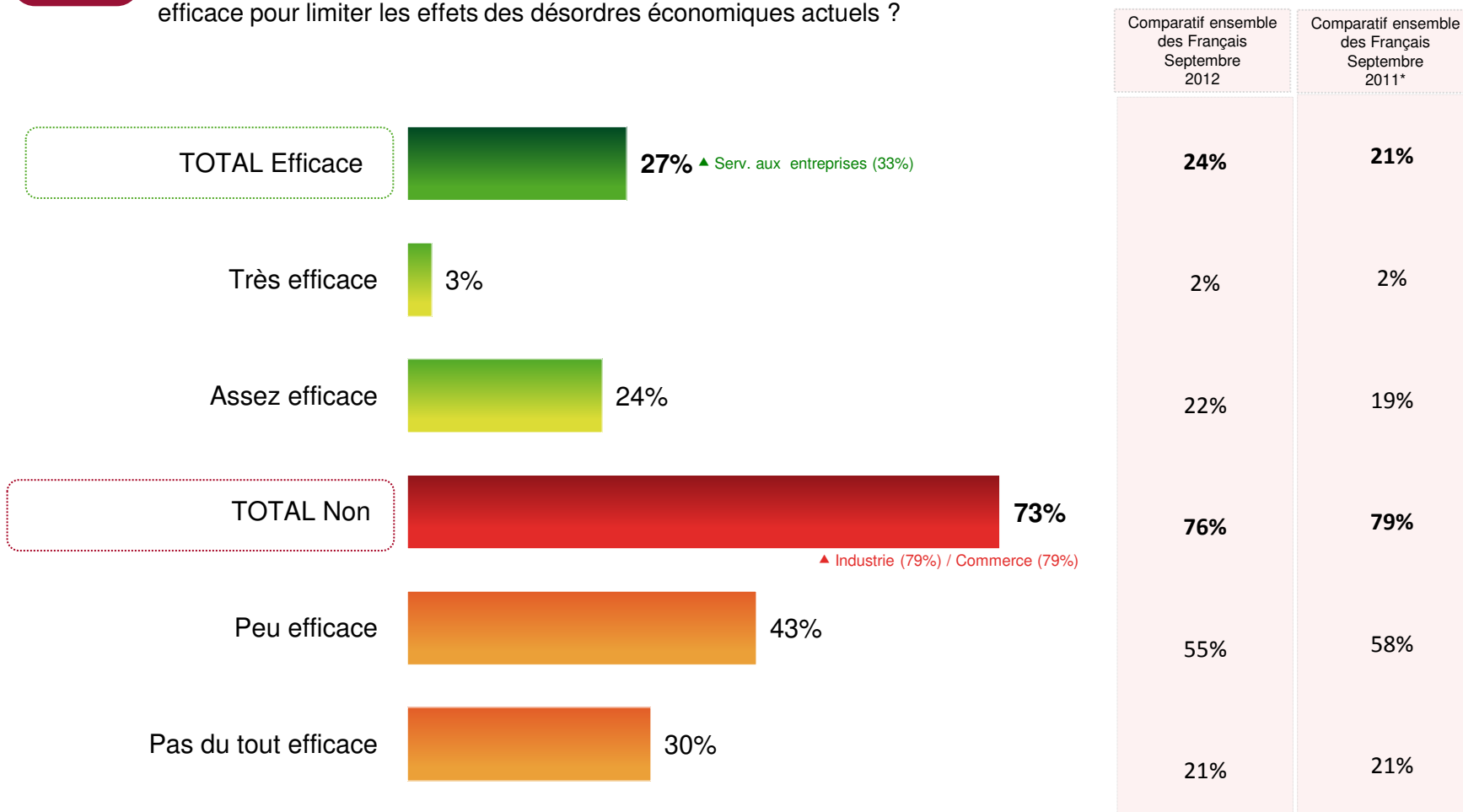
Base : A 50% de l'échantillon

* Etude Ifop pour Le Figaro réalisée du 11 au 13 septembre 2012 par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'efficacité de l'action de l'Union européenne

Question

D'après ce que vous en savez, l'Union européenne agit-elle de façon très, assez, pas vraiment ou pas du tout efficace pour limiter les effets des désordres économiques actuels ?



En dépit de cette satisfaction d'appartenir à l'Union Européenne, seul un quart des patrons (27%) juge que ses représentants agissent de manière efficace pour limiter les effets des désordres économiques actuels (+3 points par rapport à la moyenne nationale).

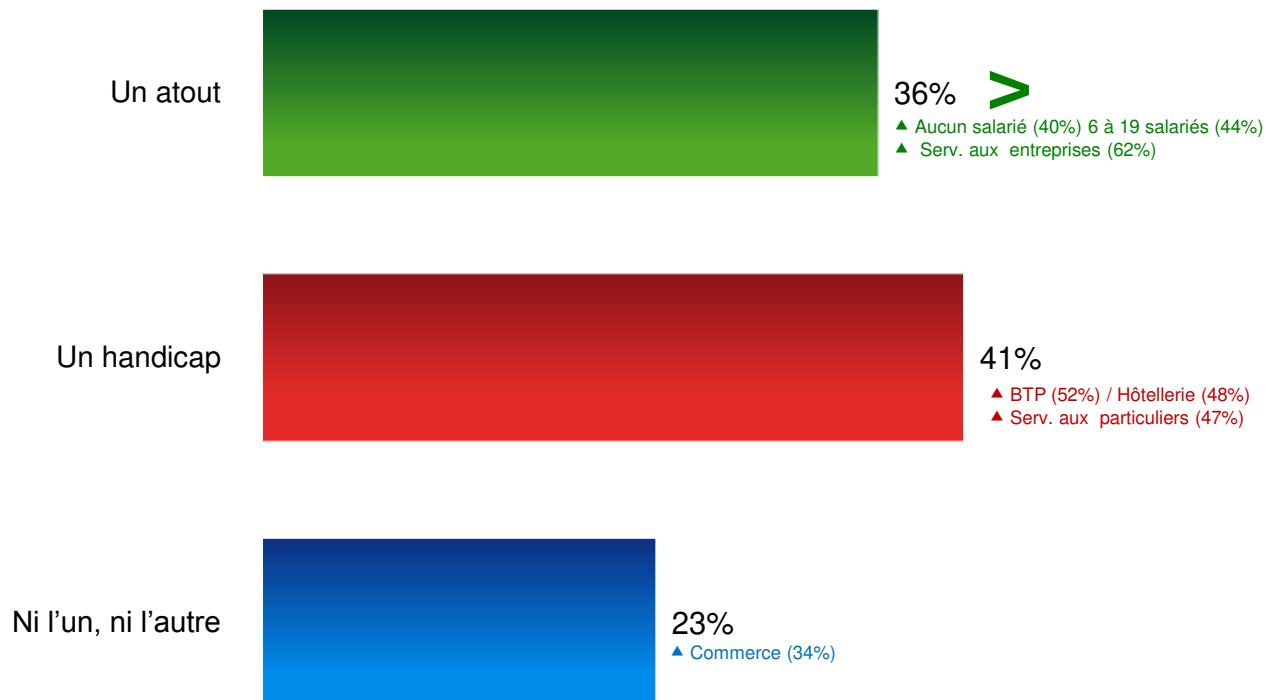
Base : A 50% de l'échantillon

* Etude Ifop pour Le Groupe UMP à l'Assemblée nationale réalisée du 23 au 26 septembre 2011 par téléphone auprès d'un échantillon de 964 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

L'Euro, atout ou handicap dans la crise

Question

Au cours de ces quatre dernières années de crise économique et financière, diriez-vous que l'Euro a été plutôt...?



Comparatif ensemble des Français		
Septembre 2012	Septembre 2012	Août 2010*
23%	26%	28%
45%	40%	34%
32%	34%	38%

Invités à se prononcer sur l'apport de l'euro au cours des quatre dernières années, les dirigeants interrogés estiment pour le plus grand nombre que celui-ci a constitué un handicap face à la crise (41%). Plus d'un tiers considère cependant que la monnaie unique a été un atout (36% contre 23% pour l'ensemble des Français), 23% jugeant qu'elle n'a rien changé à la gestion des difficultés économiques survenues depuis 2008.

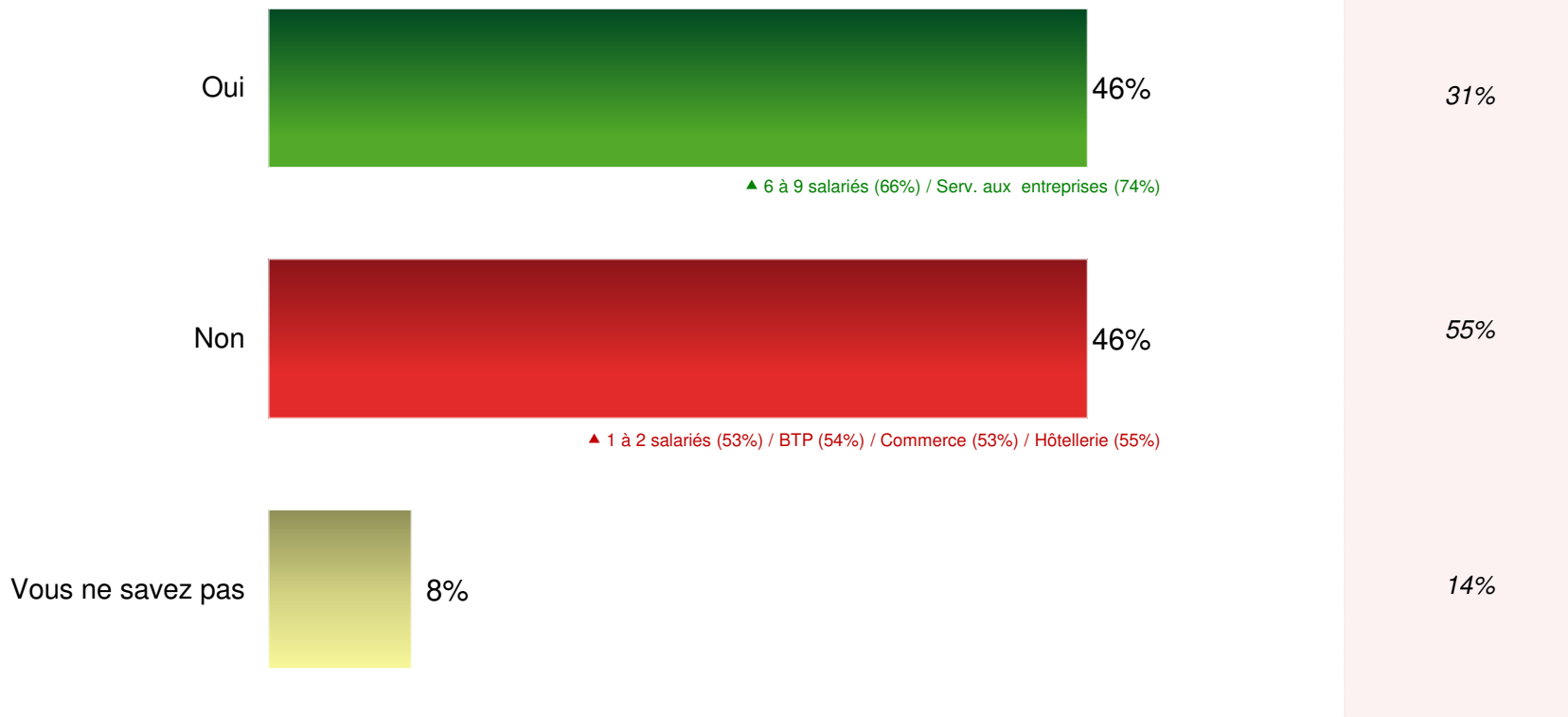
Base : A 50% de l'échantillon

* Enquête Ifop pour L'Humanité réalisée par Internet du 20 au 30 août 2010 auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'intention de vote si le référendum de Maastricht avait lieu aujourd'hui

Question

Le 20 septembre 1992 eut lieu en France le référendum sur la ratification du traité de Maastricht . Ce traité instaurait notamment la création d'une monnaie unique. 20 ans après, si c'était à refaire, voteriez-vous « oui » ou « non » à ce référendum ?



Si le référendum de Maastricht était reconduit cette année, les votes seraient parfaitement partagées au sein des TPE : 46% voteraient oui (+15 points par rapport à la moyenne nationale), 46% non et 8% ne se prononceraient pas.

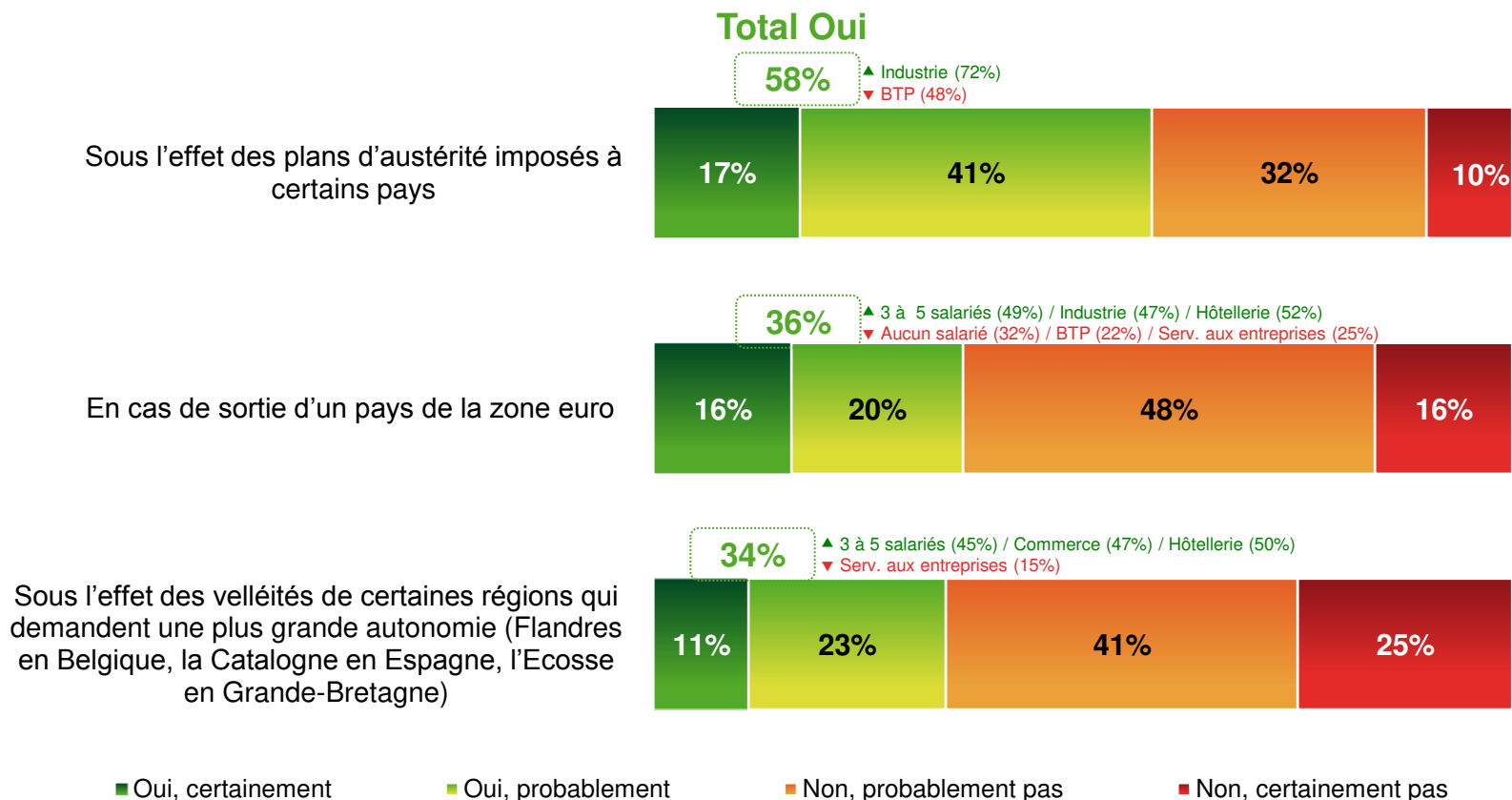
Base : A 50% de l'échantillon

* Enquête Ifop pour L'Humanité réalisée par Internet du 20 au 30 août 2010 auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le pronostic sur l'impact de différentes situations sur l'avenir de l'Union Européenne

Question

Estimez-vous que l'Union Européenne pourrait éclater... ?



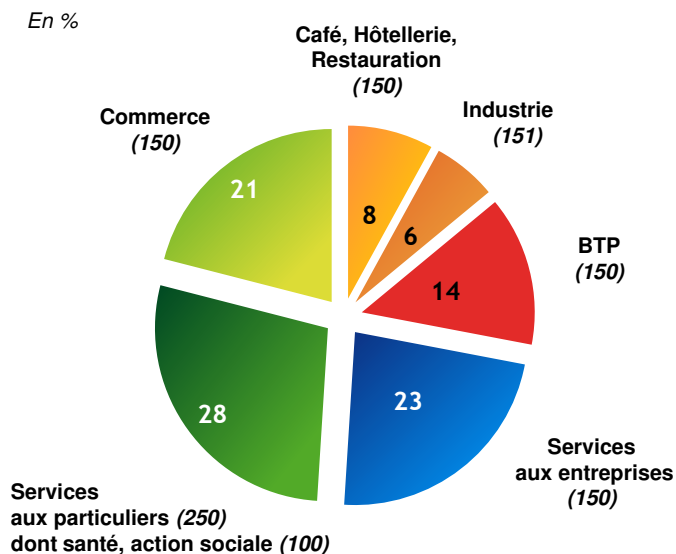
Fait marquant à souligner, une majorité des patrons de très petites entreprises juge que l'Union Européenne pourrait éclater prochainement sous l'effet des plans d'austérité imposés à certains pays (58%). Ils sont 36% à partager cette opinion en cas de sortie d'un pays de la zone euro, et 34% à envisager cette possibilité sous l'effet des velléités de certaines régions qui réclament une plus grande autonomie.

Base : ensemble des TPE

- Échantillon de **1001** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 22 novembre au 6 décembre 2012.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

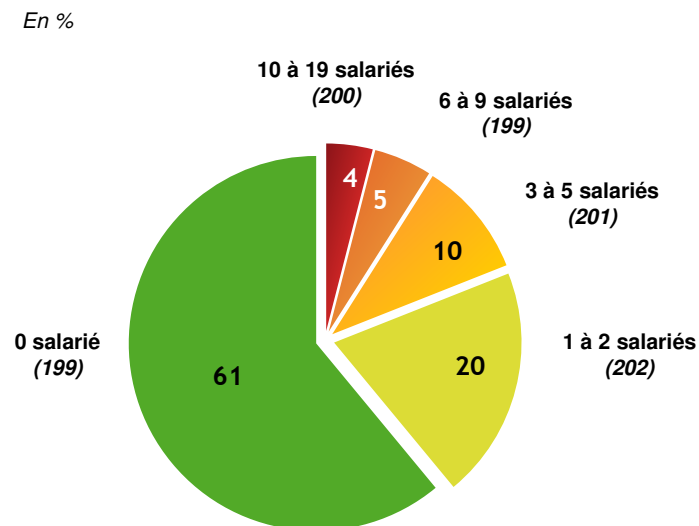
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

